Jeunesses communistes révolutionnaires (JCR-RED)

# 7e congrès national

## Novembre - décembre 2006

## Bulletin de discussion n° 3

## Table des matières


Mode d'emploi… 2
Répondre aux enjeux de la situation 3
Orientation 5
Nouveaux enjeux, nouvelle stratégie dans la jeunesse 12
Résolution femmes 15
Proposition de résolution LGBT 19
Projet de résolution antifasciste 24
Nouvelle force, oui, mais laquelle ? 28
JB (DN, Nanterre)
Retour sur le mouvement lycéen de 2005 29
JB (DN, Nanterre)
Motion répression 32
JB (DN, Nanterre)
Une plateforme X pour quoi faire ? 32
Sofiane, [Jussieu]
De vraies campagnes pour peser réellement sur la situation 34
Sofiane, Jussieu
Pour une intervention écologiste 35
Adrien et Lisa (Jussieu)
Une nouvelle force, oui ! Mais un « regroupement » ? 37
Bilan cercle Lille 2005 – 2006 38
Sofiane (DN, Jussieu) et JB (DN, Nanterre)
Contribution sur la situation internationale et le mouvement antiguerre 41
Christakis (Censier), Marie (Censier).
En avant vers une Conférence Nationale Jeune (CNJ) ! 42
Sarah (St Denis)
Pour une campagne politique des révolutionnaires en direction de la jeunesse ! 43
Julien (Paris), Fango (Rouen)
Bilan du cercle Nanterre 45
Le bureau de cercle de Nanterre
Pourquoi et comment se construire dans les quartiers populaires ? 49
Xavier (Nanterre)
Proposition de bilan sur le mouvement contre le CPE 51
Marie, Strasbourg
La construction du parti révolutionnaire aujourd'hui 52
Rodolphe (Jussieu)
Rôle du journal révolutionnaire 53
Marie (Jussieu, DN et comité de rédaction) et Ambre (Censier et comité de rédaction).
Pourquoi voter pour la plate-forme Z 55
Antoine (BN, Jussieu), Gabriel (BN, Nanterre), Laure (BN, Nanterre), Xavier (BN, Nanterre)
Sur le décalage entre niveau de combativité et niveau d'organisation dans la jeunesse 56
Antoine [Jussieu], Sofiane [Jussieu]
S'adresser aux lycéens 58
Kevin [Nice]
Construire l'organisation : pourquoi et comment ? 59
Laure (Nanterre), Sylvain (Toulouse)


RÉVOLUTION JCR ÉGALITÉ DÉMOCRATIE

# Mode d'emploi…

La direction nationale qui précède le congrès vote les textes qui sont soumis aux votes des congrès locaux. C'est la direction nationale qui décide que ces textes sont soumis aux votes que cela évite que des dizaines de textes soient soumis au vote dans les congrès locaux et qu'on n'ait pas le temps de discuter et que les débats partent dans tous les sens.

Concrètement, il a été décidé de soumettre au vote de tous les congrès locaux les textes suivants : « Situation politique » (BD n° 1, page 4), « Répondre aux enjeux de la situation » (BD n° 3, page 3), « Orientation » (BD n° 3, page 5 ; il sera soumis au vote en deux morceaux : les points 1 à 4, puis le point 5), « Nouveaux enjeux, nouvelle stratégie dans la jeunesse » (BD n° 3, page 12), la résolution féminisme (BD n° 3, page 15), la résolution LGBT (BD n° 3, page 19), la résolution antifasciste (BD n° 3, page 24).

Attention, les textes « Répondre aux enjeux de la situation » et « Orientation » ont subi des modifications par rapport à la version du BD n° 1. Elles sont indiquées en gras dans le texte.

Tous les camarades peuvent proposer, dans leur congrès local, des amendements à ces textes. Chaque camarade peut aussi, dans son congrès local, soumettre un texte au vote.

On votera ensuite pour l'une des deux plates-formes : soit la plate-forme X, qui est constituée du texte « Nouveaux enjeux, nouvelle stratégie dans la jeunesse », soit la plate-forme Z, qui est constituée des trois textes « Situation politique », « Répondre aux enjeux de la situation » et « Orientation ».

À titre indicatif, les textes ont reçu comme votes à la Direction nationale :
« Situation politique » : 8 pour, 3 contre, 0 abstention, 0 NPPV (ne prend pas part au vote).
« Répondre aux enjeux de la situation » : 8P, 3C, 0A, 0N.
« Orientation » : 8P, 3C, 0A, 0N.
Plan du texte « Nouveaux enjeux, nouvelle stratégie dans la jeunesse » : 3P, 8C, 0A, 0N.
« Nouveaux enjeux, nouvelle stratégie dans la jeunesse » : 8P, 3C, 0A, 0N.
Plan de la résolution féminisme : 8P, 0C, 1A, 2N.
Les plates-formes ont obtenu : PF-X : 3 voix, PF-Z : 8 voix, Abst : 0, NPPV : 0.

Pour simplifier les choses, les textes soumis au vote sont insérés au début de ce bulletin de discussion.

# Répondre aux enjeux de la situation

**Les modifications intervenues depuis le BD n° 1 sont indiquées en gras.**

## 1. Les enjeux

La situation politique reste très contradictoire. La classe dirigeante est toujours à l'offensive et elle intensifie ses attaques contre les jeunes et les travailleurs en essayant réduire à néant l'ensemble de nos acquis et de briser toute contestation (retraites, Sécu, LMD, privatisations, CPE…). Pourtant depuis quelques années maintenant des résistances s'organisent. Nous assistons clairement à une remontée des luttes. Depuis 2002 pratiquement chaque attaque a connu une résistance, chaque année nous avons assisté à des mobilisations et souvent avec la jeunesse au premier plan. Avril 2002 mouvement contre Le Pen, mai/juin 2003 mouvement contre la réforme des retraites, nov/déc 2003 contre le LMD, contre la guerre en Irak, fev/avril 2005 contre la loi Fillon et bien sûr le mouvement contre le CPE. Ces luttes ont été des luttes d'ampleur, grèves longues et manifestations très massives. À plusieurs reprises, ces luttes ont cherché une issue vers la grève générale même si les directions syndicales ont cherché à l'empêcher par tous les moyens. Il y a une forte conscience, notamment dans la jeunesse pendant le mouvement contre Fillon et le CPE, de l'impossibilité de gagner seul et de la nécessité d'un mouvement d'ensemble. Pourtant la majorité de ces résistances ont connu des défaites et même si le mouvement contre le CPE a changé la donne en prouvant que la lutte paie, en redonnant confiance à l'ensemble des jeunes et des travailleurs, le rapport de force nous reste toujours défavorable. La situation de la majorité de la population continue de se dégrader.

Les luttes de ces dernières années ont bien sûr permis le début de reconstruction d'une conscience de classe, la conscience d'appartenir au même camp social, d'avoir un ennemi commun : le gouvernement et la classe dirigeante. Elles ont aussi permis une certaine accumulation d'expérience en terme de méthode pour la lutte, avec comme meilleur exemple le mouvement CPE, la nécessité de l'unité, de la grève et des manifs de masse, l'auto organisation… Mais il y a de plus en plus un décalage entre ces luttes d'ampleur, cette politisation et le niveau d'organisation des jeunes et des travailleurs qui reste toujours faible. Même après un mouvement tel que le CPE il n'y a pas eu de vague massive d'intégration dans les syndicats ou les organisations politiques. Il y a notamment dans la jeunesse une méfiance vis-à-vis des organisations et franchir le pas de s'organiser sur la durée n'est pas du tout spontané.

L'autre caractéristique centrale pour comprendre les enjeux de la situation, est la nouvelle place qu'occupent les révolutionnaires. Avec le mouvement de balancier vers la droite des organisations traditionnelles, l'écho des révolutionnaires est beaucoup plus important. Dans les luttes de ces dernières notamment dans la jeunesse nous avons occupé une place centrale et avons été en position de disputer la direction aux organisations réformistes. Mais malgré cette place plus importante nos organisations ne font pas des sauts quantitatifs, nous ne gagnons pas de gens de manière massive.

## 2. Organiser la jeunesse et disputer la direction des luttes aux réformistes

### a) Le front unique dans les luttes

Pour surmonter la division de la classe ouvrière et réussir à la mettre en mouvement, les seules forces des révolutionnaires ne suffisent pas. Pour réussir à entraîner la majorité il y a nécessité à proposer l'unité d'action avec l'ensemble des organisations du mouvement ouvrier. Pendant le mouvement contre le CPE c'est cette unité d'action qui a contribué à impulser la mobilisation. L'intersyndicale et la réunion unitaire des organisations de jeunesse ont permis d'appeler à une première manifestation de manière très large et ont permis d'impulser des assemblées générales un peu partout en même temps. Cette démarche doit être la nôtre sur l'ensemble des questions : proposer l'unité d'action sur des questions déterminées pour mettre en mouvement le maximum de gens. Mais bien évidemment même si le front unique est une condition déterminante elle ne suffit pas à faire gagner les mobilisations et inverser le rapport de force entre les classes. Pour gagner il y a besoin de défendre une orientation qui pousse à la grève et pas seulement à des journées d'actions, qui tende à la généralisation de la grève, qui pousse à l'auto organisation de ceux qui luttent… et faire en sorte que cette orientation devienne majoritaire. C'est pourquoi pousser à l'unité d'action ne signifie pas cesser de défendre une orientation spécifique pour les luttes.

### b) Le travail de masse

Le travail de masse est une activité fondamentale, que chaque militant doit s'efforcer de réaliser, pour plusieurs raisons.

La première est que les organisations de masse, en particulier, les syndicats, sont des cadres qui permettent aux jeunes de s'organiser entre les mobilisations à partir d'objectifs immédiats. Cela leur permet de prendre conscience de leur force, de maintenir une activité militante même s'ils n'ont pas envie de s'engager dans une organisation politique. La taille des organisations de masse et leurs capacités militantes sont des éléments décisifs pour les capacités de réaction des jeunes pour défendre leurs droits.

La deuxième raison est que ce sont des outils décisifs pour gagner la confiance des jeunes et des travailleurs et les entraîner dans la lutte. Le syndicalisme permet de partir des questions les plus concrètes (problèmes d'inscription, de bourse, de papiers…) pour faire comprendre la nécessité de l'organisation et de la lutte collective. Malgré leur faible taux de syndiqués les syndicats étudiants sont les structures qui organisent le plus largement la jeunesse.

Les syndicats sont aussi les premières structures de front unique. Ils permettent de regrouper de manière permanente différentes forces. Ils ont une capacité d'entraînement plus large que les seuls révolutionnaires. Nous devons intervenir dans les syndicats étudiants et pousser à l'unité syndicale, c'est-à-dire à ce que l'ensemble des forces se regroupent dans une seule structure. Mais comme dans les mouvements nous devons dans les syndicats défendre notre orientation et chercher à disputer la direction aux bureaucraties

syndicales. Nous devons considérer les syndicats comme des assemblées générales permanentes. Nous devons défendre une orientation qui pousse à l'unité de l'ensemble des forces, pour un syndicat de masse, mais aussi une orientation sans compromis avec les réformes libérales, un syndicat démocratique dans lequel l'ensemble des adhérents pourraient décider eux-mêmes, un syndicat de lutte et non d'adaptation.

### c) Avancer notre orientation et construire une direction pour les luttes

La victoire des luttes n'est pas spontanée et les directions syndicales et réformistes, dans l'ensemble des mobilisations de ces dernières années, ont cherché à freiner l'amplification des luttes. C'est pourquoi nous devons défendre, comme nous l'avons fait dans le mouvement sur le CPE, les perspectives qui permettent de gagner et d'accentuer les crises du système. Cela passe par la grève (et donc les piquets de grève, le blocage), les liens entre la jeunesse et les salariés, l'élargissement de la grève à l'ensemble des secteurs, les prises de décisions par les premiers concernés (auto-organisation), la confrontation avec le gouvernement et l'état. Nous devons défendre cette orientation dans l'ensemble des cadres aussi bien dans les luttes que dans nos syndicats.

**Nous devons essayer de gagner l'hégémonie dans la nouvelle génération qui entre en résistance. Cela signifie que nous devons confronter nos perspectives et programmes politiques aux courants qui se prétendent « antilibéraux » que nous côtoyons dans les luttes, qui polarisent une partie importante de la jeunesse et qui développent une perspective d'aménagement du capitalisme afin de le rendre plus humain, débarrassé des « excès » du libéralisme, et qui en définitive ne font que dévoyer les aspirations des jeunes en canalisant leurs luttes et en prônant des politiques de collaboration de classe.**

**Nous devons démontrer qu'on ne peut s'opposer réellement au libéralisme qu'en se confrontant à la bourgeoisie, à ses profits, à sa propriété privée et à son pouvoir absolu.**

Mais pour que cette orientation devienne majoritaire nous devons chercher à disputer la direction des luttes aux directions réformistes. Les rapports de forces entre les réformistes et les révolutionnaires ont évolué depuis 10 ans. Nos idées rencontrent un écho beaucoup plus important et plus particulièrement dans la jeunesse nous nous retrouvons en position de pouvoir diriger les luttes. Pendant le mouvement contre le CPE, nous étions en très forte position chez les porte-parole du mouvement, nous avons rédigé presque systématiquement les appels des coordinations. C'est lorsqu'une lutte est longue, avec la grève et des débats, que la conscience des jeunes se développe le plus.

Un des enjeux pour nous est d'être en capacité de construire cette direction pour les luttes qui puisse répondre à l'ensemble des questions que pose une mobilisation pour l'amener jusqu'au bout. Les questions de structuration du mouvement (assemblées générales, coordinations…), de rythme de la mobilisation, des mots d'ordre sont souvent décisives pour cela. Pendant le mouvement contre le CPE, nous avons en partie réussit à disputer cette direction même si nous n'avons pas réussi à déborder l'ensemble des directions réformistes et nous n'avons pas réussit à entraîner les travailleurs jusqu'à la grève générale.

## 3. Construire une organisation politique à la hauteur des enjeux

### a) La nécessité d'une nouvelle force dans la jeunesse

La contradiction entre l'écho de nos idées, en particulier dans les mobilisations, et le nombre de jeunes qui sont organisés dans des organisations révolutionnaires démontre que notre organisation ne suffit pas à répondre à la situation politique. **Comme la LCR affirme qu'il faut une nouvelle force pour répondre à cette situation, nous affirmons que c'est le cas y compris dans la jeunesse. Cela correspond à une période où la conscience de classe se reconstruit, en particulier dans la jeunesse, où les luttes de ces dernières années ont contribué à reconstruire la conscience de la nécessité de défendre les intérêts de notre camp social. Mais cette augmentation de la conscience ne règle pas tout, et il ne suffit pas de proposer une nouvelle organisation pour que des centaines de milliers de jeunes s'organisent : si les jeunes ne s'organisent pas, c'est aussi et probablement surtout parce que leur conscience n'en est pas encore massivement à la nécessité de s'organiser de manière permanente (politiquement comme syndicalement d'ailleurs).**

La LCR affirme sa disponibilité pour la construction d'un nouveau parti, « plus nombreux, plus ancré dans le monde du travail, dans les classes populaires » et portant « l'essentiel de la radicalité anticapitaliste que porte la Ligue aujourd'hui ». « Le programme de cette nouvelle force, nécessairement inachevé, en construction, demande pour assurer la stabilité d'un tel regroupement une série de délimitations politiques : lutte de classe, indépendance vis-à-vis des institutions de gestion de l'État, projet de rupture avec le capitalisme et construction d'une société alternative dans le cadre d'une démocratie socialiste. »

Cela est particulièrement vrai dans la jeunesse, où les mobilisations récentes ont posé systématiquement le problème du rapport aux institutions. Ainsi, pendant la crise des banlieues, le rapport à la police et à l'État a été posé, pendant le mouvement contre le CPE et le mouvement lycéen, les désaccords entre la gauche et la droite du mouvement se sont faits sur cette question.

De plus, des recompositions politiques, des regroupements, ont lieu dans plusieurs pays d'Europe mais, dans plusieurs d'entre eux, ils ont pour but de rabattre les mouvements sociaux les plus radicaux vers les institutions. En France, le rapport de force entre les révolutionnaires et les réformistes et les dernières mobilisations doivent permettre qu'une nouvelle force soit clairement une organisation qui se fixe comme but de renverser le capitalisme.

### b) Avancer notre programme et construire notre courant

Les dernières mobilisations auxquelles nous avons participé montrent que notre organisation a un écho considérable. Cela n'est pas dû au hasard : c'est principalement parce que nous sommes la seule organisation de jeunesse à dire clairement certaines positions. Nous ne devons pas être réticents, nous devons défendre notre

politique vers l'extérieur. Aujourd'hui, lorsque nous défendons nos orientations dans les luttes, lorsque nous nous affirmons comme communistes et révolutionnaires, nous n'apparaissons pas pour des fous. Pour une partie des jeunes, y compris, affirmer clairement qu'une autre société est possible est tout à fait raisonnable. Cela suscite même des questions à partir du moment où nous expliquons que nous ne sommes pas des staliniens, que nous ne nous reconnaissions pas dans l'URSS. Grâce au nouvel écho qu'on les trotskistes, de nombreux jeunes sont prêts à écouter ce type de discours.

Nous devons répondre à ces questions : oui, nous pensons, qu'il faut une société débarrassée de l'exploitation, basée sur les besoins des peuples, organisée par les travailleurs. Oui, nous pensons que pour fonder cette société à partir du capitalisme, il faudra que les travailleurs prennent le pouvoir. Nous pensons que la bourgeoise ne se laissera pas faire, qu'il faut donc se préparer à cette bataille et que, dans cette lutte pour une autre société, la jeunesse aura un rôle considérable.

Cela passe par des formations, des cercles ouverts, mais aussi par des explications, régulièrement, dans notre matériel (journal, affiches, tracts…).

### c) Poser la question du pouvoir

**Pour abattre le pouvoir de la classe dirigeante, il ne suffira pas d'une addition ou d'une généralisation des luttes. Nous ne nous satisfaisons pas de la satisfaction des revendications qui déclenchent la lutte, comme le retrait du CPE/CNE et de la LEC, mais nous cherchons à ce que la lutte ouvre une brèche vers la prise du pouvoir et le socialisme. Nous devons donc chercher à convaincre les jeunes et les travailleurs d'un projet de société et d'une stratégie pour y arriver, une stratégie qui pose la question du pouvoir.**

**Le premier élément de cette stratégie, c'est la mobilisation unitaire de l'ensemble des jeunes, aux côtés des travailleurs. Nous cherchons à ce que cette mobilisation se développe en une grève générale avec généralisation de l'auto-organisation. Nous cherchons à faire en sorte que les organes d'auto-organisation, de centres de décision pour la lutte, deviennent contre-pouvoir puis pouvoir.**

**Lors du mouvement de l'an dernier, nous avons convaincu une grande partie des jeunes mobilisés qu'il fallait se battre pour virer le gouvernement Villepin-Sarkozy en raison de son attitude face au mouvement et depuis qu'il était au pouvoir. Nous devons systématiquement chercher convaincre les jeunes et les travailleurs de l'illégitimité de tout gouvernement bourgeois, à partir de l'expérience faite par les jeunes et les travailleurs eux-mêmes.**

**Une manière de rendre concrète l'idée que notre camp social doit prendre le pouvoir est d'expliquer que nous devons nous battre pour un gouvernement des travailleurs, appuyé sur et issu des luttes et cherchant à appliquer un programme aussi fidèle aux intérêts des travailleurs et des opprimés que le gouvernement actuel l'est aux intérêts du MEDEF.**

### d) S'adresser largement

Cela ne veut pas dire que nous soyons gauchistes : nous devons prendre le temps d'expliquer ce que nous pensons, nous devons partir des préoccupations immédiates des jeunes. Sinon, cela reviendrait à ne s'adresser qu'aux jeunes qui sont déjà convaincus par nos idées. Nous devons nous donner les moyens d'être compréhensibles par les centaines de milliers de jeunes qui se sont mobilisés pendant les mobilisations que nous avons connues ces dernières années. Nous devons même nous adresser à tous ces jeunes qui ne luttent pas parce qu'ils sont résignés, ou à ces jeunes qui se reconnaissent dans l'extrême droite parce qu'ils ne croient plus à la solidarité, aux intérêts collectifs.

Nous devons nous fixer comme objectif permanent de nous adresser le plus largement possible pour poser les questions fondamentales que sont celles de l'État et de la propriété. C'est à cela que servent des revendications transitoires, ou revendications anticapitalistes : ce sont des revendications concrètes mais qui posent ces deux problèmes. C'est le cas par exemple de revendications comme « un emploi stable pour tous les jeunes » ou « pas un flic dans les quartiers », qui sont des revendications incompatibles avec le capitalisme.

Dans nos campagnes politiques, nous devons mettre en avant de telles revendications. Mais nous devons aussi le faire dans les mobilisations, en prenant garde à ce que défendre ces revendications ne nous empêche pas de proposer des revendications plus immédiates qui permettent de construire le mouvement. Par exemple, pendant le mouvement contre le CPE, les JCR pouvaient avancer la revendication « un emploi stable pour tous les jeunes » mais, étant donné l'état de développement du mouvement, cela n'aurait pas eu de sens de soumettre au vote une telle revendication.

# Orientation

**Les modifications intervenues depuis le BD n° 1 sont indiquées en gras. De plus, l'ordre des parties a été modifié.**

Nos priorités d'intervention sont les questions sur lesquelles nous pouvons entraîner du monde, élever le niveau de conscience et peser sur le rapport de forces réel, sans pour autant mettre de côté les autres questions.

Quatre questions essentielles apparaissent : les luttes sociales, notamment autour de l'éducation, les luttes antiracistes, les luttes internationalistes (essentiellement les mobilisations contre la guerre) et les mobilisations contre les politiques répressives.

Le caractère prioritaire de ces questions signifie qu'elles doivent faire l'objet d'une politique cohérente et nationale, prise en charge par l'ensemble de l'organisation, dans le travail de masse ou dans notre apparition propre.

Nous devons aussi avoir une apparition propre régulière, lors de laquelle nous argumentons sur nos positions sur les sujets d'actualité, sur le fonctionnement de la société, etc.

## 1. Travail de masse, syndicalisme

Une intervention dans les cadres de masse nous permet d'avoir un milieu et de contribuer à l'organiser, à élever son

niveau de conscience. Notre travail dans les organisations de masse nous permet de nous adresser au maximum de monde. Notre politique doit être de trouver des mots d'ordre unifiants pour pousser à l'action le plus de jeunes possible. Le travail de masse permet de mobiliser sur des revendications immédiates.

Notre intervention syndicale a trois axes fondamentaux :

1. Nous nous battons pour un syndicat de masse, unique. Si une telle structure existait, cela permettrait aux jeunes de pouvoir s'organiser plus massivement, et d'avoir une seule structure de référence à laquelle s'adresser. Cela renforcerait leurs capacités d'action et leur conscience. Nous nous battons pour que ce syndicat soit démocratique et lutte de classe. En ce qui concerne la crise actuelle du syndicalisme étudiant, nous soutenons les regroupements syndicaux, qui aboutissent à diminuer le nombre de structures concurrentes, et nous nous battons contre les exclusions. Celles-ci affaiblissent non seulement les militants combatifs, mais aussi les syndicats dans leur ensemble. Concernant les exclusions de l'Unef, quel que soit notre syndicat, nous nous y opposons et participons à la campagne pour la réintégration. Enfin, nous nous battons concrètement pour une nouvelle réunification syndicale : en la défendant dans nos structures syndicales, renforçant les structures intersyndicales et les liens entre militants de lutte.

2. Nous devons intervenir en poussant à l'auto-organisation, à la démocratie et à l'unité dans l'action. Cela veut dire faire en sorte que le syndicat propose à toutes les forces de convoquer des assemblées générales sur les questions essentielles, et que celles-ci soient démocratiques. Nous nous battons pour que les structures d'auto-organisation soient massives, aient des rythmes de réunion qui permettent au plus grand nombre de décider (donc régulières mais suffisamment souples pour nous ne pas se réduire à une minorité activiste).

Les directions actuelles des syndicats ne répondent pas aux enjeux de la situation. Nous nous battons pour construire des directions alternatives, c'est-à-dire des regroupements qui développent une orientation solide sur l'ensemble des questions (analyse des réformes, prise en compte des multiples intérêts immédiats des étudiants, implantation de masse…).

Nous n'attendons pas que la bureaucratie syndicale agisse, nous essayons de prouver par la pratique la justesse de notre orientation, et d'entraîner d'autres syndicalistes dans la lutte. Notre intervention doit avoir une cohérence nationale, de manière à pouvoir taper dans le même sens dans les moments importants.

3. Nous intervenons pour que les syndicats soient clairement opposés aux réformes libérales, en particulier celles qui concernent l'éducation. Le LMD, le Pacte pour la recherche, la professionnalisation, l'autonomie des établissements et la sélection constituent un projet cohérent qu'il nous faut combattre. C'est la principale question sur laquelle devraient intervenir les syndicats, au-delà des problèmes immédiats des étudiants, qui y sont par ailleurs souvent liés. Nous contribuons à éclaircir des questions comme l'allocation d'autonomie, considérée comme un présalaire, les questions internationales, la lutte contre le racisme et le sexisme.

# 2. Campagnes

## a) Construire un mouvement antiguerre et internationaliste sur la durée

Vue la centralité de la question de la guerre dans la situation internationale, nous devons nous fixer comme objectif la reconstruction d'un mouvement antiguerre. **Les collectifs Agir Contre la Guerre (ACG) ont joué un rôle important lors de la construction du mouvement antiguerre en 2003. Cependant, ces collectifs étaient présents sur peu de villes, de quartiers ou de facs et n'ont pas réussi à faire face au reflux du mouvement antiguerre. Nous avons toujours besoin d'un mouvement qui soit massif, unitaire, implanté localement, et qui intègre la politique de l'impérialisme français.**

Pour cela, nous devons dès maintenant construire des collectifs antiguerre locaux le plus unitaires possible sur les facs, les lycées, et les quartiers. Cela signifie convoquer des réunions unitaires sur la question de la guerre, avec l'ensemble des organisations politiques, syndicales, associatives… de notre milieu, y discuter d'une plate-forme de revendications (les 3 mots d'ordre de base d'ACG permettent une mobilisation large : pas de guerre ni d'occupation militaire (avec ou sans l'ONU), justice en Palestine, pas de participation française). En fonction de l'actualité et des réalités locales, nous poussons pour que ces collectifs mènent une activité sur le Moyen-Orient (« Guerre sans limite » : Liban, Irak, Palestine…) et, quand c'est possible, sur l'impérialisme français en Afrique. La question d'actualité étant en ce moment le retrait des troupes françaises du Liban

Ces collectifs doivent servir à mener de l'activité militante (réunions régulières, diffs de tracts, collages, tables, réunions publiques, projections de films, actions spectaculaires, participation aux manifs nationales et internationales…).

Nous participons aux cadres unitaires nationaux déjà existants, pour y proposer des dates de manifs et y mener des batailles d'orientation. Mais, vues les difficultés auxquelles nous faisons face dans ces cadres, nous devons continuer à nous donner les moyens de prendre des initiatives, en s'appuyant sur l'expérience et la légitimité acquises par ACG.

Une campagne un peu unitaire pour le démantèlement des bases militaires et le retrait des troupes françaises en Afrique est en train de voir le jour (LCR, CNT, Survie, Afrique 21…). C'est une occasion à ne pas rater pour combattre notre propre impérialisme. Nous devons impulser dans les collectifs anti-guerres une activité sur cette question.

Une campagne de solidarité au processus en cours au Venezuela se mène dans différentes villes. Les luttes en cours en Amérique de Sud sont importantes et permettent de discuter de stratégie. Nous devons les relayer par des campagnes d'information (réunions publiques…) et de soutien (comme la brigade qu'ont organisée les camarades de Toulouse au Venezuela).

Enfin, au niveau de notre apparition politique, nous mettons en avant le soutien aux résistances, y compris armées (et en particulier aux courants du mouvement ouvrier : sections de la IVe, PCL…), la nécessité de changer de société pour mettre fin aux guerres…

## b) Impulser et développer les mobilisations contre la casse de nos acquis sociaux, dans l'éducation et au travail

Les derniers affrontements massifs de la jeunesse (principalement scolarisée) contre le gouvernement et le patronat se sont

déroulés autour de réformes des diplômes (LMD, loi Fillon…) ou de contrats de travail (CPE).

Les deux questions centrales qui se dégagent derrière ça, ce sont Éducation et Travail/Précarité : Ces deux questions sont le terrain d'attaque principal des classes dirigeantes, et touchent directement des millions de jeunes dans leurs conditions de vie, de travail et d'étude. Elles sont les plus unifiantes pour la jeunesse, et pour son lien avec les travailleurs.

D'où l'importance d'avoir une intervention permanente sur les lieux principaux où est concentrée cette jeunesse : facs, lycées (en particulier lycées des quartiers populaires), et CFA là où c'est possible. Nous combinons apparition politique (bulletins réguliers, tables, réunions publiques…), et la construction de cadres plus larges (syndicats, comités de lutte…).

Nous devons suivre tous les projets de réformes, et être prêts à réagir par des campagnes unitaires de mobilisation, sur le modèle de la campagne CPE : réunions unitaires, tracts, AGs… avec la perspective de la grève, du blocage, du lien avec les salariés. Il y a une importance particulière à informer et mobiliser contre les projets de sélection à l'entrée de l'Université, l'autonomie des facs et de « professionnalisation des études », qui veulent les soumettre encore plus aux intérêts du patronat. Nous nous battons pour une éducation publique, de qualité, ouverte à tous.

Nous devons essayer de lancer une large campagne unitaire pour une allocation d'autonomie : un présalaire à hauteur du SMIC qui permette aux jeunes de chercher un emploi dans de bonnes conditions, ou de poursuivre leurs études sans avoir à se salarier ou à dépendre de leurs parents.

Nous mettons en avant des revendications comme la suppression de l'apprentissage dès 14 ans, la titularisation de tous les emplois précaires, un emploi stable pour tous, des stages rémunérés…

## c) Lutte contre le racisme.

Ces dernières années, les attaques racistes se sont développées (loi sur le rôle positif de la colonisation, loi CESEDA…). Et ces derniers mois, les mouvements antiracistes se sont développés, même s'ils sont loin d'être à la hauteur des enjeux. Il existe un vrai potentiel de mobilisation sur ces questions.

Les sujets et les cadres ne manquent pas, mais certaines priorités se dégagent : Sans-papiers, RESF-RUSF, lutte contre les discriminations. Le « réveil » du mouvement des Sans-papiers est d'une importance capitale : la mobilisation des premiers concernés permet de donner confiance, faire reculer les préjugés racistes. Le mouvement ouvrier est face à ses responsabilités et ne se donne pas aujourd'hui les moyens de construire un soutien suffisamment large pour mettre en échec les politiques gouvernementales, même si les mobilisations autour de CESEDA, de RESF sont des premiers pas. Nous devons donc être particulièrement actifs dans le soutien aux collectifs de Sans-papiers : soutien matériel (tirage de tracts, collectes, permanences…) aussi bien que politique (initiatives publiques…).

En lien avec cette question, cette année a vu la réussite du Réseau Éducation Sans Frontières (RESF), et le lancement du Réseau Université Sans Frontières (RUSF). Ces deux expériences sont certes spécifiques (jeunes scolarisés), mais ont réussi à reconstruire un large réseau de soutien (opinion, profs, parents, nombreuses organisations…). Nous avons un rôle fondamental à jouer dans ces réseaux : monter des collectifs unitaires locaux partout où nous sommes, prendre en charge concrètement des dossiers (aide juridique, suivis auprès des préfectures, construction de mobilisations de soutien). Nous ne faisons pas ça par « humanisme », mais parce que c'est le moyen de lancer un combat politique de masse contre le racisme et pour la régularisation de tous les Sans-papiers…

Enfin, la révolte des banlieues a reposé, de manière encore plus claire, la question de la lutte contre les discriminations racistes (discriminations quotidiennes, au travail, contrôles policiers…). Sur ces questions, les cadres organisationnels sont nombreux et imparfaits (Devoir de mémoire, Indigènes de la République, associations de quartiers du type ACLe-Feu…). Dans la mesure de nos moyens, et en fonction des réalités locales de ces cadres, nous essayons d'y intervenir.

## d) Intervention permanente sur les questions politiques qui radicalisent et concernent la jeunesse

**Il existe plusieurs questions politiques fondamentales, mais pour lesquelles peu de cadres existent pour une activité quotidienne. Nous devons malgré cela avoir une activité sur ces questions : intégrer en permanence ces préoccupations dans nos activités politiques et syndicales, préparer les grosses échéances, tisser des liens militants avec des réseaux spécifiques…**

**1) Normes et sexualité**

La jeunesse est la période d'apprentissage des normes dans l'ensemble des cadres de la société (famille, école, monde du travail…). Mais parce que les jeunes n'ont pas entièrement intégré l'idéologie dominante, la question des normes et particulièrement celles liées à la sexualité sont au premier rang des questions politiques susceptibles de les toucher.

Chaque année, les Marches des Fiertés nous démontrent que les questions liées à la sexualité concernent les jeunes au premier chef et que nombre d'entre eux sont susceptibles de se mobiliser, de se radicaliser et de se politiser dans des mobilisations qui pèsent dans le rapport de forces. Nous devons nous investir dans la préparation d'échéances du type Marches des Fiertés, journée contre l'homophobie… et mener une activité avec les structures militantes du mouvement LGBT (asso de facs, panthères roses…).

Face à la multiplication des attaques contre les droits des femmes, un travail est possible et nécessaire. C'est ce qu'a démontré l'écho relatif reçu par les campagnes menées par Ni Putes Ni Soumises, qui apportaient des réponses institutionnelles à des problèmes pourtant bien réels. Nous devons être réactifs sur ces questions, notamment face aux menaces contre le droit à l'avortement, en étant partie prenante des rassemblements, manifs… Le féminisme ne se résume pas pour nous à une manifestation tous les 8 mars et doit faire partie intégrante de notre intervention, et ce dans tous les cadres : politique, syndical… En fonction de l'actualité nous intervenons sur différents axes : femmes et précarité, éducation, avortement/contraception/sexualité, violences faites aux femmes, et les femmes victimes des guerres.

**2) Antifascisme**

Les manifestations monstres de l'entre-deux-tours nous ont prouvé que le sentiment antiraciste et antifasciste était largement partagé chez les jeunes. Mais aucun cadre permanent n'existe réellement contre le FN et les fascistes. Par contre, des manifestations sont régulièrement organisées contre des meetings et rassemble-

ments de l'extrême droite. Nous devons les préparer activement.

**3) Écologie**

Enfin, la question de l'écologie est une question qui, à juste titre, préoccupe les jeunes. Les mobilisations contre les marées noires, contre le nucléaire, la dimension écologiste dans les rassemblements altermondialistes ou les campagnes contre les OGM témoignent d'un intérêt réel pour l'écologie. **La question de l'écologie permet de poser très rapidement le problème de la logique anarchique de cette société, de sa soumission aux intérêts de la bourgeoisie, de la course aux profits et la concurrence. C'est même nécessaire pour que l'écologie ne se résume pas à une culpabilisation individuelle (tri des déchets, pot catalytique…) qui ne résoudrait pas les problèmes et ferait payer la facture une fois de plus à ceux qui n'ont pas beaucoup de moyens. Nous soutenons les réseaux écologistes (sortir du nucléaire…) et participons aux campagnes écologistes en mettant en avant la responsabilité des gouvernements et des profits dans la crise écologique, la nécessité de rompre avec cette société en plus de revendications concrètes. Nous mettons en avant des revendications transitoires pour faire le pont entre préoccupations concrètes et projet de société (réquisition des entreprises qui polluent…).**

Nous devons avoir une élaboration spécifique sur l'ensemble de ces questions, et les intégrer à notre profil politique.

Nous devons aussi nous donner les moyens de participer à certaines mobilisations sur ces questions. Au niveau national, nous devons nous saisir de l'actualité. De plus, sur certaines sections, ce type de mobilisations peut être une priorité : mobilisations contre des catastrophes écologiques, contre des politiques municipales particulièrement sécuritaires, contre des actes racistes localisés…

## e) Développer des cadres de discussions politiques dans la jeunesse

**Suite aux mouvements massifs dans la jeunesse, il existe un besoin et des possibilités de discussions sur les perspectives politiques et sociales dans la jeunesse. De plus, en particulier à l'échelle de larges secteurs militants, il existe un débat sur la recomposition, la restructuration du mouvement ouvrier.**

**Nous considérons qu'il faut susciter, favoriser et participer à ce type de débats politiques. En particulier, nous avons poussé et poussons à l'organisation d'États généraux de la jeunesse, à des Forums sociaux universitaires ou de la jeunesse. Il existe aussi une intervention dans le cadre de collectifs antilibéraux. Nous essayons aussi de développer des débats politiques publics entre organisations, même si ceux-ci ne doivent pas se résumer à des débats pour lesquels nous sommes les seuls à mobiliser et à offrir de fait une tribune aux réformistes.**

**Dans ces différents cadres, nous avançons notre orientation :**

**- L'importance de la construction des luttes, de la participation de ces cadres larges aux luttes.**

**- L'importance de développer l'unité d'action la plus large, avec toutes les composantes du mouvement ouvrier dans la jeunesse.**

**- Une nouvelle force est nécessaire dans la jeunesse, mais sur des bases claires vis-à-vis des luttes, des institutions, une nouvelle force réellement à même de renverser le capitalisme.**

# 3. Construction.

## a) Construction de l'organisation.

1- La place que nous avons eue dans le mouvement anti-CPE doit nous inciter à repenser notre façon de voir l'organisation. Aujourd'hui, nous sommes en capacité de prétendre à la direction de luttes massives dans la jeunesse, et nous bénéficions d'une audience importante pour nos idées. Nous devons « changer d'échelle », et nous adresser beaucoup plus largement, à tous les jeunes révoltés.

**Pour tenter de réduire le décalage qui existe entre le haut niveau de combativité des jeunes et le très faible niveau d'organisation de la jeunesse, et particulièrement entre le décalage entre l'écho que rencontrent nos propositions ainsi que notre orientation dans les luttes et notre taille réelle qui reste très faible, nous devons faire preuve de volontarisme politique.**

**Pour cela, nous devons profiter des campagnes électorales pour mettre en place une série de meetings et de rencontres publiques dans un maximum de villes. Nous pouvons monter un nombre important de sections dans différentes villes, et renforcer les sections existantes.**

**Nous devons également organiser plus de réunions publiques de façon générale. En effet, il ne s'agit pas d'initiatives liées à la conjoncture électorale, mais d'une nécessité si on veut élargir notre milieu, multiplier nos contacts de sympathisants pour qu'ensuite il y ait plus de monde en cercle ouvert… puis en cercle !**

**Nous pensons que l'objectif de trois réunions publiques annuelles peut s'avérer pertinent :**

**1) La première en début d'année scolaire, peu après la rentrée des facs ; elle a pour but de faire connaître notre courant politique et son organisation de jeunesse et peut permettre de faire militer politiquement nos sympathisants les plus proches tout en leur donnant un objectif concret.**

**2) Une seconde vers le milieu de l'année scolaire, vers février, une réunion publique qui soit plus centrée sur l'expérience d'une lutte : qu'ont défendu ou que défendent les JCR dans cette lutte, pourquoi (quelles sont les questions décisives pour le mouvement) et comment (notre conception de la démocratie ouvrière, la démarche transitoire). Cette réunion publique peut être bien utile pour faire la preuve, de façon pratique et non seulement en arguments plus abstraits, de la nécessité d'être organisé politiquement.**

**3) La troisième à la fin de l'année, vers juin, afin de faire le bilan de l'année écoulé, les expériences de lutte, l'évolution de la situation politique et les perspectives qui en découlent, ainsi qu'une présentation des RIJ).**

2- La construction de l'organisation doit être prise en charge par la direction nationale (DN) des JCR, avec un suivi combiné des sections petites ou nouvelles par le BN et les plus grosses sections de la région. Les Rencontres Internationales de Jeunes (RIJ) sont un moment important pour la construction de notre organisation : c'est l'occasion de faire de la politique avec de nombreux jeunes, de renforcer les liens entre sections, et de gagner les sympathisants à l'organisation. La préparation des

RIJ doit être assumée par la DN. Nous devons anticiper cette échéance dès janvier et avoir du matériel en conséquence (affiche, dépliant, der de RED…).

## b) Structuration et instances

**1- La section et le cercle**

**Les militants sur une ville ou une région sont regroupés en section, qui peut être divisée en plusieurs cercles, selon un découpage géographique ou un secteur d'intervention (exemple : un cercle lycéen). L'orientation générale sur la section est déterminée par le congrès de section. Le cercle est l'instance de base de l'organisation. C'est le lieu où se décide et se met en place l'activité et où se mènent les débats.**

**2- La direction nationale (DN) et le bureau national (BN)**

**La DN est la direction de l'organisation entre deux congrès. Elle est l'instance de décision. Elle est chargée d'appliquer le texte d'orientation voté par le congrès national, qui constitue son mandat.**

**Elle est élue par le congrès en deux temps : dans les congrès locaux qui élisent des couples (si possibles non mixtes pour éviter que ce soit toujours le mec qui se rende à la DN) ; et un « correctif » (des couples non élus lors des congrès locaux) est mis en place lors du congrès national pour chaque plate-forme, avec le but que la DN complète reflète exactement la réalité de l'organisation à la proportionnelle.**

**Les JCR-RED ne sont pas une organisation fédérale, mais la composition de la DN prend aussi en compte des critères qui ne sont pas liés à la diversité des plates-formes : représentation d'un maximum de villes, y compris les petites, rajeunissement, diversités du secteur d'intervention (lycéen, étudiant ; antiguerre, altermondialiste, syndicaliste, antiraciste, féministe…).**

**La DN élit en son sein, avec la représentation proportionnelle des plates-formes, un Bureau national, chargé d'appliquer l'orientation décidée en DN, entre deux réunions de celle-ci. Ce BN est essentiellement composé de militants parisiens.**

**3- Les secrétariats**

**Pour que la DN puisse pleinement jouer son rôle d'élaboration politique et de direction réelle de l'organisation, des secrétariats « thématiques » sont élus en son sein. Le rôle d'un secrétariat est de proposer une orientation sur une question précise – qui est ensuite débattue et validée par la DN –, de l'impulser dans l'organisation et de centraliser ce qui est fait au niveau local. Ils proposent également du matériel (autocollants, affiches, tracts…).**

**Depuis deux congrès, ces secrétariats ont du mal à fonctionner. Il faut que les secrétariats qui seront créés correspondent réellement à des activités prioritaires pour l'organisation, soit par l'importance de cette activité, soit par la volonté de développer sérieusement une activité encore embryonnaire (exemple : jeunes travailleurs). Mais il ne peut y avoir de secrétariats sur toutes les thématiques que nous abordons, et il est peu souhaitable d'être membre de plus de deux secrétariats, car cela les rend inefficaces.**

4- Nous devons multiplier les stages de formation et mettre en place à la direction nationale une commission formation chargée de cette question. C'est ainsi que nous pourrons homogénéiser l'organisation.

Nous devons arriver à mettre en place deux stages nationaux par an, ainsi que des stages régionaux, qui associent les camarades des JCR, des camarades jeunes de la LCR et des contacts.

5- RED doit être le mensuel de toute l'organisation, qui relate l'activité de chaque section et qui est aussi un guide pour l'action pour tous les camarades. Nous devons être en capacité d'offrir une analyse de la situation actuelle, des éléments de formations et des perspectives d'action concrète. Nous devons surtout arriver à ce que RED soit plus utile à l'organisation : lien entre militants, vendu tous les mois à tout notre milieu… Comme nous avons en partie réussi à le faire pendant le mouvement contre le CPE et la précarité. RED devrait aussi être une source d'argent pour l'organisation et non pas un gouffre financier. Nous devons mettre sérieusement en place une centralisation des ventes, et une remontée des sous.

## c) Lycées.

1- Une intervention régulière dans les lycées nous permet de recruter à l'organisation des militants jeunes qui vont y rester plusieurs années. C'est vital pour notre organisation. De plus nous avons vu, lors du mouvement lycéen de 2005 et lors du mouvement anti-CPE l'importance de mettre les lycéens dans la bataille en termes de combativité et de pèche pour la mobilisation, ainsi que le rôle que nos modestes réseaux lycéens ont pu y jouer.

2- Sur les lycées, nous apparaissons principalement en tant que JCR, en faisant un travail de propagande. Nous proposons l'activité à tous nos contacts, ainsi que de participer à nos campagnes.

3- Chaque cercle ou section doit avoir une activité régulière sur un lycée au minimum, ce qui permet de se structurer sur la durée et que notre organisation soit reconnue. C'est ce travail régulier qui porte ses fruits au moment des mobilisations. Cela veut dire une diffusion de tract toutes les quinzaines, des tables, réunions publiques, ainsi que des discussions avec les contacts dès que c'est possible (au café, et via la commission lycéenne de la section).

## d) Jeunes travailleurs

1- Dès que cela est possible chaque section doit avoir un travail en direction des jeunes travailleurs. Il s'agit de toucher les jeunes en Centre de Formation et d'Apprentissage (CFA) et les jeunes travailleurs en foyer (FJT), car ce sont les principaux lieux de concentration de jeunes travailleurs. Aucune organisation syndicale ne milite en direction des CFA et des FJT, ainsi ce travail inclus une dimension « parasyndicale. » Nous devons mettre à profit l'écho de notre courant au sein des classes populaires pour nous implanter durablement dans ces milieux.

2- Les jeunes travailleurs de l'organisation doivent tous être syndiqué et discuter dans leur milieu des campagnes et de l'activité de l'organisation. Nous faisons un effort particulier pour structurer l'activité des camarades qui sont pions (MI/SE, AE, assistants vie scolaire…)

3- Nous essayons d'être réactifs dès qu'une grève se déclenche, notamment dans les entreprises embauchant beaucoup de jeunes (Mac Do, Fnac, Pizza Hut…) et apportons notre soutien aux grévistes.

## e) S'implanter dans les couches populaires et

## parmi les jeunes issus de l'immigration post-coloniale

**1- Le « jeune de banlieue » constitue dans le discours dominant l' « ennemi intérieur », la source de tous les maux de la société. Pour nous, les jeunes des quartiers, jeunes hommes et femmes, notamment ceux issus de l'immigration coloniale forment une force potentiellement immense pour la transformation de la société. Les luttes de l'an dernier ont une nouvelle fois prouvé qu'il était décisif de s'implanter dans les quartiers et parmi la jeunesse issue de l'immigration post-coloniale.**

**2- Pour y arriver, nous devons tout d'abord comprendre que ces populations subissent des discriminations spécifiques. La réalité de leur vie quotidienne est différente de celle des centres villes, les modes de politisation et de mouvement sont également différents. Nous devons le prendre en compte et savoir en tirer ce qu'il y a de positif et d'enrichissant pour tout notre camp social.**

**3- Il ne s'agit pas de faire un brusque tournant vers les quartiers en lâchant l'intervention sur les facs et les lycées pour se transformer en missionnaires du communisme dans les banlieues. Il s'agit plutôt d'infléchir notre manière d'intervenir, de plus se tourner vers les milieux populaires à partir de nos lieux d'intervention traditionnels. Une majorité des jeunes des quartiers sont scolarisés et/ou salariés, et c'est d'abord dans ce cadre que nous pouvons les toucher.**

**4- Concrètement, cela passe part intervenir prioritairement vers les lycées les plus populaires (par exemple les lycées pro). Dans les universités, avoir une intervention syndicale sur les questions les plus concrètes (problèmes d'inscription, de bourses, de logement, de papiers) permet de se mettre en contact directement avec les jeunes les plus prolos et immigrés dans nos universités. Prouver par la pratique que la lutte collective paye à partir de problèmes concrets est la meilleure manière de gagner la confiance de ces jeunes et de pouvoir discuter politique et de leur proposer de l'activité militante sur d'autres sujets que ceux directement liés à leurs conditions de vie. Le travail RUSF, s'il est sérieux et suivi, permet de se lier aux étudiants étrangers. Le travail JT est évidemment un des biais pour toucher les milieux les plus prolétarisés.**

**5- En combinant peu à peu ces différents niveaux d'intervention, et en commençant par ce qui est le plus facilement faisable même avec des forces réduites (differ sur un ou quelques lycées populaires), tout en défendant une orientation prenant en compte les questions spécifiques (situation des quartiers, anticolonialisme, internationalisme…) il est possible de s'implanter réellement dans les milieux les plus populaires.**

# 4. Conférence Nationale Jeune.

## a) Pourquoi une CN jeune ?

Les dernières mobilisations dans la jeunesse montrent que le projet d'une organisation de jeunesse autonome est d'actualité, probablement même plus que lorsque les JCR ont été constituées en 1979, où les luttes allaient en se réduisant. Les dynamiques propres de la jeunesse, le rôle des organisations de jeunesse dans le mouvement contre le CPE ou la crise des banlieues vont dans ce sens.

Pour autant, nous devons constater que l'intervention de notre courant dans la jeunesse est aujourd'hui très éclatée et peu efficace. L'objectif d'une CN jeune est de résoudre ces problèmes. Nous proposons un processus d'homogénéisation de notre intervention entre JCR et groupes jeunes de la LCR et de développer notre intervention là où il n'y en a pas, tout en conservant un cadre d'intervention autonome.

## b) Comment nous homogénéiser ?

Ce processus, puisqu'il repose sur la nécessité de construire une structure jeune autonome, pourrait s'articuler autour de quatre éléments :

1. Des cadres d'organisation des jeunes sans les « anciens », du niveau local au niveau national, ce qui implique l'existence de cercles, sections ou cellules jeunes localement, d'une coordination nationale, de bulletin de liaisons spécifiques.

2. Des décisions et du matériel jeunes décidés par les jeunes pour leur intervention dans les mobilisations et dans l'activité quotidienne.

3. Les jeunes qui sont dans le cadre autonome peuvent ou non appartenir aussi à la LCR.

4. Le quatrième élément décide de l'existence ou non d'une organisation de jeunesse, c'est celui de l'existence ou non d'un logo spécifique aux jeunes. Pendant la durée du processus, et après la CN, nous proposons que tout le matériel jeune, dans toutes les villes et nationalement, soit siglé JCR et LCR. C'est ce qui permettra de ménager les susceptibilités, de ne pas fausser les débats sur le fond, d'œuvrer à une véritable fusion, et enfin de nous servir de ce qu'il y a de positif dans chaque nom. En effet, la LCR est bien plus connue à une échelle de masse, ainsi on voit immédiatement le lien entre les jeunes et la LCR, mais les JCR sont le cadre reconnu par les autres organisations de jeunesse ainsi que chez de nombreux jeunes qui se sont mobilisés ces dernières années.

**5. Le renforcement des liens entre la LCR et les jeunes de notre courant, par des rencontres politiques régulières nationalement et localement, par des participations croisées aux réunions (jeunes participant aux directions de la LCR et inversement), par des AG communes régulièrement localement.**

## c) Processus concret.

Le processus de la CN jeune dans la LCR a pris du retard. Ce retard est lié principalement à la situation difficile à l'intérieur de la LCR autour des échéances électorales et de l'organisation à construire. Concrètement, la LCR a décidé de ne pas organiser de réunion nationale jusqu'à janvier 2007, qui marquera en même temps probablement l'entrée dans la phase la plus active de la campagne électorale. De plus, les tensions dans l'Unef entre des camarades de notre courant ne freinent largement les possibilités de discuter sereinement d'un travail politique commun.

Nous proposons à la LCR que la CNJ soit après la rentrée 2007 (septembre-octobre 2007). Pour que tous les débats puissent avoir lieu, il faut des bulletins de débats, dans lesquels puissent s'exprimer un maximum de membres de l'organisation, ainsi que tous les membres de notre courant qui souhaiteraient s'exprimer sur les questions de la jeunesse, avec un effort prioritaire pour susciter des contributions

des camarades jeunes. Nous proposons comme dates de sorties :

- Le premier bulletin vers fin janvier-début février 2007

- Le second bulletin vers juin-juillet 2007

- Le troisième début septembre 2007, avant la CNJ.

De plus, pour faciliter l'échange entre les camarades, nous proposons à la LCR d'organiser des assemblées générales dans toutes les fédérations de la LCR, en lien avec la DN des JCR. Les sections des JCR en organiseront naturellement aussi On pourrait imaginer une première AG dans le courant du premier trimestre 2007 (février-mars, en profitant des vacances de février) et une seconde en septembre, afin de désigner les représentants pour la CN.

**Nous proposons que des réunions de la commission jeune JCR-LCR aient lieu régulièrement, notamment pour organiser la CN jeunes. Sa composition doit refléter et impliquer les différents acteurs de notre intervention dans la jeunesse.**

**À l'issue de la CN jeunes, une véritable commission nationale jeune devra être mise en place, afin de coordonner l'intervention des différentes structures. L'objectif est d'aller aussi vite que possible après la CN vers une structure véritablement commune, basée sur les 5 points cités plus hauts, hybride entre une organisation de jeunesse et un secteur jeune.**

**En même temps, nous continuons à essayer d'approfondir le travail commun avec les sections jeunes de la LCR dans le travail de masse, les mobilisations, la campagne électorale et la préparation des RIJ. Ces deux dernières échéances seront l'occasion de mettre en pratique le travail commun entre JCR et camarades jeunes de la LCR, aussi bien au niveau des discussions, de la préparation et de la réalisation concrète.**

# 5. Les élections, une tribune pour défendre nos idées à une échelle de masse.

## a) Contexte et objectifs

Pour nous, la campagne présidentielle est avant tout une tribune qui nous permet de défendre nos idées, dans une période où plus de jeunes sont attentifs à ce que l'on peut raconter. Notre objectif est de populariser deux idées fondamentales : la nécessité de construire les mobilisations pour améliorer les conditions de vie des jeunes, en finir avec cette société.

Enfin cette campagne électorale est un moyen d'unifier l'intervention de notre courant dans la jeunesse, avec comme point d'orgue les Rencontres Internationales de Jeunes, comme conclusion à l'année et pour préparer une année suivante de luttes partout en France.

Le projet de candidatures unitaires antilibérales est aujourd'hui dans une impasse : l'orientation défendue par notre courant, c'est-à-dire la nécessité d'une rupture claire avec le Parti socialiste, a été battue. Les collectifs pour des candidatures unitaires sont actuellement sur une position qui rend possible un accord parlementaire avec le PS. De plus, de semaines en semaines, cette orientation, qui est celle du PCF, se renforce en raison du poids militant de cette organisation. Derrière cette question, c'est la question décisive du rapport aux institutions qui est posée.

Notre campagne se fera donc très probablement derrière la LCR et pour populariser la candidature d'Olivier Besancenot.

## b) Axes de campagne

Les élections sont un moyen de populariser les luttes à une échelle nationale. Les tournées de meetings doivent nous permettre de relayer les différentes luttes, d'expliquer que la solution aux problèmes n'est certainement pas dans les élections, mais au contraire que ce sont les luttes, les manifestations et les grèves qui font évoluer les choses.

Nous mettons en avant la question d'un programme d'urgence pour la jeunesse. Il s'agit aussi d'expliquer qu'un changement en profondeur est nécessaire, un changement à tous les niveaux pour et par la majorité de la population : une révolution afin de construire une société socialiste.

Notre campagne doit nous permettre d'intervenir à une échelle de masse sur quatre axes principaux et un axe général. **L'axe général est le refus de l'avenir que la classe dominante nous construit, notamment par le symbole de Sarkozy, et que, pour réagir, il faut reproduire ce qui a été fait pendant la mobilisation sur le CPE, se mobiliser massivement.**

• La question de l'autonomie des jeunes (allocation d'autonomie, logement, vote à partir de 16 ans…)

• Les questions éducatives en développant notre analyse sur les différentes réformes de l'enseignement et en appelant à se mobiliser contre l'autonomie des universités, contre la sélection et la professionnalisation.

• La précarité au travail que subissent notamment les jeunes

• Le racisme et la répression. La campagne réactionnaire est engagée sur ce dernier thème par la droite et le parti Socialiste. Il est important qu'une force politique exprime à une échelle de masse la nécessité de régulariser tous les Sans-papiers, la demande d'amnistie pour toutes les personnes poursuivies lors de mouvements sociaux, y compris les émeutes de novembre, que la police est au service de l'état…

## c) Campagne concrète

Nous mettons en place le « volet jeune » de la campagne de la LCR, en lien étroit avec la direction de la LCR et les jeunes de la LCR. Nous sortirons un matériel (tracts, affiches, autocollants, brochure) qui reprend un plan d'urgence pour la jeunesse sur la base des axes définis plus haut et nous développons dans cette campagne la nécessité de lutter et de s'organiser pour changer le monde.

Nous mettons en place une série de meetings en lien avec la ligue, notamment sur les facs, et nous montons des comités locaux de soutien à la campagne de la LCR, sur les universités. Ces comités, ouverts le plus largement, nous permettent de mener largement la campagne et de discuter avec nos contacts dans le but de les intégrer à notre organisation sur le long terme.

**Dans cette optique, les Rencontres Internationales de Jeunes de 2007 sont le point d'orgue pour les jeunes de la campagne de la LCR. Nous essayons d'y emmener tous les jeunes qui ont été polarisés par la campagne. Nous nous fixons l'objectif de 250 jeunes aux RIJ. Pour cela, il faut que la question des RIJ soit présente dans notre matériel (RED, brochures, tracts…) dès janvier et notamment sur une des affiches pendant la campagne.**

# Nouveaux enjeux, nouvelle stratégie dans la jeunesse

**Plate-forme X**

## Présentation de la plate-forme X :

Il existe un large accord dans l'organisation sur l'analyse de certains aspects de la situation : accentuation de la crise du capitalisme et des attaques de la classe dominante, importance des mouvements sociaux de ces dernières années, notamment du mouvement des banlieues et du mouvement anti-CPE que nous avons construits ensemble.

Nous partageons également la perspective de construire un certain nombre de cadres et de campagnes qui nous paraissent centrales : construction d'un syndicat de masse, du mouvement antiguerre, campagne sans papiers, question de la répression…

Nous sommes d'accord pour dire que les révolutionnaires sont confrontés à de nouvelles responsabilités, et à des opportunités pour se développer, à condition de savoir répondre aux enjeux de la période.

Pour autant, un désaccord de fond se dessine dès lors que l'on aborde les questions stratégiques : comment allier unité dans les luttes et clarté politique la plus grande, comment peser dans les processus de recomposition politique à gauche (candidatures unitaires, nouvelle force…), comment se mettre en position de convaincre face aux illusions réformistes… La question principale dont ces divergences découlent est : comment se lier à des milliers de jeunes potentiellement prêts à faire le test de la construction d'une nouvelle direction politique ancrée dans les luttes ?

Ce débat qui a lieu dans notre courant de manière générale n'a pas été posé clairement dans les JCR, ou de manière trop caricaturale.

Cette plateforme se donne pour objectifs :

· Partir des acquis communs de notre organisation, pour poser le débat stratégique du regroupement non comme opposition à la construction d'une organisation révolutionnaire de masse, mais au contraire comme la condition de celle-ci

· De donner des perspectives concrètes permettant d'entraîner l'ensemble de notre organisation

## I) Une période de risques et d'opportunités

Une des principales caractéristiques de la période actuelle est la crise prolongée du capitalisme qui conduit les classes dirigeantes à se lancer dans un nouvelle politique impérialiste (néolibéralisme économique, guerre et ordre moral réactionnaire et sécuritaire), qui suscite des résistances de masse (altermondialiste, antiguerre, antilibérale, de l'Amérique latine à l'Europe en passant par le Moyen-Orient…).

En France, deux évènements ont changé fondamentalement la donne dans la situation politique. Il s'agit de la victoire du Non à la constitution européenne et de la victoire du mouvement contre le CPE. Dans ces deux cas, une large partie de la population a été impliquée dans la construction de ces mobilisations, et notamment la jeunesse. Dans ces luttes s'est accru un sentiment de confiance dans notre camp social : il est dorénavant possible de gagner si on s'y met tous ensemble. Que ce soit dans le large éventail de forces impliquées dans la campagne pour le Non ou le front syndical contre le CPE et l'élargissement aux salariés, ces deux mobilisations ont montré que la victoire était au bout de l'unité. Le niveau des débats politiques qui eurent lieu alors à une échelle de masse fut particulièrement élevé et une bonne partie des couches les plus combatives, notamment dans la jeunesse, devient plus enclin à poser la question du fonctionnement d'ensemble de la société.

Enfin, l'incapacité à défendre les intérêts des jeunes et des travailleurs à mesure que la classe dirigeante repassait de plus en plus à l'offensive s'est traduite par la perte d'hégémonie des directions réformistes traditionnelles (social-démocrate et stalinienne). Cela a ouvert un espace « à gauche de la gauche » qui exprime la volonté des gens les plus combatifs de s'opposer aux attaques de la classe dirigeante, sans pour autant signifier leur abandon des illusions réformistes.

C'est sur cette base que reposent les possibilités pour l'émergence d'une nouvelle direction politique. La recomposition politique du mouvement ouvrier tend aujourd'hui à prendre la forme du regroupement de forces politiques, syndicales, associatives à la gauche du social-libéralisme. Pour le moment, alors qu'ils ont été à la pointe des luttes qui ont permis le développement du désir d'alternative, les jeunes restent peu impliqués dans ce processus. Il s'agit dès lors pour les révolutionnaires de prendre des initiatives pour impliquer dans cette recomposition la jeunesse qui doit désormais avoir son mot à dire dans la construction de l'alternative. Faire cette expérience politique avec des milliers de jeunes prêts à s'organiser est une opportunité énorme pour les révolutionnaires de développer leur audience et forger une direction révolutionnaire de masse. Cela comporte pour nous de nouvelles responsabilités assorties de réelles difficultés.

## II) Le regroupement comme stratégie révolutionnaire

Dans la période actuelle, le regroupement est l'élément central de toute stratégie révolutionnaire. Pour que notre classe s'organise en position de combat face à la bourgeoisie, cette stratégie comprend trois aspects inséparables :

### a) Le développement de cadres de lutte larges et massifs :

L'enjeu est d'organiser massivement les jeunes et les travailleurs dans les organisations de lutte. Il s'agit de prioriser les fronts de confrontation qui vont continuer à se développer selon des intérêts de classe (social et antiguerre) tout en en favorisant leurs liens, leur coordination et

leur indépendance vis-à-vis des directions traditionnelles. Nous devons aussi être à l'initiative de nouvelles structures unitaires, larges et permanentes, qui puissent rassembler les organisations existantes et des individus non-encartés, et qui organisent les mobilisations sur les questions générales auxquelles la jeunesse est particulièrement sensible : anti-sécuritaire, antiracisme, antifasciste, antimilitarisme/internationalisme…

## b) La construction d'une alternative politique au social-libéralisme :

L'émergence d'une alternative politique est posée comme une nécessité par les luttes de ces dernières années, mais constitue aussi un appui important pour leur développement. En effet, la recomposition politique, aujourd'hui à l'étape du rassemblement pour des candidatures unitaires sur des bases de rupture avec le libéralisme et le social-libéralisme, organise déjà plusieurs milliers des salariés les plus combatifs du pays qui sont aujourd'hui en train d'en entraîner plusieurs dizaines de milliers (réunions des collectifs locaux, meetings nationaux…). Le rassemblement des travailleurs dans une alternative politique, à commencer par le processus électoral, est un élément déterminant dans le développement de la confiance et de la rupture avec la social-démocratie à une échelle de masse. Cette recomposition politique est essentielle dans l'accroissement de la combativité, c'est-à-dire la volonté de résistance aux attaques de la bourgeoisie. Le développement d'une gauche radicale unitaire permettra de susciter l'enthousiasme et la volonté pour un grand nombre de jeunes de s'organiser dans les cadres de lutte (syndicats, fronts spécifiques divers…)

## c) La construction d'un courant révolutionnaire indépendant :

Ce processus n'est toutefois pas linéaire et son évolution se fera sur la base de confrontations et de différenciations entre différentes perspectives politiques. Un combat politique organisé doit être mené à tous les niveaux, tant dans les formes de développement des cadres de lutte (manière de construire les syndicats ou le front antiguerre pour qu'ils soient larges par exemple) que dans les formes de recomposition politique (délimitations, stratégies, objectifs). Cela rend nécessaire la construction d'un courant révolutionnaire indépendant et c'est dans ce processus que se forgera une direction révolutionnaire qui gagne une audience de masse.

Aucune de ces tâches ne peut se mener séparément. Il n'y aura pas d'émergence d'une nouvelle force politique qui défende véritablement les intérêts des jeunes et des travailleurs sans l'implication massive de syndicalistes combatifs, de militants associatifs des quartiers, d'intellectuels et surtout de jeunes scolarisés organisant le combat de classe sur toutes les questions. De même, que cette implication puisse avoir lieu nécessite l'intervention coordonnée d'une couche de militants révolutionnaires organisant le combat global contre la classe dirigeante, notamment à travers une intervention en direction de la jeunesse pour relier ses expériences à celles du reste de la classe. Enfin, une organisation révolutionnaire ne pourra pas se développer de manière conséquente en dehors de l'expérience politique d'une nouvelle direction et celle-ci ne pourra résister aux pressions de l'idéologie dominante sans une forte minorité révolutionnaire en son sein.

# III) Orientation concrète pour les JCR :

## A) Front social dans les luttes

**- Construire un syndicat de masse :**

Sur les facs, le premier outil de lutte qui est à la disposition des étudiants est le syndicat. Il faut le construire avec tous ceux qui veulent s'organiser de manière permanente sans aucun autre préalable que l'envie de défendre les droits étudiants. La victoire du printemps dernier pose la nécessité d'un syndicat de masse et combatif, qui soit un outil pour l'unité et la convergence des luttes… Nous devons pousser dans ce sens dans les syndicats étudiants que nous construisons et œuvrer à un processus de recomposition syndicale, qui passe par la réunification des courants existants avec la volonté d'intégrer plus d'étudiants dans ce processus. Cela passe d'abord par la proposition d'unité syndicale sur chaque question.

**- Construire le mouvement antiguerre :**

Comme sur les questions sociales nous devons pousser à un regroupement sur la question de la guerre. Il y a urgence à créer un mouvement de masse en France contre la guerre sans limites de Bush. La position de la France tend de plus en plus, au moins de manière tactique, à s'aligner sur la politique US, en l'absence d'un mouvement antiguerre conséquent, le racisme et les politiques sécuritaires se renforcent et se renforceront de plus en plus. Nous devons donc être à l'initiative de collectifs locaux sur des bases et des mots d'ordres larges. ACG est un outil pour cela et il faut chercher à impliquer les différentes organisations sur nos facs (UNEF, SUD, UEC…)… en son sein ou à ses côtés. Là où il n'en existe pas, il faut chercher à lancer un collectif (ACG ou non) qui ait comme base : une activité au quotidien contre la guerre sans limites en essayant de rassembler le plus largement possible.

Nous devons construire de manière large et unitaire tous les cadres dans lesquels nous intervenons. Parce que la colère se généralise, les questions entraînant une volonté de mobilisation se multiplient également (RUSF, collectifs contre la répression, comités de luttes plus généraux englobant différentes questions…). Nous devons alors répondre en construisant tous les cadres en nous battant pour l'implication la plus large et la plus massive possible, afin d'entraîner dans l'activité quotidienne un maximum de forces politiques ou individuelles.

Ainsi, sur toutes les questions, nous menons une politique de front unique systématique. L'implication de tous les courants réformistes est une condition pour impliquer le plus grand nombre de jeunes. C'est cette implication massive qui crée l'arène où se mène la lutte contre les idées réformistes. Par ailleurs, lorsque certains réformistes abandonnent le mouvement, d'autres le poussent en avant. Fermes sur les principes mais souples sur la tactique, nous devons alors être capables de tisser des alliances au gré des situations.

De plus, depuis le mouvement anti-CPE, il est désormais possible de construire des événements politiques unitaires bien plus larges tels que des Forums Sociaux

Universitaires, états généraux de la jeunesse initiés par les structures syndicales de l'éducation nationale, festivals politiques ou autres. Ces événements doivent pouvoir impliquer l'ensemble des forces militantes étudiantes, enseignantes et administratives sur les universités et, à travers cette démarche, permettront d'élever le climat politique, de favoriser l'activité commune, les débats et les liens politiques et militants.

## B) Construire l'alternative politique

A l'issue du 29 mai la dynamique pour la construction de candidatures unitaires en 2007 est l'expression du besoin d'alternative politique. Celle-ci révèle autant la volonté de rupture que l'hétérogénéité politique de la classe (présence de réformistes plus ou moins radicaux et de révolutionnaires). La construction d'une alternative politique va continuer de se développer, notamment dans la jeunesse, mais l'aboutissement ou non des candidatures unitaires aura un impact positif ou négatif dans ce développement. Nous devons donc être des éléments moteurs de la construction de collectifs pour une alternative au libéralisme comme il en existe déjà sur plusieurs facs. Nous devons permettre leur développement tant à travers la construction des mobilisations que dans la prise en charge des débats politiques et stratégiques auxquels nous sommes confrontés.

## C) Construire une organisation révolutionnaire dans le mouvement

La génération qui s'est soulevée ces dernières années sera le cœur de tout mouvement de radicalisation à venir, et constitue un enjeu central pour la construction d'une organisation révolutionnaire.

Le processus de regroupement, la massification des cadres de lutte dans le cadre d'une nouvelle direction politique, sera le fruit de batailles politiques et de différenciations à une large échelle. Cela nécessite un combat organisé mené à tous les niveaux. Les révolutionnaires doivent donc renforcer leur influence politique et idéologique dans ce processus tout en organisant les éléments les plus combatifs de la classe et de la jeunesse. Nous devons être un pôle conséquent, organisé et offensif immergé dans le mouvement et le processus de recomposition. Cela doit se faire :

**1. À travers les stratégies et tactiques concrètes** qu'on peut défendre dans les différents cadres et les mouvements avec comme axes : entraîner dans l'action, permettre l'élargissement et argumenter contre les tendances « institutionnalisantes ». Cela passe par l'association systématique de toutes les forces politiques, syndicales et associatives à la construction de cadres larges et l'élaboration de tactiques pour répondre aux besoins des mouvements.

**2. En faisant du marxisme un outil pour les luttes**

• Ouverture sur l'extérieur accrue : cercles ouverts et formations locales fréquentes, annoncées largement, en lien avec les questions posées par le mouvement.

• Journal : si RED s'est nettement amélioré ces dernières années, il doit plus s'ouvrir sur les luttes et être un outil théorique et d'action pour le mouvement : échos de mobilisations, comptes rendus des meilleures expériences locales, rubrique courrier et articles de fond (donc plus longs).

• Brochures : la production de brochures théoriques de formation (État, Impérialisme, Racisme, Fascisme, Révolution Russe, 1936, etc.), courtes et peu chères, doivent servir à développer la théorie marxiste dans les luttes en en faisant un outil de construction non seulement pour notre organisation, mais pour en irriguer le mouvement. Elles doivent être proposées systématiquement dans toutes les discussions, et être présentes sur toutes nos tables, en même temps que des classiques du marxisme (la version du Manifeste à 2 euros, par exemple).

**3. En unifiant notre courant dans la jeunesse :**

Proposition de motion à faire voter par toute l'organisation lors du congrès national :

La place nouvelle qui s'ouvre pour les révolutionnaires au sein des luttes et dans le processus de recomposition politique pose de manière urgente l'unification de notre courant dans la jeunesse.

En effet, aboutir à l'homogénéisation organisationnelle et politique de tous les jeunes de notre courant est un objectif incontournable pour développer un courant révolutionnaire politiquement renforcé, structuré et pleinement impliqué dans le processus de recomposition politique, notamment dans la jeunesse.

La mise en place d'une Conférence Nationale Jeune rassemblant les JCR et les jeunes de la LCR et ayant comme échéance finale la rentrée universitaire 2007 est, de ce point de vue, un objectif central pour le congrès des JCR.

L'objectif de cette CNJ doit être d'élaborer une orientation pour l'ensemble des révolutionnaires dans la jeunesse dans une période où celle-ci s'est montrée en capacité d'entraîner les travailleurs dans la lutte et vers la victoire. Comme au sein des JCR ou de la LCR, cela doit se dérouler sans aucun préalable sur les orientations stratégiques défendues. Cela signifie aborder, à travers des bulletins de discussion et des AG, l'ensemble des questions politiques, stratégiques et théoriques qui permettront de clarifier et de dépasser les clivages actuels.

1) Une date doit définitivement être fixée pour la tenue de la conférence nationale jeune : une possibilité réaliste pourrait être autour de la rentrée 2007 (septembre/octobre 2007).

2) Pour préparer ces débats et lancer une réelle dynamique de convergence, des bulletins réguliers de débats doivent être prévus et effectivement sortis. Ces bulletins devront ainsi être ouverts à toute-s les membres de notre courant politique qui souhaiteraient s'exprimer sur les questions de la jeunesse avec un effort prioritaire pour susciter des contributions des camarades jeunes. Une première date de sortie du premier bulletin pourrait être autour de fin janvier-début février 2007.

3) Des réunions ou assemblées générales locales ouvertes devront se tenir à intervalle régulier sur cette question, afin de permettre la rencontre et l'échange entre camarades. Ces réunions ou assemblées générales locales devront être organisées dans toutes les sections de la LCR et toutes les cellules JCR, en deux temps : tout d'abord pour débattre et ensuite pour élire des représentants pour la CN. Il pourrait donc s'en tenir à au moins deux reprises : dans le courant du premier trimestre 2007 (février/mars par exemple, en utilisant les vacances de février) ; et début septembre 2007. Entre les deux échéances, des moments/plages de débat peuvent et doivent être organisées sur cette question lors des deux grandes échéances estivales

de notre courant politique : le camp international des jeunes de la IV et l'université d'été de la LCR.

4) La commission « jeunes » de la Direction nationale de la LCR doit se mettre véritablement au travail et prendre en charge la coordination effective de l'intervention de notre courant dans la jeunesse. Sa première tache doit être l'organisation des différentes échéances du processus de la CNJ (sorti des bulletins de débat, organisation des réunions/AG locales). Un budget doit être défini et lui être allouée par la DN de la LCR afin de mettre en œuvre ces différentes tâches. Enfin sa composition et son fonctionnement doit refléter et impliquer le plus largement possible les différente-s acteurs de notre intervention dans la jeunesse : membres des JCR, de tous les cercles jeunes de la LCR mais aussi de camarades « jeunes » de la LCR non encore impliqué-e-s dans une intervention spécifique dans leur milieu.

5) À l'issue de la conférence une véritable commission nationale jeune composée de JCR, secteurs jeunes et LCR, soit élue avec pour mandat d'organiser et de coordonner l'intervention de ces différentes structures, avec des réunions régulières (par exemple parallèlement aux DN de la LCR) et une conférence annuelle qui puisse faire le point de l'activité et renouveler les membres de la commission.

# Résolution femmes

## Situation

### 1- Accélération des attaques capitalistes contre les femmes

Ces dernières années les attaques de la classe dominante contre les droits des salariés s'accélèrent. La bourgeoisie dans les pays dominants cherche à réduire à néant les acquis des travailleurs et continue de piller les richesses et d'exploiter les populations des pays dominés entraînant son lot de guerre et de misère. Les femmes sont les premières victimes de ces attaques. 70 % des pauvres dans le monde sont des femmes, 70 % des adultes analphabètes sont des femmes. En Pologne et au Portugal l'avortement est toujours interdit et au Nicaragua ils viennent de voter son interdiction totale.

**a- Le rapport capital/travail : l'enjeu central pour la bourgeoisie**

L'un des enjeux centraux pour la bourgeoisie est d'abaisser le coût du travail, augmenter le taux d'exploitation pour augmenter ses profits. C'était un des objectifs des différentes réformes mises en place par le gouvernement ces dernières années : augmentation du temps de travail avec la réforme des retraites et le retour aux 39h, rendre les salariés plus précaires avec le Contrat Première embauche, mais aussi les différentes réformes de l'éducation loi Fillon, LMD, professionnalisation. Elles ont pour objectif de former une main-d'œuvre moins qualifiée donc moins chère.

Dans ce projet le travail des femmes joue un rôle important. Dans la société capitaliste les femmes assument la majorité du travail domestique. Cette somme de travail est effectuée dans le cadre de la famille et permet à la classe dirigeante de ne pas rémunérer ces heures de travail. Le travail domestique effectué par les femmes est donc du travail gratuit. Il permet en plus à la bourgeoisie de ne pas investir dans des structures collectives qui permettraient de prendre en charge une partie de ce travail (crèches…).

Par corollaire le travail salarié des femmes est considéré comme un salaire d'appoint, ce qui permet à la classe dirigeante de justifier d'un salaire plus bas pour les femmes, d'emplois plus précaires ou à temps partiels, ou même d'encourager le retour au foyer. À travail égal et qualification égale les femmes touchent un salaire de 20 % inférieur à celui des hommes, elles occupent 80 % des temps partiels. Ce statut des femmes permet à la bourgeoisie de tirer à la baisse les salaires et les conditions de travail de l'ensemble des salariés.

**b- La nécessité d'un encadrement idéologique**

Pour faire accepter cet état de faits, la bourgeoisie a besoin d'expliquer que les femmes sont inférieures aux hommes, qu'il est naturel qu'elles s'occupent des enfants et même que ça peut être dangereux pour l'équilibre de l'enfant si elles ne le font pas. La bourgeoisie a besoin d'affirmer que les femmes ont des capacités et des fonctions différentes que les hommes. Elle ancre profondément ce sentiment au fond de chacun de nous par le biais des normes. Depuis notre naissance dans le cadre de la famille, à l'école, dans le couple on nous inculque ces normes qui oppriment quotidiennement les femmes.

Il y a, y compris en ce moment, une offensive idéologique de la bourgeoisie pour un retour à l'ordre moral. Il suffit d'écouter les discours de Ségolène Royal sur le respect de la valeur du travail et des valeurs familiales ou encore les déclarations d'Eric Raoult, député UMP sur le viol : « les viols et les tournantes ne se passent pas par moins de 30° mais surtout quand il fait chaud et quand un certain nombre de jeunes filles ont pu laisser croire des choses ».

**c- Cette pression idéologique entraîne des conséquences dramatiques**

Le fait d'expliquer que la femme est inférieure, que son corps est un objet entraîne toute une série de conséquences dramatiques pour les femmes. Les violences qu'elles subissent sont l'une de ces conséquences tragiques. Les violences conjugales concernent une femme sur dix, en Europe ce sont 4 millions de femmes qui sont victimes de violences dans le cadre de la famille. En France chaque année ce sont au moins 25 000 viols qui sont commis. 80 femmes par an meurent sous les coups de leur conjoint.

### 2- Situation de la lutte des femmes

Depuis une vingtaine d'années il est en reflux et il n'existe pas de mouvement féministe d'ampleur ni d'échéance qui rassemble largement. Pour la majorité des gens, le 8 mars est au mieux l'occasion de porter une rose et d'être « galant », au pire, l'occasion de faire des blagues sexistes, mais rarement d'aller manifester contre les violences faites aux femmes ou pour l'égalité salariale.

Les mobilisations qui existent réellement sont surtout locales : associations de quartiers… et les associations plus lar-

ges sont en ordre dispersé et ne sont pas capables de se rassembler sur des revendications unifiantes et qui permettraient une visibilité massive. De plus, la loi sur le voile et la manifestation du 8 mars qui a suivi ont révélé un grave clivage à l'intérieur du mouvement féministe. Des associations comme Ni Putes ni Soumises, le Mouvement du Planning Familial et une partie du CNDF étaient favorables à la loi et encore aujourd'hui stigmatisent les filles voilées et le machisme des hommes immigrés, reprenant ainsi à leur compte le discours dominant islamophobe et raciste. Les associations qui combinent une analyse antiraciste et antisexiste sont assez minoritaires et très peu médiatisées.

## 3- Situation des femmes dans les luttes

Au sein des mouvements on remarque des côtés positifs comme négatifs. Concernant les avancées, on constate de plus en plus de femmes s'investissant dans les mouvements et prenant des responsabilités. Les femmes prennent confiance au cours du mouvement, il y a de plus en plus de prises de paroles, et les responsabilités leur étant confiées ne se limitent pas forcément à des tâches techniques ni à des rôles politiques mineurs. De nombreuses femmes étaient par exemple mandatées en coordination nationale pendant le mouvement contre le CPE. Il y a cependant des limites. Les femmes ont quand même plus de mal que les hommes à se proposer ou s'imposer en cas de confrontation ou d'enjeux importants. On l'a vu en coordination nationale en ce qui concernait l'élection de portes paroles où les femmes étaient relativement peu nombreuses à se porter candidates (un peu moins d'une quinzaine pour dix postes), contrairement aux hommes qui étaient particulièrement nombreux (une trentaine pour dix postes environ). S'il n'y avait pas eu une volonté de parité, les femmes auraient été peu nombreuses à être élues porte-paroles, d'autant plus que les hommes étaient plus « populaires » (souvent mandatés, faisant un grand nombre d'interventions…).

Il s'agit donc d'un travail continuel, il faut faire attention à ce que les femmes puissent s'investir en fonction de leurs capacités et de leurs envies en luttant au sein du mouvement contre les préjugés sexistes et ne pas oublier que rien n'est spontané. Par exemple, élire une femme responsable de SO, particulièrement lorsque des problèmes sont à envisager sérieusement en cours de manifestation ou d'action, doit inévitablement être accompagné d'un solide argumentaire pour convaincre que les femmes sont à même de réaliser ce type de tâches aussi bien que les hommes.

## 4- Les femmes dans l'organisation

**a) L'organisation n'existe pas en dehors de la société.**

Les oppressions que les femmes subissent dans cette société se retrouvent donc de fait dans l'organisation. Elles sont tout de même largement atténuées car nous tentons de les combattre de manière consciente et volontariste. La pression sociale que subissent les femmes se retranscrit au niveau militant : en effet, comme dans le reste de la société, les camarades femmes se prennent plus la tête sur leurs études, comment trouver un travail, comment réussir à s'en sortir, ce qui peut parfois les tirer en arrière dans leur militantisme quotidien. Les camarades hommes sont eux construits socialement pour être plus à l'aise dans les relations de pouvoir et de concurrence. Il est ainsi plus facile pour eux de se « faire une place » dans l'organisation, alors que les femmes apparaissent naturellement comme moins légitimes. L'oppression se retranscrit également par une répartition « naturelle » des tâches, les camarades femmes se retrouvant plus souvent à gérer les tâches organisationnelles (rappels, tirage de tracts, gestion des disponibilités, tréso…) que « politiques » (écriture de texte, topos théoriques, relation avec les autres orgas…).

**b) Des évolutions positives**

Depuis le dernier congrès des cadres femmes ont émergé dans l'organisation, que ce soit sur les sections ou au niveau national. Les différents mouvements que nous avons connus dernièrement, notamment le mouvement lycéen et le mouvement contre le CPE ont permis à des camarades (dont pas mal de nanas) de progresser et de prendre en charge des tâches de direction que ce soit dans les luttes ou dans l'organisation. De plus il existe une prise en compte plus importante de cette question par l'ensemble de l'organisation, et un volontarisme pour faire progresser les camarades femmes, notamment en période de luttes.

**c) Un certain recul**

L'organisation élabore de moins en moins sur les « questions femmes ». De temps en temps sont faites des formations sur le patriarcat et le capitalisme, le féminisme, et malheureusement notre politique féministe s'arrête souvent là. Le suivi des formations, de l'élaboration, et de l'intervention est quasiment inexistant. Le secrétariat femme ne s'est réuni que deux ou trois fois depuis le congrès. Ce constat s'explique en partie par la faiblesse de l'ensemble des directions. Le peu de femmes investies dans ces directions se retrouve donc à assumer une quantité énorme de tâches en plus du suivi des questions femmes.

**d) Un outil pour faire progresser les femmes et l'ensemble de l'organisation**

Le travail femme doit être un outil pour les camarades afin de progresser et d'assumer plus de tâches de direction sur l'ensemble des sujets. Il ne constitue pas un refuge ou une spécialisation des camarades femmes, même s'il est plus dur pour elles de s'intégrer pleinement dans l'organisation. Ce travail, s'il est souvent impulsé par les femmes, doit être pris en charge par l'ensemble de l'organisation, le féminisme n'étant pas une activité réservée aux femmes.

# Orientation

Le mouvement social comme notre organisation ne peuvent pas se développer ni progresser s'ils reproduisent l'oppression des femmes. C'est dès maintenant qu'il faut réfléchir au moyen de développer des luttes les plus massives possibles sur des questions concrètes pour améliorer les conditions de vie des femmes – et donc leur aptitude à lutter. En ce qui concerne notre organisation, il faut permettre aux femmes de prendre confiance dans les débats et dans l'activité et de devenir des cadres (de l'orga, des mouvements).

## 1- En interne, les femmes dans l'organisation

**a. Prise en charge collective des tâches de l'organisation**

C'est un des principaux problèmes : les tâches (que ce soit au sein des cercles ou

des instances) sont souvent réparties dans l'urgence et donc sans le souci d'associer les femmes à des tâches qui sont plus faciles pour les hommes. On aboutit donc souvent à une répartition inégalitaire entre des hommes qui se chargent beaucoup plus souvent de l'élaboration politique (écriture de tract, de tète politique, intervention en amphi…) alors que les femmes sont reléguées (ou se réfugient par manque de confiance) dans des tâches techniques (tirer un tract, collage, diff…). Il n'y a pas de solution miracle pour ce problème. c'est l'autoorganisation qui peut permettre aux femmes de prendre conscience du problème et de trouver une solution pour chaque situation. D'une façon générale, il faut que chacun ait le souci que l'activité soit organisée le plus collectivement possible, donc en cercle. Même pendant les mouvements on ne doit pas se laisser aller à fonctionner dans l'urgence : il faut faire des points entre nous en début et en fin de journée pour savoir s'il y a des problèmes et rerépartir les tâches si nécessaire.

**b. Les cadres non-mixtes**

L'autoorganisation au sein des JCR est de droit : dans tout cadre de l'orga (cercle, AG, Direction Nationale, Bureau National, congrès, délégation française aux RIJ…) les femmes peuvent se réunir pour discuter, formuler politiquement les problèmes et mettre en place un rapport de force leur permette de prendre confiance et de faire progresser l'organisation. De plus, il est utile que les cadres non mixtes existent de façon régulière (sous forme d'AG de section, de Direction Nationale) pour élaborer une orientation féministe à proposer dans l'organisation ; pour avoir des discussions politiques générales et permettre aux camarades femmes de se former. On ne doit pas attendre qu'une camarade en fasse la demande : malheureusement il y a toujours une camarade dans l'orga qui peut en avoir besoin, mais qui n'osera pas en faire la demande, par manque de confiance, d'habitude… Pour que ces AG non-mixtes soient utiles et qu'un maximum de camarades y participent, il faut qu'elles aient un objectif, et un ordre du jour préparé, au même titre que toute réunion.

**c. Politique de formation pour les femmes et les jeunes camarades**

Pour éviter que l'organisation et sa direction ne reposent que sur les épaules de quelques camarades, il faut faire un effort volontariste pour associer les femmes et les jeunes camarades à toutes les tâches et les activités qu'elles-ils ne prennent pas en charge spontanément : écriture de tract, préparation d'intervention (en amphi, en AG JCR…), écriture de topo, de textes… Les camarades les plus formés doivent être aussi disponibles que possible pour aider, discuter les femmes et les jeunes camarades. Il faut développer au maximum le travail collectif : 4 ou 5 camarades femmes qui se sentent incapables d'écrire ou de faire un topo individuellement peuvent élaborer ensemble de façon très efficace.

**d. Femmes et directions**

Notre organisation vise à ce que ses directions soient paritaires. Il faut y associer les camarades femmes qui y sont prêtes, en prenant garde à la pression et à l'accumulation des tâches. Mettre en avant les camarades femmes, notamment pour les apparitions publiques etc. Est bien sûr une bonne chose à condition que ça ne devienne pas une spécialisation et que ça n'empêche pas les camarades de faire autre chose. Le secrétariat femmes doit permettre de discuter tous ces problèmes et de faire le point régulièrement sur l'état de l'organisation. Il doit se réunir à chaque direction nationale et une fois entre chaque direction nationale.

## 2- Orientation transversale

**a) Mouvement autonome et auto-organisation**

L'auto organisation des femmes est une réponse à l'oppression spécifique des femmes. La libération des femmes sera l'œuvre d'elles-mêmes. Le Mouvement autonome des femmes est un mouvement organisé et dirigé par les femmes avec comme priorité la lutte pour le droit des femmes sans être dépendant des organisations syndicales et politiques. L'auto organisation reflète la volonté des femmes de prendre la direction de leur propre organisation. Il est nécessaire aujourd'hui de reconstruire ce mouvement autonome. Cela demandera beaucoup de travail, étant donné l'état des organisations féministes.

On constate que lorsque le contexte social est favorable aux luttes sociales les revendications sur les questions femmes sont plus importantes. Ces avancées ne sont pas dues au fait que les femmes rentrent dans la lutte (elles y ont toujours été) mais la frontière séparant les revendications en tant que femmes et celles en tant que travailleuses s'estompe.

Le mouvement autonome est nécessaire dans la lutte de libération de la femme. En effet il n'y a pas de spontanéité de la classe ouvrière à apporter les questions femmes dans leurs revendications. Il y a un intérêt à créer une unité entre la lutte des femmes et le mouvement ouvrier. Le rapport de force instauré par le mouvement ouvrier permet de gagner sur des revendications féministes et de pousser à ce qu'il y ait une lutte de l'ensemble de la classe ouvrière.

Les révolutionnaires ont un rôle important à jouer dans la lutte pour la libération des femmes. On entend souvent que l'auto organisation des femmes divise le mouvement ouvrier. Mais ce sont ne sont pas ceux et celles qui luttent contre leur oppression qui sont responsables de la création ou du maintien des divisions. Notre tache consiste à organiser et soutenir les luttes des couches les plus opprimées et les plus exploitées qui avancent leurs revendications.

**b) Défendre une orientation féministe dans l'ensemble des cadres**

Ainsi nous devons défendre des revendications féministes dans le mouvement ouvrier. Si les femmes ne s'organisent pas et ne se retrouvent pas dans le mouvement ouvrier, elles se retrouvent exclues et en dehors de celui-ci. Par exemple, dans le syndicalisme, nous portons des revendications féministes (sur les filières sexuées, sur la présence de garderie à la fac…).

D'autre part, nous devons apporter des revendications lutte de classe dans le mouvement autonome car la lutte des femmes contre leurs oppressions est un aspect de la lutte contre la domination capitaliste. Donc seul un mouvement autonome construit sur des bases prolétariennes dans sa direction et son orientation sera capable de mener le combat pour l'émancipation des femmes jusqu'au bout et sans compromission. Nous devons construire et participer à toutes les échéances féministes (rassemblement pour la défense de l'IVG, 8 mars, journée contre les violences faites aux femmes…).

Enfin, nous devons prendre en compte ces questions dans notre matériel. Ainsi des articles dans RED doivent montrer la transversalité de ces questions, en liant les questions femmes aux revendications sur la guerre, la précarité, la pauvreté, l'exploitation au travail… Sur les questions universitaires comme la présélection ou la professionnalisation, dans le matériel peut être intégrée la question de la sexua-

lisation des filières et du fait que les femmes seront les premières victimes de ces mesures de privatisation de l'université. Sur la question des lois sécuritaires doivent également être présente la question des lois anti-prostituées dans le matériel de l'organisation. Enfin, dans le cadre de notre travail sur RUSF, la question des femmes sans papières doit être abordée par les camarades.

## 3) Orientation 100 % féministe et à gauche autrement et lutte de classe : Quelles priorités ?

**a) Pas de quartiers contre les violences criminelles !**

Tous quatre jours une femme meurt de violences conjugales. Les femmes les plus précaires sont les plus touchées (13,1 % des femmes Rmistes et allocataires du chômage ont été victimes de violences contre 10 % pour les autres). Il ne s'agit pas d'adopter le discours stigmatisant des gouvernements (« dans les cités c'est des barbares et des sauvageons qui insultent battent, violent les femmes ») et des associations comme les Ni putes ni soumises qui ont le mérite de poser la question des violences mais qui n'y apportent pas la bonne réponse. D'abord car les violences faites aux femmes se posent dans toutes les catégories de population et si elles sont plus importantes dans les milieux populaires c'est que les femmes des classes populaires n'ont pas les moyens économiques de quitter le foyer conjugal et donc de résister à la pression de leur milieu. D'où, pour les jeunes femmes l'importance de la revendication d'une allocation d'autonomie pour toutes (à hauteur de 1 500 euros/mois). Grâce à cela, les femmes pourront quitter le foyer, premier cadre de violence contre les femmes, et pourront acquérir une indépendance idéologique plus facilement (politique, sexuelles). C'est une des questions qui devra être posée dans le cadre d'une campagne sur les violences. Reprise systématiquement dans le cadre de la campagne (si par exemple les JCR réclament une allocation d'autonomie pour tous les jeunes, ils devront poser la nécessité de plus en plus urgente pour les jeunes femmes d'acquérir cette indépendance économique).

Cette question qui peut mettre d'accord de nombreuses organisations politiques, syndicales et les associations peuvent nous permettre de mener du travail unitaire, de sortir du matos avec d'autres. Notamment lors des échéances féministes tout au long de l'année (le 25 novembre journée contre les violences, le 8 mars, la marche mondiale etc.). Cette question choc et pertinente permet de toucher les jeunes femmes de tous les milieux largement. Y compris celles des quartiers défavorisés, les plus victimes des violences physiques et morales, qui pourraient être sensibles à notre analyse de la situation.

La question des violences permet d'avancer sur les revendications transversales comme l'allocation d'autonomie, mais aussi sur des revendications spécifiques comme la questions des moyens pour les service sociaux (pour accueillir et venir en aide aux femmes victimes de violences : aide financières pour quitter le domicile, logements sociaux, aide juridique, aide psychologique (non obligatoire). Enfin et surtout, nous avons notre analyse de ces violences, loin du discours stigmatisant des biens pensants qui peut sans aucun doute avoir un écho auprès de la jeunesse.

Rappelons que les violences quelles qu'elles soient ont pour but de maintenir les femmes à leur place au foyer dans une position de reproductrice et de travailleuse à double fonction. De les maintenir à leur place dans le monde du travail (harcèlement sexuel et moral, autorité…), dans la rue (par la peur du viol, de l'agression certaines femmes n'osent plus sortir ni s'habiller comme elle le souhaite), au foyer, soi-disant lieu de sécurité et de chaleur-les femmes subissent tous les jours les coups et les violences verbales de leurs conjoints, en réunion politique-dans une moindre mesure- (lorsque les hommes font des interventions en haussant le ton, en stigmatisant pensant sans doute que s'il n'arrive pas à convaincre sur le fond ils y arriveront par autorité)… Bref partout, la violence permet d'exercer un contrôle total sur la vie des femmes. De leur naissance à leur mort, les femmes et notamment les plus pauvres celles qui font partie de la classe la plus explosive la plus dangereuse, devront se tenir tranquille.

**b) On n'est pas des fœtus sur pattes !**

La question de la liberté de disposer de son corps est également (pour les raisons avancées plus haut) centrale pour les jeunes femmes. Les femmes ne sauraient être réduites à des reproductrices et devraient pouvoir jouir d'une liberté sexuelle totale sans conséquences pour leur santé ni pour leur avenir. Les jeunes femmes, et notamment les plus pauvres, sont les premières à pâtir de l'absence de gratuité et sur la difficile accessibilité des moyens de contraception et de l'avortement. En général peu ou pas indépendante économiquement elles ne peuvent pas sauf accord de parents ou en scraid, se procurer les outils contraceptifs (pilule, capotes féminines, anneaux, stérilet, implants…) pourtant très nombreux et efficaces aujourd'hui. Certaines pilules, les plus pourries (celles qui font grossir, qui donnent la gerbe, sont cancérigènes pour les fumeuses… bref les plus mal tolérées), sont remboursées intégralement. Donc réservées aux pauvres. Et le haut de gamme, les pilules du tout confort, ne sont pas du tout remboursées (environ 10 euros par mois). Pour les jeunes femmes riches ou dont les parents sont compréhensifs et ont les moyens, of course. L'avortement pose évidemment le même problème. S'il est quasiment remboursé intégralement dans les plannings, les délais faute de moyens et de personnel sont souvent long et il n'y en a pas partout. De plus certaines cliniques, qui ont pourtant l'obligation de le pratiquer s'y refusent et ne sont pas sanctionnées ou pratiquent des prix exorbitants. Les plus pauvres se retrouvent dont souvent en difficulté dans ce genre de situation.

La question de l'information est ici déterminante, à tous les niveaux de la scolarité, les cours d'éducation sexuelle ou pourrait être abordée les questions d'avortement et de contraception, sont totalement absent. Ce que laisse au cadre familial et à l'entourage (amis, petits amis…) ou pire aux vidéos pornographique la formation sexuelle des individus. Sans parler des infos erronées souvent dangereuses qui circulent (on ne peut pas choper de MST par la fellation, la pilule ça permet de lutter contre le SIDA etc.). Enfin, le manque d'infos fait le terreau des préjugés sexistes (une femme qui couche est une salope, les femmes aiment être dominées) et des mouvements pro-life qui ont tendances à s'exprimer de plus en plus. Il est déterminant pour nous d'avancer sur ces questions.

Les camarades hommes de l'organisation doivent montrer l'exemple : ils doivent être les premiers à proposer de partager les frais de la contraception et ne pas hésiter à rappeler à sa copine de prendre sa pilule chaque jour pour les couples (ou autres) hétéros. Proposer de faire des tests IVG, partager les frais de gyneco quand la

camarade n'a pas de mutuelle etc.

Sur les lycées nous menons des campagnes pour que des infirmières soient présentes à temps plein, que des préservatifs soient disponibles, ainsi qu'un accès libre et gratuit à la pilule du lendemain.

Idées de Revendications :

Contraception libre, gratuite et accessible

sanctions pour cliniques t médecins refusant de pratiquer l'IVG

allongement du délai pour l'IVG

IVG gratuit sans avoir à avancer l'argent

éducation sexuelle obligatoire

**c) Campagnes spécifiques sur les facs**

Nous essayons de mener des campagnes unitaires sur les facs, notamment autour de la création de crèches pour les étudiants et les salariés. Cela permettrait aux femmes ayant des enfants de poursuivre leurs études sans avoir à payer une fortune en baby-sitter ou se galérer deux ans avant de pouvoir enfin trouver une crèche.

Dans les facs, mais aussi les lycées, nous avançons des revendications sur les programmes scolaires, et notamment sur la prise en compte des luttes féministes au sein de ceux-ci.

**d) Femmes et précarité**

Nous devons expliquer le lien entre le capitalisme, le patriarcat, et les contrats précaires. Les conditions de travail des femmes (plus faible rémunération, contrats précaires, temps partiel imposé) sont utilisées pour qu'elles passent du temps à effectuer du travail domestique non payé, et pour effectuer une pression à la baisse sur les salaires et les contrats de travail des l'ensemble des salariés. Nous avançons des revendications sur à travail égal, salaire égal, sur la possibilité de passer à temps plein de droit pour les salariés qui le souhaitent, sur la titularisation de l'ensemble des contrats précaires. Nous avançons également sur la question du harcèlement au travail dont sont victimes beaucoup de femmes. Nous menons principalement cette campagne sur les CFA, à la fac en direction des étudiantes salariées, et au boulot, notamment dans les vies scolaires où les femmes sont victimes de contrats aidés ultra-précaires.

## 4- Quel matos ?

Une affiche sur la sexualité sera élaborée pour le congrès national. À la sortie du congrès nous nous donnons les moyens d'élaborer un 4 pages et une brochure femme.

# [ Proposition de résolution LGBT

L'organisation est en progrès depuis quelques années : prise en charge des échéances, souci de formation, présence de la question dans RED… Il s'agit donc de continuer et de faire le point.

Mais il ne faut pas être euphorique. L'état de l'organisation sur ce sujet est à l'image du mouvement : peu de perspective, prise en charge par une minorité de « concernés », travail très propagandiste.

Cela signifie que la plupart des militants de notre courant, y compris les camarades qui ont des responsabilités dans les instances, sont sous formés. Il existe un phénomène significatif de départs de notre courant de militants LGBT qui se sentaient exclus, peu pris au sérieux, incapables de faire avancer cette question dans l'organisation. Il existe, surtout chez les camarades d'autres sections de la Quatrième Internationale, un recours à des courants de pensée étrangers au nôtre, et même contradictoires avec le marxisme révolutionnaire. Ces deux problèmes ont une origine commune : l'absence d'élaboration théorique et de pratique militante sur la question.

Certes, on ne peut pas inventer un mouvement d'ampleur là où il n'y en a pas. Mais différentes échéances regroupent beaucoup de jeunes. Beaucoup d'associations LGBT, notamment étudiantes, se construisent.

Pourquoi notre organisation n'est-elle pas capable de gagner au marxisme des jeunes politisés, voire radicalisés, par cette question ? C'est un objectif que nous devons nous donner.

## 1. L'oppression des LGBT

### 1.1. Caractérisation

En 2005-2006, la question des violences homophobes a ressurgi : la médiatisation de certains procès ou faits divers a permis de faire connaître ce phénomène largement.

Les violences contre les LGBT ne sont pas un phénomène récent. Les ratonnades dans les lieux fréquentés par les LGBT, tant par la police que par des individus ou des groupes de « casseurs de pépé », sont malheureusement fréquentes. Il en va de même des viols de lesbiennes et d'autres crimes. Il est très difficile de se plaindre pour beaucoup de lesbiennes, de gays et de bi, car cela suppose de révéler à son entourage et à la police son homosexualité, ce que tout le monde ne peut pas faire. C'est le sentiment d'impunité qui permet à ceux qui ne supportent pas le comportement des LGBT, ou ne serait-ce que leur existence, de les agresser. Plus les LGBT sont visibles, plus ils sont exposés à ce type de violences, mais plus ils peuvent s'en défendre et y riposter.

La très vieille solution de vivre caché, de nier sa sexualité, de souffrir en silence perdure. Il faut jouer à l'hétéro dans la rue, en évitant de se tenir par la main ou de s'embrasser, mais aussi avec sa famille et ses amis. Il faut supporter les propos homophobes, blagues ou discours, sans montrer que l'on est concerné. Il faut s'inventer des relations hétérosexuelles, se forcer à en avoir, changer son comportement et vivre avec l'angoisse d'être découvert. C'est pour cela que la première cause de suicide chez les jeunes est l'homosexualité. C'est aussi pour cela que des LGBT, surtout les jeunes, se retrouvent en rupture avec leur famille, dont ils sont pourtant dépendants financièrement.

Violences, stigmatisations, honte, peur et invisibilité constituent toujours le socle de l'oppression quotidienne de millions de gays et de lesbiennes.

### 1.2 Situation dans le monde

L'homosexualité est condamnée par la loi dans 80 États, allant jusqu'à la peine de mort en Iran, en Afghanistan ou encore en Arabie Saoudite. En Guyana et en Ouganda, elle est punie de la prison à perpétuité. Elle n'est pas pénalisée que dans des pays musulmans, mais aussi des pays chrétiens comme le Nicaragua ou Porto Rico et européens comme la Bosnie (à majorité chrétienne, catholique ou orthodoxe).

Dans les pays du Nord, l'homosexualité est légalisée à peu près partout avec de bien meilleures conditions que dans les pays du Sud. Une forme d'union est admise dans une partie des pays européens (Allemagne, France…), mais elle ne conduit pas à une égalité entre couple homos et hétéros ; seuls quelques pays comme les Pays-Bas, la Grande-Bretagne ou l'État espagnol autorisent le mariage homosexuel au même titre que le mariage hétéro. Au niveau de l'adoption, quelques pays l'ont permise (Pays-Bas, Angleterre, État espagnol…), mais ils constituent une extrême minorité. D'autres, comme le Danemark, permettent l'adoption de l'enfant du conjoint. Le reste des pays déclare que même si en couple, les homos ne peuvent pas adopter, ils peuvent le faire en tant que célibataire. Mais si leur homosexualité est découverte, ils n'ont quasiment aucune chance.

De fait, dans tous ces pays, l'oppression perdure. La gauche a pensé pouvoir canaliser la colère des LGBT avec des demi-mesures (PACS), voire en promettant l'égalité des droits. Il est probable que si la gauche gagne en France en 2007, le mariage et l'adoption seront acquis pour les couples gays et lesbiens. Mais cette victoire devra en appeler d'autres : les oppressions spécifiques resteront.

## 1.3. La double oppression des lesbiennes

Les lesbiennes sont victimes d'une double oppression : en tant que lesbiennes et en tant que femmes. Il arrive qu'elles subissent une oppression au sein même des mouvements et organisations LGBT et féministes. En effet, les lesbiennes participèrent aux premiers mouvements féministes dans les années 70, et décidèrent de s'organiser dans les mouvements LGBT autour de revendications spécifiques, afin de ne plus être invisibles.

Dès l'enfance, il y a une pression très forte sur la sexualité des jeunes filles : elles apprennent qu'une femme doit forcément être accompagnée d'un homme ; elle est la fille de, la sœur de, la mère de, la femme de. Les lesbiennes n'ont aucune chance (et souvent aucune envie) de rentrer dans ce schéma, elles sont donc considérées comme des « ratées », des « mal baisées », des « frustrées », des « garçons manqués… »

Cela implique comme pour les gays une exclusion de la société : dans la rue, cela va du regard désapprobateur jusqu'aux coups voire au meurtre en passant par les insultes ; beaucoup de lesbiennes cachent leur homosexualité à leur famille, etc. Mais, contrairement aux gays, elles n'ont pas autant d'appui d'une communauté : il y a peu de bars lesbiens, de boîtes lesbiennes, de lieux de rencontre et de drague.

Les lesbiennes sont invisibilisées. Par exemple, on ne parle presque pas des risques de contamination par des I-MST (infections – maladies sexuellement transmissibles) pour les lesbiennes et des moyens de protection qui existent ; de même, alors que les sexualités des hétéros des gays sont « connues » et assez libres (éducation sexuelle hétéro à l'école ; discussions libres sur le sexe chez les gays et backrooms dans certaines boîtes de nuit), celle des lesbiennes est taboue, même à l'intérieur de la communauté : de sorte que pour certaines lesbiennes, il est difficile d'avoir une sexualité et de trouver des cadres où en parler.

Certaines lesbiennes militent dans les organisations féministes, mais là encore on leur fait sentir qu'elles n'y ont pas leur place. Le combat des lesbiennes au sein de ces mouvements est considéré comme illégitime et différent du combat féministe, alors qu'il est indéniablement lié puisque les lesbiennes n'entrent pas dans le schéma familial patriarcal qui est la cellule de base d'oppression des femmes ; les lesbiennes et les autres féministes ont donc le même ennemi : le patriarcat. Et comment peut-on prétendre à une libération totale si les femmes ne sont pas libres de choisir leur propre sexualité ?

On pourrait croire que cela se passe différemment au sein des organisations LGBT, mais là non plus elles ne sont pas considérées à égalité avec les gays. Si leur combat est le même, elles subissent aussi le sexisme dans ces organisations. Il leur est donc difficile d'avancer sur leurs propres revendications. Elles sont moins présentes aux postes de direction, prennent moins la parole et sont encore invisibilisées (mode de préventions spécifiques, insémination artificielle, etc.) : quand on parle des homos, on pense aux gays.

C'est pourquoi dans certains pays, les lesbiennes se sont organisées indépendamment du mouvement des hommes gays ou du mouvement féministe. Cette organisation séparée des lesbiennes a joué un rôle important dans l'imposition des revendications spécifiques.

## 1.4. La question trans

Les trans et transgenres sont des individus dont les identités de genre diffèrent de leur sexe biologique : travestis, transsexuels, et d'autres. Ils/elles sont souvent attiré-e-s par des individus du même sexe, mais pas toujours. Ces personnes refusent l'identification à leur sexe d'origine voire à un genre particulier. C'est en cela qu'elles sont les plus opprimées des LGBT.

Pourtant elles ont une longue histoire de lutte : les Hijras au Pakistan, les Warias en Indonésie se sont organisés pour leurs droits dans les années 60 avant la fondation des mouvements de libération LGBT en Europe et en Amérique du Sud. Les travestis de Porto Rico furent les premiers à riposter lors des émeutes de Stonewall à New York en 1969.

Malheureusement, au fur et à mesure que le mouvement LG s'est renforcé et a gagné en respectabilité, les personnes transgenres se voyaient marginalisées, discriminées comme si leur combat plus difficile encore que celui des autres LGBT était différent, alors qu'il est indéniablement lié ! En Inde les homosexuels étaient forcés par la société à devenir transsexuels : un gay ne pouvait être qu'une femme. Les transgenres refusent les identités sociales qu'on leur attribut de par leur sexe de naissance : refus d'être des hommes, refus d'être des femmes, avec toutes les conséquences sociales et économiques que cela peut avoir.

Le changement d'identité par les vêtements, les attributs (maquillage, bijoux, etc.) et parfois par les traitements hormonaux et chirurgicaux permettent de deve-

nir socialement un homme ou une femme. Les transgenres brouillent cette frontière et s'attaquent donc de front, et encore plus directement que les autres, aux schémas de genres, d'autant plus qu'il est très difficile pour un transgenre de se cacher dans la sphère publique.

Nous défendons le droit de toute personne à développer complètement sa personnalité. Les personnes transgenres doivent avoir droit aux traitements médicaux qu'elles jugent appropriés, notamment les opérations ou traitements hormonaux. Elles doivent également avoir droit au remboursement de ceux-ci et aux modifications adéquates de leur état civil si elles le veulent.

## 1.5. Origines matérielles de l'oppression

Tout rapport est social, c'est-à-dire construit par la société, ce qui veut dire que les rapports hommes – femmes, les rapports amoureux, etc. le sont aussi.

Ces rapports ne sont pas toujours les mêmes selon les lieux et les époques, en un mot selon les sociétés. Ce que nous appelons normes, c'est justement ce qui détermine ces rapports et attitudes que l'on a selon son sexe.

Comprendre les normes est important car il est impossible de nier l'oppression des femmes et des LGBT, et donc nécessaire d'y répondre, notamment en sachant d'où elles viennent et comment lutter contre.

La famille est le premier lieu de reproduction dans tous les sens du terme : on y perpétue l'espèce, on y transmet les richesses, on y éduque. Le pouvoir s'assoit sur trois plans. Le premier est le plan économique, c'est-à-dire l'exploitation ou l'accaparement d'une partie de la production. Le deuxième est le plan politique, l'organisation de la société comme divisée entre dominants et dominés. Le troisième est le plan idéologique, soit la justification de cet ordre social. La famille est une construction, mise en place dans ces trois buts. Elle ne pouvait exister, ni même être conçue avant que n'existe la propriété. Celui qui la domine est donc le propriétaire, le père, le « patriarche. » Le patriarcat est le système dans lequel dominent l'homme et les rapports hétérosexuels. Il s'agit d'une distribution des rôles aux hommes et aux femmes, afin de maintenir un ordre établi, qui ne chamboule pas le fonctionnement de la société. Sous prétexte de sexe biologique, les femmes doivent se tenir d'une certaine manière et les hommes d'une autre. L'ensemble des tâches à accomplir est défini et imposé.

Pour que les rôles soient bien distribués, les normes doivent s'apprendre au début de la vie, et être retransmises, consciemment ou non, par la famille et à l'école. Il y a donc construction des genres, c'est-à-dire d'un comportement imposé aux individus selon leur sexe. L'hétérosexualité est la norme commune. D'ailleurs, on ne parle pas d'homosexualité chez l'enfant. On l'amalgamera donc, à la rigueur, à la notion de « garçon manqué. » Ce concept anodin est en fait très violent. La petite fille bagarreuse qui joue au foot est « manquée » : elle n'a pas le comportement normal, mais pas non plus les attributs de son sexe. Quant au garçon qui s'amuse avec les jouets de ses sœurs et essaye les vêtements de sa mère lorsque celle-ci n'est pas là, il saisit immédiatement ce qu'est la gravité de son acte : auto-culpabilisation, honte, peur d'être vu, sentiment de ne pas se contrôler et de ne pas contrôler son plaisir.

Il y a négation du plaisir chez l'enfant. Toute forme de désir sexuel est un tabou ou une très grave déviance. Les enfants, filles et garçons, le savent inconsciemment. Ce contrôle de la sexualité est un premier élément de limitation des éventuelles déviances, comme l'est l'apprentissage du rôle « normal » de chaque sexe.

La plupart des femmes enceintes doivent répondre cent fois par jour à la question : « Est-ce une fille ou un garçon ? » En effet, c'est bien avant sa naissance que l'on va commencer à organiser la vie du futur enfant. Les parents doivent se préparer le plus tôt possible à l'élever selon son sexe, pour bien construire son genre. La déviance d'un enfant (garçon manqué ou efféminé) est un échec éducatif Ce qui gêne le plus dans ces comportements déviants, c'est qu'ils sont involontaires et inconscients chez l'enfant. Au fur et à mesure qu'il grandira, il devra choisir de les assumer, au risque de se faire stigmatiser, de les cacher à son entourage ou de les refouler et de rentrer dans le rang.

Car c'est toute la vie qu'on est catalogué : homme, femme ou anormal-e. Les filières au lycée (général ou technique) sont très sexuées. Les études supérieures également. Car il ne s'agit pas de faire n'importe quel métier plus tard.

La famille est une institution très ancienne. Mais dans la société capitaliste, elle change sensiblement. Avec l'industrialisation, on ne travaille plus dans la ferme familiale, on sort du foyer pour aller travailler, pour aller à l'école, à l'armée, etc. La famille a donc d'autres fonctions, différentes selon la classe. Pour la bourgeoisie, elle est utile à la transmission de la propriété privée et à éduquer les enfants à l'idéologie dominante. Pour la petite bourgeoisie, professions libérales, commerçants, paysans, elle sert encore d'unité de production, car il arrive que les membres participent à la production et à la reproduction de cette cellule. Pour la classe des travailleurs salariés, elle sert avant tout à reproduire cette force de travail, à créer de la future main-d'œuvre. Ce qui est commun à toutes les classes, c'est que la famille est aussi un lieu de travail gratuit : le ménage, les tâches ménagères en général et l'éducation des enfants sont pris en charge sans salaire, le plus souvent par les femmes. Il s'agit donc d'un cadre d'exploitation acceptable.

La disparition des normes, et donc de l'oppression patriarcale, implique celle de la famille. Mais cela signifie la disparition des conditions matérielles qui la font exister et possibilité de la remplacer par de meilleurs cadres, où les tâches seront prises en charge collectivement. Il y a indissociabilité intrinsèque des luttes antipatriarcale et anticapitaliste.

# 2. Les courants du mouvement LGBT

## 2.1. Les courants intégrationnistes

Alors que le mouvement LGBT naissant remettait en cause la société, un courant s'est développé, qui prétend qu'il existe un déterminisme, peut-être génétique, de l'homosexualité. On serait homo comme on serait brun, petit ou qu'on aurait une maladie génétique. Cela signifierait qu'il n'y aurait aucun lien entre la question de

la sexualité et la société, l'histoire, etc.

Dans une conception extrémiste, l'essentialisme, on peut aussi expliquer que le fait d'être criminel, pauvre, etc. est lié à des gènes. Un chômeur ? Ce n'est pas sa faute, c'est dans sa nature, mais il le restera toujours, il n'y a rien à faire.

Mais même chez les modérés, on retrouve des conceptions critiquables. Ceux-ci expliquent que la déviance se construit dans la prime jeunesse. C'est la théorie freudienne. Selon l'éducation, des traumatismes, etc., on devient homo ou hétéro. Cela se décide très tôt et on est déterminé pour toute sa vie. Impossible de changer de sexualité, d'avoir des préférences plus nuancées, etc.

Ce qui est donc commun à ce courant, c'est la négation des structures d'oppression. On ne peut pas les détruire en se mobilisant car ce qui existe aujourd'hui a toujours existé et existera toujours.

Le retour de « l'essentialisme » se concrétise par l'idée répandue selon laquelle il existerait toujours « 10 % d'homosexuels » (indépendamment de la société et de l'histoire). Vouloir changer la société et détruire les genres serait stupide et il suffirait simplement de demander l'égalité des droits, comme le droit au mariage ou à l'adoption, mais certainement pas de viser la destruction des structures de la société (capitalisme, famille, genres, etc.). Cela explique pourquoi le capitalisme peut aujourd'hui tenter de récupérer les LGBT.

Une autre conséquence est la normalisation de certaines franges homosexuelles : les plus riches, les plus « propres », les plus sympathiques, les plus présentables, les plus intégrés. Leur visibilisation et leur acceptation peuvent avoir deux effets contradictoires. Soit elles se font au détriment des autres franges, soit elles entraînent celles des autres. Aux Pays-Bas, c'est la norme des gays blancs, bien portant et issus de la petite bourgeoisie, opposés aux moins présentables mais aussi aux immigrés et notamment aux musulmans forcément réactionnaires, qui l'a emporté. Mais pour nous, il n'est pas possible de prédire aujourd'hui quel effet l'emportera dans les années à venir. Cela dépendra de la capacité du mouvement LGBT à aller de l'avant et à maintenir son unité sur la base de la lutte contre l'oppression.

## 2.2. Le courant queer

Le postmodernisme affirme que les acquis des années 70 et l'échec des mouvements révolutionnaires signifient que les idéologies sont mortes. Pour cette raison, on ne peut plus envisager de changement radical de société. On ne peut même plus la définir réellement, que ce soit en terme de structures, de classes sociales, etc.

Inspiré par le philosophe Michel Foucault, et aujourd'hui par la philosophe Judith Butler, les mouvements queer (« étrange » et « pédé » en anglais) abordent les questions du genre et de la domination sous l'aspect du jeu. Sans nier l'oppression et les cadres où elle s'exerce, les queer n'analysent pas les structures sociales dans leur ensemble et font porter aux individus ou à une société mal définie la responsabilité des violences faites aux déviants. Cela revient à dire que les LGBT vivent en périphérie des sociétés et ne doivent pas s'y intégrer, sous peine de perdre leur dimension subversive. Il faut déconstruire les genres et les normes, mais plus en créant des microsociétés (squats, petites structures autogérées et indépendantes) qu'en essayant de détruire le système qui crée les genres. Certains refusent donc de construire des mouvements larges avec des revendications touchant la majorité des LGBT, comme le droit au mariage ; cette attitude sectaire ne permet pas de s'attaquer directement aux fondements de la société.

Cependant, ce courant a apporté beaucoup au mouvement LGBT, en valorisant son aspect subversif : les LGBT ne sont pas seulement une catégorie opprimée qui demande des droits ; ils remettent en cause le patriarcat et l'ordre moral. Le mouvement queer attache donc une importance particulière aux transgenres et a favorisé leur visibilité. Selon cette vision, les questions LGBT concernent tout individu, même hétéro. C'est pourquoi les revendications des LGBT ne peuvent se limiter à demander l'égalité juridique et une bonne intégration.

## 2.3 Échéances actuelles

Journée mondiale contre l'homophobie ; Marche des fiertés LGBT ; UEEH ; RIJ ; Existrans ; 1er décembre. Initiatives locales d'associations.

# 3. Les JCR et la question LGBT

## 3.1 Notre analyse politique

Nous parlons de « double oppression », pour les travailleuses et les LGBT salariés. Ceux-ci sont à la fois exploités dans l'entreprise, comme l'ensemble des salariés, et opprimés, y compris par les autres salariés.

S'il existe une oppression spécifique, il y a alors des réponses spécifiques. Il faut éviter deux mauvais écueils.

Le premier serait de prendre en compte les seules oppressions spécifiques et de mettre de côté l'oppression capitaliste. Certes, la classe ouvrière a intégré les normes et relaye le sexisme et l'homophobie. Cependant, les normes sont utiles au capitalisme. Elles sont nées des rapports de forces, de la lutte des classes et le seul moyen de les détruire est donc de détruire la base matérielle qui les maintient. Le seul moyen de construire une société où chaque individu serait libre de son comportement et de sa sexualité est de détruire la société qui a besoin de contrôler la population.

Le second écueil serait de se cantonner à la lutte économique, sans intervenir sur les autres questions que la lutte des classes directe. Certes la destruction du capitalisme est nécessaire à l'émancipation de chacun, mais elle n'est pas suffisante. La seule lutte économique ne permet pas de répondre à toutes les oppressions, donc de construire une société sans norme ni oppression. Corrélativement, elle ne permet pas de faire converger les opprimés dans une lutte commune. Il est donc nécessaire de lutter pour la prise en compte des questions femme et LGBT dans les luttes pour unifier notre camp social. Cela signifie aussi combattre les comportements sexistes et homophobes (y compris les slogans dans les luttes) et toute forme d'exclusion.

## 3.2 Notre courant et le mouvement LGBT

L'ensemble du mouvement ouvrier a eu beaucoup de difficultés à intégrer la question de l'homophobie, comme celle du féminisme par ailleurs. Cependant, la LCR et les JCR ont pris en compte cette problématique, du fait du travail des camarades homo. Aujourd'hui, nous avons une certaine légitimité à nous exprimer sur ce sujet. L'apparition à l'Existrans, par exemple, est une bonne chose. Néanmoins, notre manque d'implication en général et le fait que nous ne soyons pas, et ne saurions être, une composante du mouvement autonome, doit nous inciter à une certaine clarté. Nous ne sommes pas des professeurs rouges qui vont apprendre aux activistes LGBT à militer et à massifier. Mais pour autant, nous avons aussi des éléments d'analyse à apporter au mouvement LGBT et nous ne devons pas faire preuve de suivisme. La conséquence serait, comme c'est le cas d'autres camarades de la Quatrième Internationale, de faire du courant qui a l'air le plus radical, le Queer, un fondement du nôtre.

Pour cela, nous devons élaborer un matériel (tracts, 4 pages, brochures, dossier dans RED) à diffuser dans les échéances LGBT, ce qui veut dire s'y rendre donc les renforcer, et y apparaître, donc renforcer l'audience de nos idées.

## 3.3 Évolution de la question LGBT aux JCR depuis le dernier congrès

Préparation des échéances ; présence dans RED ; débats.

## 3.4 Orientation

Le PACS n'a pas canalisé les ardeurs revendicatrices des LGBT. Au contraire, il n'a fallu que quelques années pour que la question de l'égalité réelle, donc du mariage, revienne. L'émergence de la question homosexuelle, la visibilité, c'est-à-dire le mouvement de coming-out effectué dans les années 80 et 90, l'affirmation de la fierté, l'obligation faite aux pouvoirs publics de reconnaître l'existence des homosexuels obligent toute la société à se positionner.

Mais comme en 1999 avec le PACS, le PS cherche à paraître progressiste, tout en freinant la subversion du mouvement. L'égalité des droits est à son programme. Blair en Grande-Bretagne et Zapatero dans l'État espagnol ont accédé aux revendications du mariage et de l'adoption. Il est donc probable que cela soit mis en place en France entre 2007 et 2012.

Il ne s'agit pas d'être gauchiste : oui, il s'agirait de la plus grande victoire depuis la dépénalisation en 1982. Mais cela ne ferait disparaître ni l'ordre moral, ni l'oppression des LGBT. Nous devons définir un ensemble de revendications immédiates qui permette d'aller plus loin et de remettre en cause le système : des revendications transitoires pour une révolution sexuelle.

**Nos revendications :**

**Pour une sexualité libre :**

- Une réelle politique de prévention contre le SIDA et plus de moyens pour la recherche
- L'accès aux moyens de protection (préservatifs masculins et féminins, digues dentaires…), leur promotion et leur gratuité
- Une éducation sexuelle à l'école parlant aussi du plaisir et de ses différentes formes
- Une allocation d'autonomie de 1 000 euros pour tous les jeunes et l'accès au logement

**Contre les discriminations :**

- La reconnaissance des trans, le droit au changement d'identité, la prise en charge des opérations et traitements par la Sécu, la dépsychiatrisation
- Une vraie loi contre l'homophobie, la lesbophobie et la transphobie, condamnant les propos homophobes (insultes et propos anti-homosexualité), les discriminations et reconnaissant l'homophobie comme une circonstance aggravante lors d'une agression
- Le droit d'asile pour les opprimé-e-s sexuel-le-s et la régularisation de tous les Sans-papiers, notamment les homosexuels persécutés
- La reconnaissance du PACS pour le regroupement familial et la naturalisation d'un conjoint étranger

**Égalité des droits :**

- Le droit au mariage et à la parentalité (adoption, insémination) pour les couples gays, lesbiens et de trans

## 3.5 L'autonomie et l'auto-organisation du mouvement

Nous sommes pour le mouvement autonome. Cela veut dire le mouvement des opprimés, dirigé par les opprimés, mais non coupé des autres luttes et de la classe ouvrière. Ce mouvement permet l'auto-organisation, c'est-à-dire que les opprimés, seuls à savoir ce qu'est l'oppression, choisissent les moyens d'action et combattent l'oppression dans toutes les sphères, y compris dans les syndicats et partis ouvriers. Le but est d'aborder tous ensemble les questions d'oppression, de norme et de lutte contre elles. Il est nécessaire que les opprimés s'organisent, élaborent des analyses et des réponses et les apportent aux autres. Cela signifie aussi ne pas se priver d'un éventuel rapport de force, même au sein d'un même camp social. Pour cela, les réunions non-mixtes sont un moyen que nous pouvons utiliser, régulièrement ou ponctuellement.

## 3.6 Quelle apparition dans les échéances LGBT

Matos ; slogans ; unifier et défendre les spécificités ; à qui s'adresse-t-on ?

## 3.7 Prise en charge dans l'organisation et liens avec la LCR

Présence de la question dans les stages ; homogénéiser l'organisation ; préparer les RIJ ; gagner des jeunes LGBT.

# Projet de résolution antifasciste

## Quel antifascisme pour les JCR ?

## Vers un nouveau 21 avril ?

Nous devons le marteler : l'arrivée de Le Pen au second tour de l'élection présidentielle de 2002 n'était pas un accident. Elle marquait de manière concrète l'implantation durable d'un parti d'extrême droite (que l'on croyait sur le déclin depuis 1999 et la scission mégrétiste) dans l'électorat français, et plus particulièrement dans la classe ouvrière et la jeunesse (respectivement 20 et 25 % de voix pour le FN). La « surprise » de cet évènement avait été l'occasion d'une grande mobilisation, notamment dans la jeunesse, qui a montré que l'antifascisme pouvait être un vecteur de lutte important, et dans laquelle notre courant avait joué un rôle non négligeable.

À six mois des élections présidentielles de 2007, les intentions de vote déclarées en faveur du FN sont évaluées, selon certains sondages, à 18 % des électeurs. En novembre 2001, ce chiffre était inférieur à 10 %. L'influence idéologique de l'extrême droite s'est encore renforcée ces dernières années : elle est à mettre en lien avec une aggravation des conditions sociales et une polarisation politique qui traduisent l'accélération de la crise du système capitaliste.

## Une tendance lourde et générale

Le FN n'est pas une « exception française » : élection du FPO de Jorg Haider en Autriche en 2001, participation de la Ligue du Nord au gouvernement de Berlusconi en Italie, entrée aux parlements régionaux de députés du NPD (parti qui cherche à réhabiliter le nazisme) dans les landers de l'ex-Allemagne de l'Est, coalitions gouvernementales droite/extrême-droite en Pologne et au Danemark, et centre-gauche/extrême droite en Slovénie ; 21 avril bulgare le mois dernier (avec un candidat d'extrême droite qui appelle à « transformer les Roms en savon » !!!), renforcement du BNP aux élections locales en Angleterre, ascension vertigineuse du Vlaams Belang en Belgique, succès des « listes violettes » aux Pays-Bas…

Cette simple liste (longue mais non exhaustive) montre que l'extrême-droite, dans la majeure partie des pays industrialisés, a su s'appuyer sur une situation sociale et un contexte politique qui découlent de la crise structurelle du capitalisme pour étendre son influence. L'offensive des classes dirigeantes amorcée au milieu des années 70 pour répondre à cette crise, s'est traduite par une stratégie de destruction des acquis de la classe ouvrière qui subsistaient de la période précédente, où la relative prospérité du capitalisme avait permis d'acheter la paix sociale. Durant cette période, l'extrême droite avait été reléguée à la marge de la scène politique.

En France, à partir des années 80, l'adaptation des forces traditionnelles du mouvement ouvrier (PS et PCF) à la gestion libérale du capitalisme provoqua une démoralisation et des désillusions terribles dans la classe ouvrière, en plus d'une détérioration grave de ses conditions de vie, et de manière générale, de celle de tous les travailleurs : chômage de masse, précarité accrue, paupérisation de la petite bourgeoisie… D'autre part, les graves concessions faites au racisme par la gauche au pouvoir à l'époque ont ouvert un boulevard politique à l'extrême-droite et en l'occurrence au FN (15 % aux présidentielles de 1988, déjà…), dont le discours se basant sur l'idée de la concurrence entre les « nationaux » et les étrangers n'était fondamentalement remis en cause par personne et même légitimé : ce sont les fameuses déclarations du premier ministre Laurent Fabius (« Le FN pose de bonnes questions, mais donne de mauvaises réponses ») et de Georges Marchais sur l'immigration.

Aujourd'hui, la concurrence accrue entre les bourgeoisies nationales et les tensions interimpérialistes qui découlent de la crise obligent les classes dirigeantes à accélérer leurs attaques. Mais la remontée des luttes amorcée depuis quelques années et le retard pris par la bourgeoisie française dans son offensive (le « maillon faible » de la chaîne impérialiste) provoque la radicalisation d'une partie de celle-ci : c'est dans ce sens qu'il faut interpréter la théorie de la « rupture » incarnée par le clan Sarkozy.

Une conséquence importante des attaques actuelles, antisociales, racistes, sécuritaires et répressives, justifiées idéologiquement par le « patriotisme économique » et le patriotisme tout court (voir l'article de loi sur le rôle positif de la colonisation), est la légitimation de plus en plus forte des idées de l'extrême-droite par ceux-là même qui prétendent être un rempart face à elle, que ce soit l'UMP ou la majorité de la direction du PS. Le Pen l'a très bien compris, lui qui ne cesse de répéter à propos de Sarkozy : « Les gens préfèrent toujours l'original à la copie ». Cette légitimation est d'autant plus forte que la question du racisme reste le point faible de la gauche française.

## Une situation préoccupante, mais...

À l'heure actuelle, le fascisme comme dernier recours de la bourgeoisie pour sauvegarder sa domination de classe ne se pose pas. Bien que la période se caractérise par des résistances accrues des mouvements sociaux face aux attaques que subit la classe ouvrière, et donc par une polarisation politique, nous ne sommes pas dans une période prérévolutionnaire… Les classes dominantes sont encore à l'initiative, et la démocratie bourgeoise reste un cadre dans lequel elles peuvent mener à bien leur projet, même si le durcissement des politiques répressives et sécuritaires tend à renforcer la capacité des appareils d'États à réprimer les mouvements sociaux. Ce qui explique pourquoi les liens entre le Capital et un parti comme le FN sont très faibles : le MEDEF, en 2002, avait explicitement appelé à voter Chirac, en arguant que le programme du parti de Le Pen serait une catastrophe pour l'économie française.

Une des caractéristiques fondamentales des partis fascistes est leur vocation à être un parti de masse organisé de manière militaire pour pouvoir assumer son rôle de « chien de garde du capital ». Et cette capacité à organiser les masses est liée à la gravité de la crise économique et sociale : jusqu'en 1933, les SA compteront jusqu'à 400 000 membres, pour la plupart issue de la petite bourgeoisie ravagée par la crise de 1929, et dans une moindre mesure du sous-prolétariat. L'Allemagne comptait à l'époque 40 % de chômeurs…

En France, au moment de la tentative

de coup de force de février 1934, les ligues fascistes ou nationalistes comme les Cagoulards et les Croix de feu, ou encore les royalistes (les Camelots du Roi et l'Action Française) organisaient des centaines de milliers de personnes, essentiellement de la petite bourgeoisie.

La crise actuelle est loin d'atteindre ce niveau, et c'est une des raisons pour lesquelles, en France, le FN reste un « petit » parti en termes militants. La scission de 1999 a de ce point de vue porté un coup à son appareil et à ses forces militantes : plus de la moitié des cadres du parti avaient suivi le « félon » Bruno Mégret dans l'aventure puis le fiasco MNR. Quant au DPS (le service d'ordre du FN, équipé de façon paramilitaire, ce qui est permis par l'implantation du FN dans les sociétés privées de sécurité), qui comptait au moment de la campagne de 1995 près de 5000 membres, il n'est aujourd'hui plus que l'ombre de lui-même (bien qu'encore dangereux…).

## La lutte contre le racisme est une priorité...

Un des axes privilégiés de la bourgeoisie pour attaquer la classe ouvrière tout en la divisant est dans la période actuelle celui du racisme. Les attaques racistes de la droite en général et de Sarkozy en particulier ont le double objectif de diviser la classe ouvrière pour mieux l'affaiblir, tout en cherchant à récupérer l'électorat du FN, qu'ils contribuent eux-mêmes à développer. Le grand écart est bien évidemment dangereux… pour nous !

La construction des luttes antiracistes et de l'antiracisme dans les luttes est pour notre courant une priorité : mobilisation contre les lois Sarkozy, construction de RUSF sur les facs et de RESF dans les lycées. Un des enjeux pour le mouvement ouvrier dans les années à venir sera sa (re ?) construction dans les quartiers populaires, ce qui nécessite notamment de porter la question du post-colonialisme de l'État français. À notre échelle, notre rôle est de faire converger les mouvements sociaux que nous construisons dans notre milieu (essentiellement étudiant) et les mouvements des quartiers, comme nous avons pu le faire en novembre 2005 en mobilisant contre l'état d'urgence.

Antiracisme dans les luttes : dans le mouvement lycéen de 2005 et dans le mouvement CPE, nous avons dû mener une bataille idéologique (et parfois physique…) pour répondre à la tentative de diviser le mouvement entre les « vrais manifestants » et les « casseurs » organisés en « bandes ethniques ». Nous avons, dans la mesure de nos possibilités, réussi à contrer les dérives « sécuritaires » et (potentiellement ?) racistes, qui pouvaient s'exprimer par la volonté de renforcer les services d'ordre des manifestations en les rendant plus dissuasifs et sélectifs, ou même de créer des groupes « d'autodéfense » armés pour se « protéger de la racaille ». Ce genre d'initiatives était parfois proposé dans les AG, que ce soit par des étudiants ou par des organisations de « gauche » comme Combat.

## ...mais l'antifascisme n'est pas soluble dans l'antiracisme !!!

Le fait que les attaques racistes actuelles soient portées par un parti « traditionnel » de la bourgeoisie (l'UMP) ne doit pas nous amener à commettre une erreur fondamentale, qui consisterait à amalgamer l'antiracisme à l'antifascisme, et donc à nier l'importance de ce dernier. L'extrême droite est un ensemble de courants politiques qui portent un projet de société global. Il s'agit d'une réorganisation complète du fonctionnement de la société, au niveau politique, social, etc. : si la question raciale est bien souvent au centre du projet politique de ces forces, comme pour le FN, elle est loin d'en être le seul aspect. La république française, même si elle diffuse et pratique un racisme d'État, n'est pas un régime fasciste !

L'erreur qui consiste à dire que racisme=fascisme vient d'une absence d'analyse, dans notre courant, de ce que sont les courants d'extrême droite aujourd'hui et des différents types d'interventions politiques qu'ils peuvent mener sur différents fronts, notamment social. En effet, le contexte social et politique décrit plus haut créé des conditions favorables à l'intervention de l'extrême droite sur des questions d'actualités qui préoccupent la classe : c'est l'exemple de Bruno Mégret qui se rend sur le piquet de grève d'une entreprise sur le point d'être délocalisée, pour expliquer aux ouvriers en lutte que leur salut ne peut venir que d'une politique économique ultra-protectionniste…

Il ne faut pas oublier que l'extrême-droite, ce n'est pas seulement des idées, mais aussi une stratégie d'implantation sociale qui se traduit par un investissement sur différents fronts et par la volonté effective de créer un tissu social dans différents milieux, basé sur l'entraide des « nationaux » : certaines personnes ont ainsi rejoint le FN après avoir retrouvé un emploi grâce aux réseaux d'entrepreneurs du parti.

L'exemple de l'Italie est de ce point de vue éloquent : dans de nombreux quartiers populaires des grandes villes, délaissés par l'État et par le mouvement ouvrier comme à Rome, Milan et Turin, de nombreux centres sociaux (des squats) ont été créés par les néofascistes, et servent à la fois d'espaces « culturels » et de lieux pour mettre en place des réseaux d'entraides qui s'adressent à une jeunesse défavorisée. C'est un petit État dans l'État qui s'est mis en place depuis quelques années.

En France, le FN s'est de ce point de vue affaibli, du fait de la perte conjuguée d'une grande partie de son appareil et de nombreux militants, et de sa stratégie « électoraliste » qui l'a poussé à délaisser ce terrain.

Mais certains courants comme les Jeunesses Identitaires (issus d'Unité Radicale, lui-même issu du GUD) tentent, à leur échelle, de calquer le modèle italien : à Nice, cette organisation a réussi à ouvrir un centre social, qui est le résultat d'un travail d'implantation effectué notamment dans les lycées de la ville.

Ces quelques exemples illustrent l'habileté de certaines organisations à se saisir des terrains de luttes et de leurs contradictions, pour mieux pouvoir se construire. Dans les publications de certains groupes, il faut parfois être un initié pour comprendre rapidement que l'on affaire à un discours fascisant, même s'il est question de « lutte contre le système, de rébellion, d'antimondialisme, d'écologie », etc. C'est une constante pour les courants d'extrême droite, surtout les nationalistes révolutionnaires, de se revendiquer de l'anticapitalisme, ce qui peut parfois les amener (avec toutes les contradictions que cela comporte) à tenter de s'intégrer dans des mouvements sociaux. Par exemple, durant le mouvement contre la loi Fillon du printemps 2005 : le 15 mars, dans la manif parisienne, un petit cortège se met en place derrière une banderole CAL (Coordination Autonome des Lycées). Il s'agissait ni plus

ni moins d'un cortège organisé par l'Action Française lycéenne. Il aura fallu la vigilance de militants antifascistes expérimentés pour reconnaître les royalistes, qui à partir de ce moment ne mettront que quelques instants à se faire éjecter du cortège par la bonne volonté de certains de nos camarades de la LCR et de la CNT.

## Le mouvement CPE fut (aussi) antifasciste

Sans vouloir faire un bilan complet du mouvement du printemps 2006, on peut en tirer quelques leçons par rapport à l'objet de ce texte. Du premier blocage de fac début février jusqu'au retrait du CPE, un aspect central du mouvement fut sa radicalité, notamment dans les modes d'actions, justifiée et légitimée par sa massivité. La question du blocage, dont la mise en place immédiate dans les facs constitua un avantage décisif pour renforcer le mouvement, fut le point de clivage essentiel entre grévistes et non grévistes, et les premières confrontations arrivèrent vite, bientôt suivies par les premiers collectifs antiblocage, impulsés notamment par l'UNI. Du côté de l'extrême droite, ce fut une aubaine : cela leur permettait de sortir du débat « pour ou contre le CPE » (qui fut un grand moment de pagaille chez certains, comme au FN) et de se rabattre sur un thème plus classique pour eux, à savoir la lutte contre la « chienlit » et les gauchistes. Ce qui permettait aux fachos de revenir à leur tache historique, qui est de lutter contre le mouvement ouvrier.

Si le mouvement fut la première expérience politique et militante pour des dizaines de milliers de jeunes, elle fut aussi pour eux la première occasion de lutter contre ces ennemis : outre les interventions en amphis et un travail d'agitation acharnée contre le mouvement, de très nombreux piquets de grèves furent l'objet d'attaques en règle de la part de l'extrême droite (RED, FNJ, Identitaires) et de la droite extrême (UNI, Liberté Chérie). Dans certaines facs, des armes à feu furent même exhibées aux côtés des traditionnels casques et barres de fer… Les manifestations les plus radicales du mouvement, comme celles du quartier de la Sorbonne, du 8 au 18 mars (occupation de la Sorbonne, émeutes et confrontations avec la police dans tout le quartier), ont vu de véritables commandos d'extrême droite attaquer les manifestants, sous le regard bienveillant de la police. Ce type de confrontation n'avait pas eu lieu depuis de très nombreuses années, au moins depuis le mouvement contre la réforme Devaquet en 1986.

Si le rapport de force créé par le mouvement, sa massivité, a permis de rendre ces attaques inoffensives vis-à-vis du développement du mouvement à une échelle de masse, ce serait une erreur que de ramener ces évènements à de simples anecdotes qui relèveraient du folklore, ou qui ne seraient que la résurgence d'une période « gauchiste » depuis longtemps révolue. Car si le mouvement constitue pour nous un point d'appui pour la construction des luttes à venir, nous ne sommes pas les seuls à en avoir tiré les leçons.

Cela fait de nombreuses années que les organisations de jeunesse d'extrême droite cherchent à « implanter la réaction au cœur de l'université gauchiste ». Dans le contexte actuel, depuis le mouvement LMD de 2003 et surtout depuis le mouvement CPE, certains de ces groupes tentent de tirer profit du rôle qui a pu être le leur pour renforcer sur les facs une implantation, qui, si elle est encore globalement très réduite, ne peut être négligée. Sur Paris, l'Action Française étudiante apparaît de plus en plus régulièrement à la Sorbonne. Le RED (Rassemblement des Étudiants de Droite), « syndicat » étudiant proche du FNJ, s'en prend de plus en plus aux facs « gauchistes » comme Tolbiac. La question du syndicalisme étudiant est de plus en plus abordée dans les publications d'extrême droite, ce qui laisse présager une activité accrue dans ce domaine dans les mois et les années à venir, en lien avec les attaques prochaines de la bourgeoisie contre l'éducation. Une conférence nationale sur le militantisme étudiant a même été organisée au mois d'Octobre 2006 par le FNJ : si elle n'a réuni « que » 50 personnes, elle est le signe d'une volonté politique. De nombreux autres groupes travaillent à s'implanter dans la jeunesse, que ce soit sur les facs, les lycées, ou chez les jeunes travailleurs.

## Entre le guévarisme et le néant, il existe… « une troisième voie » !

L'antifascisme n'est pas une question de folklore ou un simple aspect « identitaire » (si j'ose dire) pour notre courant et pour les JCR. L'influence croissante de l'extrême droite, notamment dans la jeunesse, est inscrite dans la période, et nous ne pouvons nous donner les moyens de répondre à tous les enjeux de la situation sans prendre en compte cet aspect de la lutte politique.

Le problème par rapport à l'antifascisme est qu'il renvoie, dans notre courant, à une période gauchiste de notre histoire qui est celle des années 1968/1973, où la lutte antifasciste se traduisait par des affrontements spectaculaires et permanents avec l'extrême droite, conséquence à la fois du contexte politique de l'époque et d'une conception substitutiste (voire « guévariste ») de notre organisation. De plus, ce n'est un secret pour personne qu'aujourd'hui cette lutte est prise en charge de manière permanente uniquement par les courants libertaires et anarchistes. Et si nous avons beaucoup à apprendre d'eux en termes d'expérience et de connaissances, il est évident que leur politique n'est pas la nôtre.

La première tache pour notre organisation est de réellement prendre en charge collectivement cette question. Seul un travail spécifique d'analyse de ce qu'est l'extrême droite aujourd'hui et des dangers qu'elle représente peut permettre d'éviter une surestimation ou au contraire une négligence totale (comme c'est le cas depuis de trop nombreuses années…), et donc d'avoir les réponses politiques les plus justes possibles dans la lutte contre l'extrême droite.

Il serait dramatique pour notre courant et pour les JCR, de se retrouver le soir du 23 avril 2007 avec Le Pen à nouveau au second tour, sans que notre organisation ait mené une bataille politique dans notre milieu, ni anticipé le fait que l'antifascisme pouvait être un vecteur de lutte et de radicalisation pour une grande partie de la jeunesse. Un peu comme un certain 21 avril 2002…

## Concrètement :

• Le congrès et la direction nationale qui en sortira devront prendre en charge la question de l'antifascisme, notamment dans le cadre de la campagne pour les présidentielles, mais aussi de manière permanente, en débattant de quel type

de cadre construire et de quelle manière (cadre déjà existant comme Ras l'Front, ou nouveau cadre unitaire ?)

• Prise d'initiative systématique ou participation à l'organisation de contre rassemblements ou de contre manifestations face aux initiatives de l'extrême droite, en associant toutes les forces possibles (que ce soit les libertaires ou les soc', et les syndicats que nous construisons) et en mobilisant largement autour de nous

• Dans notre milieu, nous devons être à la fois réactifs face à toute menace, et à l'initiative d'évènements ou de cadres unitaires permettant d'y répondre : comité de vigilance antifasciste, organisation de meetings unitaires…

• Proposition à l'ensemble des organisations de jeunesse de concevoir pour le printemps un évènement national ou des évènements locaux coordonnés sur la question de l'antifascisme : concert, festival avec meeting…

• Organisation de cercles ouverts et de formation théoriques sur le fascisme et sur ses formes actuelles

• Élaboration d'un matériel spécifique destiné à irriguer notre milieu : brochures (qu'est-ce que le fascisme, l'extrême droite dans la jeunesse…), mais aussi badges et tee-shirt(s)

• Sortie d'une affiche spécifique contre l'extrême droite (à la dernière DN, absolument personne n'y a pensé…)

## Structuration :

• Voilà deux ans qu'un camarade JCR double appartenant de la RP participe au secrétariat antifasciste de la LCR, à la demande de celui-ci et sur mandat du BN des JCR. Le lien entre cette structure et les JCR doit prendre plus d'importance, en terme de formation, et d'informations nécessaires quant à l'activité de nos ennemis dans les secteurs qui nous concernent (lycées, facs). Le prochain BN devra être mandaté pour rencontrer le secrétariat antifasciste de la LCR pour discuter de la perspective de l'élargissement de celui-ci à de nouveaux camarades des JCR.

• Création d'une commission antifasciste dans toutes les sections qui en ont les moyens et qui l'estiment nécessaire. Ces commissions locales devront être en lien, d'une part, avec la commission antifa de la DN (qui devra fonctionner pour de vrai !) et avec un membre du BN référent sur cette question, et d'autre part avec le(s) camarade(s) des JCR membres du SAF

• Élaboration et diffusion régulière, par la commission antifasciste de la DN ou par les commissions locales d'un bulletin antifasciste

# Nouvelle force, oui, mais laquelle ?

Dans le texte « Rouvrir la perspective socialiste », Sofiane part d'un constat que nous faisons tous : les contradictions du niveau de conscience de notre camp social. Il y ajoute une brève analyse du rôle des réformistes « antilibéraux », celui de canalisateurs de la révolte, distillant des illusions sur l'État et même sur le capitalisme, freinant la réémergence d'une conscience de classe. Il nous appelle néanmoins à différencier les gauches antilibérale et sociale-libérale. J'y reviendrais.

## Reconstruire la conscience de classe

Le dernier point d'accord est la définition de nos tâches : disputer la direction aux réformistes, car si les luttes ont besoin de l'unité la plus large des participants, elles ne sauraient aller aussi loin que possible en étant dirigées par ceux qui consciemment ont pour but de canaliser la nouvelle génération militante.

Reconstruire la conscience de classe, c'est partir des expériences concrètes de confrontation pour expliquer largement qu'il y a deux camps irréconciliables dans cette société. D'une part la minorité qui possède les richesses, les entreprises, les capitaux, les moyens d'information, l'appareil d'État, c'est-à-dire les moyens de faire des lois et d'envoyer son bras armé contre notre camp. Le nôtre est celui de ceux qui n'ont rien à perdre, ou si peu, dans ce système.

Ce discours s'oppose à celui des antilibéraux « inconséquents », ou réformistes, qui diffusent une idéologie républicaine fondée sur la citoyenneté et conçoivent, au mieux, la lutte des classes comme une fâcheuse conséquence du « capitalisme sauvage… » Alors qu'elle est pour nous le moteur de l'histoire, le moyen d'aller vers une autre société.

## Qu'est-ce que le clivage réforme ou révolution ?

La conclusion n'est pas de dire que notre opposition avec les réformistes antilibéraux se situe sur le seul terrain du débat idéologique. Certes, la confrontation des programmes que propose Sofiane est nécessaire. Les forums sociaux, états généraux ou autres formes de débats publics sont des lieux intéressants. À ceux de nos sympathisants qui peuvent être attirés par les solutions anti-libérales, il est nécessaire de montrer les limites intrinsèques de ce courant, de polémiquer avec ses représentants, et non de distiller la moindre illusion. Mais à qui nous adressons-nous ce faisant ? Alors que nous constatons toujours une faiblesse de la conscience de classe, toucher les masses ce n'est pas se borner à débattre avec des cercles dont les masses ne connaissent pas plus le programme que le nôtre.

Sofiane fait référence à une sorte d'« âge d'or » du mouvement ouvrier où le clivage réforme – révolution mettait en débat la classe ouvrière et la jeunesse. Il me semble que cela tient du mythe. Certes, à l'époque où les partis ouvriers rassemblaient des centaines de milliers de travailleurs, il existait un modèle de société alternative populaire et une conscience de classe large. Mais de là à dire que le débat idéologique et stratégique faisait rage, il y a un pas que je ne franchirais pas. Même pendant la Révolution russe ou lors du congrès de Tours en 1920, lors de la scission entre PS réformiste et PCF révolutionnaire, les débats tournaient plus sur la légitimité de la révolution en cours, la tactique immédiate et non sur la stratégie de fond.

Lorsque l'on parle de l'actualité du clivage réforme – révolution, il faudrait en fait préciser clivage réformistes – révolutionnaires. Les camarades de la PF X, partisans d'un regroupement sans base révolutionnaire, pensent que cela permettrait dans un premier temps de reconstruire la conscience de classes. Si cela se fait en plus, comme le dit Sofiane, sur une base anticapitaliste, voire socialiste, je m'y joins tout de suite ! Mais qui sont les partenaires ? Le front unique ouvrier est un élément de la stratégie qui permet de mettre en mouvement notre camp social et d'avoir une confrontation sur le terrain avec les réformistes, afin de gagner des individus à nos idées et de disputer la direction. Le faire de manière permanente dans le cadre d'un syndicat, c'est-à-dire de l'instrument de la classe et donc de ce qui mesure et alimente la conscience, c'est parfait. Mais le faire dans le cadre d'une organisation politique qui pose la question du pouvoir et de la stratégie est plus problématique : quelles possibilités de prendre des initiatives ? De lancer des dynamiques militantes alors que nous serons forcément enlisés dans des débats de fond à chaque problème (par exemple, de nouvelles révoltes en banlieue, la guerre au Liban…) ?

## Quelles délimitations ?

Pour nous, la différence entre directions réformistes et révolutionnaires n'est pas qu'idéologique. Si les directions réformistes canalisent les révoltes et freinent, quand elles ne trahissent pas, les luttes, ce n'est pas parce qu'elles ont des illusions ou des désaccords de bonne foi sur comment arriver à un autre système. C'est parce que les dirigeants ne veulent pas d'un autre système, car ils ont des intérêts dans celui-ci ! C'est le cas de la direction du PS, mais aussi des Mélenchon, Buffet, Bové et autres Salesse et Autain.

Dire que l'on veut une nouvelle force pour la révolution, ce n'est pas dire que seuls ceux qui partagent la stratégie de prise du pouvoir des trotskistes, du Secrétariat unifié de la Quatrième Internationale et de leurs amis, y ont leur place. C'est dire que nous mettons un certain nombre de prérequis : pas de confiance dans l'État et ses institutions, mener les luttes jusqu'au bout, défendre la démocratie dans le mouvement social et dans le parti, placer l'intérêt de notre camp social au-dessus de tout. C'est cela une force aussi fidèle aux intérêts des travailleurs que l'UMP l'est à ceux du MEDEF, qui fait aussi peu de concessions à la bourgeoisie qu'elle ne nous en fait. Si des camarades, quels qu'ils soient, trouvent des partenaires non révolutionnaires pour s'organiser sur cette base, je reverrai peut-être ma position… En tout cas, si de tels partenaires refusent de s'organiser dans une organisation de jeunesse à la base révolutionnaire mais

sont prêts à créer une nouvelle force sur les bases ci-dessus.

Sinon, il semble évident que l'écho des idées révolutionnaires et des pratiques qui y sont liées permettent d'envisager une nouvelle force qui regroupe les courants révolutionnaires et, surtout, les jeunes qui se sont mobilisés à nos côtés ou le feront dans les mois et années à venir, sur la base de la rupture claire avec le capitalisme. Une organisation de jeunesse permet justement à ces jeunes de s'organiser aux côtés de révolutionnaires… Pensons-nous gagner plus en mieux les militants en faisant semblant d'avoir d'autres bases ?

JB (DN, Nanterre)

# Retour sur le mouvement lycéen de 2005

Souvenons-nous. En mai 2005, nous sortions d'un mouvement certes défait, mais dans lequel nous avions joué un rôle sans précédent. Les mouvements LMD et antiguerre avaient déjà été pour nous des occasions de prétendre à la direction de luttes de masse. Mais dans le mouvement lycéen, nous étions allés plus loin dans la prise en charge d'une mobilisation de A à Z (en passant par X !). Nous parlions alors de « plus grand et plus long mouvement lycéen depuis mai 68 », de rôle historique des révolutionnaires, d'émergence d'une nouvelle génération militante.

Pour beaucoup de lycéen, y compris les camarades, ce mouvement a été le premier mené. Certains avaient participé aux manifestations anti-Le Pen en 2002, antiguerre en 2003, contre la décentralisation et pour les retraites en mai-juin 2003, ou à des mouvements locaux en 2004. Mais pour eux aussi, il s'agissait de la plus grande lutte. C'est dans celle-ci que nous avons appris à nous organiser à un niveau national. Faire un premier mouvement, c'est donc apprendre, non par les récits des vieux militants mais par sa propre expérience et aussi ses propres erreurs.

Il convient ici de refaire le bilan de ce mouvement, à la lumière de celui qui l'a suivi.

## Contexte

Le 6 janvier, le ministre de l'intérieur Dominique de Villepin organise une grande opération de Police devant plus de mille deux cents établissements scolaires, mobilisant huit mille policiers. Total de cette démonstration de forces : cent une interpellations dont soixante-quinze pour « infraction à la législation contre les stupéfiants » et treize pour « port d'arme prohibé. » Il s'agit pour le ministre de montrer que lui aussi sait faire preuve de l'autoritarisme de son prédécesseur Sarkozy, mais surtout de faire un test. Alors que Fillon est prêt à publier la version définitive de son projet de loi, comment la population accueillera-t-elle le déploiement des forces de Police devant les lycées ?

Le gouvernement pressent qu'il existe des foyers de rébellion. Dans plusieurs lycées existent des mouvements locaux, notamment de Seine-Saint-Denis où neuf lycées rejoindront la manifestation du jeune RESF. Dans d'autres lycées, des mouvements sur les questions de moyens ont lieu, comme à Fontenay-sous-Bois pour la titularisation d'un professeur vacataire. Dès le mois de septembre une mobilisation s'était esquissée autour de la question des « sans-lycée. »

La loi Fillon avait été préparée par le Rapport Thélot, publié au début de l'année. Celui-ci était censé émaner du « grand débat sur l'école », qui avait eu lieu en 2003-2004. Selon Thélot, l'objectif de « 80 % d'une classe d'âge au bac » a produit une situation dans laquelle les salariés arrivant sur le marché demandent des conditions de travail et des salaires trop élevés. On lit également que les entreprises et les écoles devraient se rapprocher pour favoriser la découverte des métiers dès le collège, construire des voies de formation professionnelles en alternance et améliorer l'insertion professionnelle des jeunes. Comme avec le LMD, la LEC, le CPE et les nouvelles attaques, il y a avant tout volonté de faire baisser le coût du travail par la destruction de « l'école pour tous. »

C'est cette logique que nous avons dénoncé dès décembre avec le 4 pages « Mon lycée va craquer » : socle commun de connaissance, policiers dans les lycées et partenariats entre entreprises et établissements scolaires.

## Le rôle des JCR

Le mouvement lycéen s'est inscrit dans la continuité de nombreuses luttes contre l'offensive libérale du gouvernement Chirac-Raffarin-Sarkozy (CRS). Les lycéens des JCR ont participé pleinement à sa construction et à l'élaboration de son orientation.

Toute l'année, nous intervenons devant un certain nombre de lycées avec des tracts, des bulletins, des journaux ou des brochures. Nous cherchons à informer l'ensemble des lycéens de ce qui se passe dans la société et à convaincre de la nécessité de se battre. Ainsi, dès le début de l'année scolaire 2004-2005, nous avions travaillé sur le Rapport Thélot qui annonçait la loi Fillon. Là où des camarades sont présents, nous avons organisé des départs en manifestation au début de l'année et avons cherché à établir des contacts avec d'autres lycées mobilisés dans lesquels nous n'intervenons pas.

Dans le but de faire militer des lycéens dans des cadres plus larges que notre courant, nous avons toujours cherché à nous associer à l'ensemble des forces prêtes à se battre et, naturellement, à tous les jeunes non organisés. C'est en ce sens que nous avions commencé à établir des réseaux militants depuis longtemps, comme avec le Comité d'Action Lycéen de la région parisienne en 2004. Mais en l'absence de mouvement, il est difficile d'avoir des structures militantes strictement lycéennes permanentes.

La semaine du 17 au 21 janvier 2005 est une semaine de mobilisations. Le mardi 18, ce sont les postiers qui ouvrent la marche. Le lendemain, c'est au tour de la SNCF, d'EDF et de GDF. Le jeudi 20, ce sont les fonctionnaires et les enseignants. Dans la manifestation parisienne, de nombreux lycéens se sont joints aux cortèges de leurs professeurs ou en ont formé eux-mêmes. À Paris, les JCR présents à la manif prennent l'initiative de sillonner les cortèges pour inviter les lycéens à une AG en fin de journée.

Le 1er février, la FIDL appelle à un rassemblement devant le Ministère de l Éducation. La « coordination » qui s est formée a mobilisé largement et le simple rassemblement voulu par la FIDL se transforme en manifestation de plus de

3000 personnes dans Paris. Pour la première fois le syndicat est dépassé. Le soir même, une AG se tient à Jussieu, en présence de dirigeants de la FIDL qui tentent de se proclamer à la tête du mouvement. Cependant, leur manque de légitimité est déjà visible et l orientation qu ils proposent ne satisfait personne. Alors que c est clairement la question du Bac en contrôle continu qui est mise en avant, le syndicat s embourbe dans des mots d ordre peu clairs et peu combatifs.

Une autre manifestation est appelée le jeudi 10 février. Cette journée est un nouveau succès à Paris et en province avec plus de 100000 lycéens dans les rues. C est là que Fillon décide de faire mine de reculer sur la question du bac. Soucieuses de maintenir leur crédibilité vis-à-vis des lycéens et du Ministre à la fois, les organisations syndicales relayent l appel à une nouvelle manifestation le 15 février, tout en acceptant de négocier avec Fillon. La FIDL accepte de participer au groupe de travail sur la réforme du bac. L UNL en claque la porte mais continue à mettre en avant la question des TPE et non celle des moyens, du bac et du socle commun. Cependant, elle accepte de participer à la Coordination qui regroupe plus de quatre-vingts lycées en région parisienne. La FIDL, au contraire, quitte la coordination en se rendant compte qu elle ne peut plus la contrôler et la dénonce comme affiliée à l'extrême gauche.

Le 15 février est la journée de mobilisation nationale de toute l'éducation. Ce sont cette fois-ci plus de 150000 personnes qui défilent dans toute la France, y compris dans des villes alors en vacances ! Cependant, ce sont assez peu de professeurs et d'ATOS qui s'y joignent, sauf à un niveau local.

Les militants des JCR ont donc construit loyalement ce cadre, tout en essayant d'y proposer des perspectives claires. En effet, parce que nous intervenons dans les lycées en dehors des périodes de mouvements, nous avions déjà en tête des perspectives. De plus, grâce aux liens que nous avons avec des étudiants et des salariés, nous pouvions bénéficier de l'expérience de ces camarades et de leur aide. La tâche de l'organisation est non seulement d'être la « mémoire des luttes », c'est-à-dire d'expliquer quels ont été les points faibles et les points forts des précédents mouvements, mais aussi de se mettre au service de la lutte. Cela veut dire, par exemple, par des conseils lorsqu'ils sont sollicités ou tout simplement par des aides techniques : tirer des tracts, les distribuer, location de camions sonos pour les manifs, etc.

Bien entendu, il ne s'agit pas d'exagérer le rôle des JCR. Nous n'avons pas agi partout et le mouvement s'est tout de même généralisé. Mais ce sont nos initiatives qui ont accéléré les choses : AG de fin de manif, blocages en région parisienne suite à des discussions entre les JCR et les lycéens de Renoir (92), coordination nationale le 5 mars… Celle-ci a réuni une quarantaine de villes et régions. L'UNL y participait mais sans parvenir à contrôler les lycéens qu'elle avait fait venir de province. Au niveau des JCR, nous avons été plus efficaces ce jour-là, entraînant y compris la Fraction de LO. Mais par la suite, nous n'avons pas toujours su avoir la même cohésion nationale.

## De la grève à la grève générale

Être en grève, c'est d'abord avoir du temps libre pour préparer la mobilisation, s'occuper de tâches techniques (banderoles, tracts…). Lorsque le lycée est réellement bloqué, cela veut dire organiser tous ensemble la manif, du départ à la structuration. Cela oblige tout le monde à se positionner, non seulement les lycéens qui y participent, mais aussi le reste de la société. Les parents, souvent salariés et victimes du gouvernement ont pu voir le mouvement que menaient leurs enfants comme ce qu'ils voudraient faire eux aussi. Beaucoup ont apporté leur soutien, voire leur aide concrète, aux lycéens en lutte. Les profs qui ne font plus cours peuvent s'organiser en AG et décider de rejoindre leurs élèves. Il en va de même des personnels non enseignants, notamment les ATOS. On a d'ailleurs vu beaucoup d'entre eux rejoindre les grévistes dans la rue là où ils étaient le mieux organisés. De même, on a bien vu où se situent beaucoup de proviseurs, lorsque leur syndicat majoritaire, le SNPDEN, demandait à négocier lui aussi avec Fillon et qualifiait la Coordination lycéenne de « non représentative » et « aux modes d'action minoritaires et antidémocratiques. » Cette expérience a été celle qu'en faisant grève, on suscite donc des confrontations claires.

L'idée de la nécessité de la convergence est arrivée ainsi. La Coordination lycéenne a eu très tôt le souci de la convergence, d'abord dans le monde de l'éducation, puis avec l'ensemble des salariés. Cela a été aussi la cause de heurts et de frustrations. Les lycéens n'ont ni le poids des défaites, ni celui des bureaucraties syndicales, ni celui des retenues de salaire. Au début de l'année 2004-2005, beaucoup de secteurs étaient prêts à partir en grève, mais attendaient qu'un autre commence. Les lycéens n'ont pas eu à se poser ce genre de questions et sont donc partis. La manif du 10 mars, avec un million de salariés en grève a été un premier succès. D'ailleurs, on se souvient que c'est le lendemain qu'est apparu le premier sondage donnant le NON gagnant au référendum sur la Constitution européenne. Aussi, le mouvement lycéen a-t-il donné confiance à beaucoup de travailleurs et rien que cet impact sur la société était une réussite. Mais pour beaucoup, le fait que les salariés et les étudiants ne rejoignent pas le mouvement a mal été vécu. Un certain gauchisme s'est développé et ressenti.

## Être structurés, coordonnés et organisés démocratiquement

Les syndicats lycéens, du point de vue national car il existe des contre-exemples locaux, sont des coquilles vides sans pouvoir réel. Nous avons cependant sous-estimé leur poids et leur capacité à faire retomber la massivité. La Coordination a permis d'avoir une direction émanant de la base et indépendante du gouvernement ou de ses appareils. C'est grâce à elle que l'on a pu échanger des expériences, telles que les blocages, trouver une cohérence nationale, faire progresser le mouvement qualitativement et quantitativement.

Cependant, il ne faut pas non plus s'extasier sur la Coordination. Elle n'a pas eu un fonctionnement parfait et a eu un certain nombre de manques qu'il s'agit de reconnaître et de comprendre pour ne pas refaire les mêmes erreurs.

La question des mandats, d'abord, a été peu prise en compte. Pour beaucoup, l'idéal était un fonctionnement horizontal sans direction. Cela a amené à des dérives substitutives, les « meneurs » ne mettant pas les pieds dans leurs bahuts à partir du mois de mars. Le blocage a été un moyen de redynamiser : non seulement il faut être présent sur son lycée et l'on entraîne les élèves, mais en plus cela a donné plus de

visibilité alors que les manifs étaient désertées. Ce qui a manqué, c'est une meilleure articulation entre blocage et manifs. Il y a eu deux phases dans le mouvement et non coexistence de ces deux actions complémentaires. Cela montre aussi un manque de la Coordination.

Le 8 mars est un succès national, notamment à Toulouse. Il s'agit de la mobilisation la plus forte de tout le mouvement avec plus de 200 000 personnes dans la rue. Cependant, à Paris, elle est peu massive et est très perturbée par les agressions. Ces incidents, que l'on retrouvera un an plus tard, sont révélateurs d'un problème dans la jeunesse. Par ailleurs, l'ampleur et les dégâts que cela a faits au mouvement témoignent d'un essoufflement après les vacances, dû à celles-ci, au semblant de retrait sur la question du bac et au premier vote de la loi. C'est aussi un manque de structuration des cortèges et des SO à la base qui a permis une telle perméabilité. Mais au-delà, ils sont des coups portés au mouvement à Paris, avec des répercussions nationales. Le fait que la FIDL et l'UNL ont quitté le mouvement à ce moment a eu pour conséquence la démassification.

La structuration nationale a également été difficile. Pour beaucoup de personnes de province, les Coordinations ont été mal vécues tant la présence parisienne était pesante. Cela a dissuadé plusieurs villes de se rendre régulièrement aux Coordinations. La Coordination ne représentait pas l'ensemble des villes et des lycées et donc l'hétérogénéité du mouvement, tant en matière d'orientation que de niveau de développement de la lutte.

Cela s'est aussi traduit par un certain éparpillement. En effet, si la plate-forme de revendication devenait extrêmement longue, il manquait des perspectives et des échéances claires. Seule la journée du 7 avril a été un succès avec 480 lycées bloqués. Il faut ajouter à son crédit la journée du 2 avril, manif de l'éducation nationale à Paris un samedi, où la Coordination n'a eu aucune difficulté à se placer devant l'UNL et la FIDL, en bloquant ses camions et en rassemblant l'immense majorité des lycéens présents.

## Sectarisme et actions minoritaires

Nous avons toujours argumenté pour que la coordination soit la structure qui rassemble tout le monde, indépendamment des appartenances syndicales ou organisationnelles. De la même manière, son orientation doit être celle des lycéens et non des militants les plus motivés ou les plus radicaux. Leur tâche à eux doit être de construire le mouvement dans leurs lycées et de convaincre la majorité de rejoindre la lutte.

Il faut pour cela préparer des actions qui rassemblent la majorité. Cela ne veut pas dire que toutes les actions minoritaires ou « coup-de-poing » sont à rejeter. Ainsi, le blocage du Viaduc de Millau par les lycéens ou d'autres actions de « péages gratuits » sont exemplaires, car elles permettent de populariser le mouvement, de gêner le gouvernement et d'avoir une action politique collective. De même, les blocages de lycées ont parfois été organisés à l'initiative d'un noyau militant, avant d'être votés par la majorité des lycéens. Mais les actions minoritaires doivent servir à préparer l'action majoritaire qu'est la manifestation. Elles doivent servir à ceux qui ne se sont pas encore mobilisés pour le faire. C'est pourquoi des actions qui empêchent de préparer les manifestations ou s'y substituent sont des erreurs à éviter.

Tout n'est pas si simple et mérite d'être analysé au cas par cas, mais, par exemple, l'action d'occupation de l'annexe du Ministère de l'Éducation le 20 avril à Paris a eu en cela plusieurs effets néfastes. D'abord, aucun lycée n'a été mobilisé pour y participer. Ce ne sont donc que des animateurs de la Coordination qui y étaient présents. De plus, une manifestation avait lieu le lendemain. Avec le placement de 165 militants actifs en garde-à-vue, ce sont autant de personnes capables de mobiliser leurs lycées qui en ont été empêchées, la plupart des interpellés n'étant sortis que le 21 dans la journée ou le 22. Enfin, avec la répression et même la mise en examen de neuf personnes, c'est un coup au moral que s'est pris le mouvement… En même à plus long terme puisque neuf autres personnes ont été ajoutées en juin 2006 ! Certes cette action a permis de rappeler que le mouvement existait encore et de développer une solidarité avec des organisations syndicales et associatives. Mais ce sont finalement peu d'avantages comparé aux inconvénients suscités.

La lutte contre la répression, avec au moins une quarantaine d'affaires (à l'heure actuelle il reste un procès en appel en février et les dix-huit mises en examen de l'annexe, toujours en attente d'un procès), a été à peu près prise en charge… Il est vrai que par rapport à celle de novembre et du printemps suivants, ce n'était que peu de choses.

## Construction

Déjà, après le mouvement, nous remarquions le différentiel entre notre poids réel et ce que nous pesons dans les luttes. Et déjà, après le mouvement lycéen, nous avons eu du mal à gagner à notre organisation des militants du mouvement, y compris ceux qui avaient été les plus proches de nous. La sortie d'une brochure de qualité, bien vendue lors de diverses échéances, nous a fait apparaître comme ceux qui avaient des bilans sérieux à tirer et des perspectives concrètes à avancer. Pourtant, il n'y a pas eu assez de discussions individuelles avec les sympathisants sur ce que nous y avancions. Pire, nous avons perdu plusieurs camarades ou sympathisants proches, qui du fait de la perte d'une base militante, mais aussi d'un manque d'implication collective, ont cessé de militer ou rejoint des courants gauchistes, voire autonomes.

Mais le fait d'avoir conservé des réseaux, d'avoir maintenu une activité, d'avoir eu une politique volontariste d'apparition a été positif pour la suite. C'est aussi pour cela que l'intervention lycéenne doit rester, ou devenir réellement, une priorité de l'organisation, de même que l'implication des lycéens dans les cercles et les sections.

JB (DN, Nanterre)

# Motion répression

La répression qu'ont connue les mouvements sociaux ces dernières années, notamment les trois grands mouvements de la jeunesse, est extrêmement grave. Elle touche notamment des camarades de l'organisation et d'autres qui en sont proches. Quelles que soient ses victimes, nous en sommes solidaires car une attaque contre le mouvement social est une attaque contre nous-mêmes.

Pour les révolutionnaires, il est normal que l'État accroisse ses fonctions de base, défense et répression, dans une période où les tensions entre les classes augmentent.

De la même manière, il est normal de chercher à répondre à cela.

## Il reste néanmoins difficile de riposter.

D'une part, il existe une offensive idéologique qui tend à faire accepter aux travailleurs et, dans une moindre mesure, à la jeunesse les mesures répressives et sécuritaires. Ainsi, demander l'amnistie pour les révoltés de novembre 2005 et même pour tous ceux qui ont lutté contre le CPE n'est pas évident.

D'autre part, faute d'une amnistie générale, nous défendons les réprimés au cas par cas. Or, cela n'est pas évident lorsque l'on ne les connaît pas. Cela est particulièrement vrai pour les révoltés de novembre, mais aussi pour une partie des militants anti-CPE.

Enfin, les collectifs de lutte contre la répression sont animés par peu de monde. Ils n'ont pas un poids énorme et il est difficile de faire qu'il s'occupe de tous les cas de répression. Ainsi peut-on voir les mêmes militants dans un collectif contre la répression du mouvement lycéen, un autre pour les révoltés de novembre, un troisième pour le printemps 2006 et encore un autre contre les lois sécuritaires.

Il n'y a pas de solution miracle. Néanmoins, nous pouvons nous fixer plusieurs tâches :

- Avancer la question de la répression et de l'amnistie, en lien avec les lois liberticides et la criminalisation de la jeunesse, dans RED, dans nos tracts et dans la campagne de 2007.

- Lancer des initiatives locales pour les cas de répression que nous connaissons, lors d'un procès par exemple.

- Prendre l'initiative de collectifs contre toutes les formes de répression et pour l'amnistie, capables de mobiliser pour des échéances précises mais aussi de faire se positionner d'autres forces. L'organisation de meetings sur la question est une manière de populariser le sujet et de faire le lien entre les différents mouvements. L'appel « La révolte n'est pas un crime » adopté par la DN et publié dans le RED 74 peut être une base ou inspirer ces collectifs. Il peut aussi servir à en coordonner plusieurs.

- Il est nécessaire d'avoir une réflexion pour les années et les mouvements à venir. Cela peut passer par un appel aux autres organisations qui se positionnent pour l'amnistie pour tous et un travail avec les collectifs de type assistance juridique en amont des mouvements. Cela veut dire aussi poser la question de la répression des mouvements antérieurs dans ceux qui auront lieu dans le futur et batailler pour que l'amnistie soit dans les plateformes de revendications.

Nous sommes dans un combat de longue haleine. Le rapport de force nous est défavorable sur cette question. Cependant, nous ne pouvons reculer face à l'ampleur de la tâche, car cette question est en fait celle de l'avenir des luttes et de la nouvelle génération militante.

JB (DN, Nanterre)

# Une plateforme X pour quoi faire ?

À l'heure actuelle, et avant d'avoir eu la chance de pouvoir enfin lire leur texte complet, j'ai du mal à voir ce que veulent les camarades qui ont initié la plateforme X et ce qu'ils proposent concrètement comme politique pour les JCR-RED. D'où ces quelques réflexions…

## Clarifier les désaccords, on a déjà donné. Et sans rien écrire cette fois ?

Les camarades expliquent dans toutes les réunions que le congrès doit avant tout servir à clarifier les désaccords. Ils oublient l'aspect à mon avis le plus important : un congrès sert certes à clarifier les désaccords, mais également à essayer de les surmonter afin de pouvoir rassembler sur (au moins) quelques points clés qui permettront d'unir l'organisation et de la mettre en ordre de bataille, afin qu'elle soit utile à notre classe.

Par ailleurs, nous sommes plusieurs militants à garder un mauvais souvenir de la dernière fois qu'on nous avait vanté les « mérites » d'un congrès pour clarifier les désaccords ; c'était au dernier congrès national, en 2004, où les débats avaient presque uniquement porté sur nos divergences concernant Agir Contre la Guerre. Je souhaite que tous les « vieux » qui ont participé à ce grand moment « folklorique » tirent les bilans de cette expérience, que ce soit pour l'organisation entière ou même pour leurs intérêts de plateforme. Et que ces leçons nous servent à ne pas avoir un congrès centré uniquement sur ce qu'on fait dans l'Unef ou les collectifs antilibéraux de manière ultra-abstraite.

À l'heure actuelle (on n'est jamais qu'à dix jours des premiers congrès locaux…), les camarades de la plateforme X (PF X) n'ont pas de texte rédigé à nous proposer. C'est original pour clarifier les désaccords. Et pas très sérieux, sachant que pour que le congrès se déroule correctement du point de vue des débats, les textes auraient dû être validés par la DN il y a un mois et demi.

Aujourd'hui 8 novembre (au matin, précisons), on ne dispose que de ceci :

« Préambule : Nos bases d'accord avec la majorité des JCR
I- Période : polarisation-recomposition
II- Regroupement comme stratégie
a) Accumulation : cadres de lutte larges et massifs
b) Alternative politique : moteur pour développer les cadres de lutte
c) Courant révolutionnaire indépendant : combat organisé dans a) et b)

III- Concrètement
a) Syndicalisme, antiguerre, RUSF, évènements politiques larges (FSU, etc.) :
Toujours à Action/Elargissement
b) Collectifs pour une alternative au libéralisme
c) Orga révolutionnaire. (audience par stratégie concrète et marxisme vivant, unification à CNJ) »

Disons-le tout net : c'est un peu court. Et juste un peu vague. Quand on sait en plus que la rédaction de ce « pavé » nous a privés de la participation des camarades à plus de la moitié des travaux de la dernière direction nationale, on se dit que c'est un peu irresponsable. Vouloir voter un plan aussi peu détaillé est à la limite de la décence. En étant un peu polémique on se laisserait aller jusqu'à évoquer du foutage de gueule.

## Marxisme vivant, avec bases marxistes ?

Pour autant, il serait regrettable que cette volonté si prégnante de clarifier les désaccords nous empêche de débattre.

Les camarades de la PF X partent du constat, qui me semble juste, que le niveau de conscience moyen actuel dans la jeunesse et chez les travailleurs est l'opposition au libéralisme. Ils en déduisent, via une analyse triomphaliste qui gomme les défaites – qui existent pourtant - de nombreuses luttes, que les dynamiques de la période vont faire que le mouvement va résoudre lui-même ses contradictions, vers toujours plus de radicalité.

Lors du dernier congrès, Cédric et Ambre signalent un texte expliquant le choix de leur terme pour qualifier le mouvement altermondialiste : « Le terme "anticapitaliste" ne qualifie pas les bases politiques de telle ou telle composante participant au mouvement, mais prend en compte la dimension dialectique de l'ensemble impliqué dans une dynamique de confrontation au système qui le fait tendre vers la remise en cause globale de ce dernier. » Autrement dit – si je comprends bien – mouvement anticapitaliste signifie en réalité mouvement antilibéral potentiellement anticapitaliste et/ou mouvement antilibéral à dynamique anticapitaliste.

Une telle dynamique est-elle cependant certaine, ou seulement possible ? Les camarades Cédric et Ambre, tout comme Marie, Sarah et Rodolphe dans leur texte du BD n° 2, ne répondent pas à cette question. Mais implicitement, leurs raisonnements ainsi que le choix même des termes employés suggèrent l'existence d'un processus objectif inexorable.

Le problème est qu'analyser de cette façon les mouvements et mobilisations antilibéraux (terme bien plus adapté selon moi que « anticapitaliste ») s'exprimant dans les forums sociaux, les mobilisations antiguerre, etc., conduit à oublier ou en tout cas à trop relativiser l'existence, à côté de l'antilibéralisme d'en bas essentiellement progressiste, d'un antilibéralisme d'en haut (Buffet, Mélenchon, Salesse…) qui sur le plan de son orientation politique est foncièrement rétrograde puisqu'il promeut une idéologie de collaboration de classe et distille les illusions sur l'État bourgeois.

Sur le plan de l'orientation, cette relativisation excessive conduit à sous-estimer la nécessité de la lutte politique (sur tous les plans : depuis l'orientation quotidienne dans les mobilisations jusqu'au combat idéologique) contre les tenants de l'antilibéralisme d'en haut, sur la base d'une surestimation des dynamiques à l'œuvre, d'une confiance excessive dans les vertus du « mouvement » en lui-même. C'est ce qu'on appelle couramment en langage trotskiste le « mouvementisme ». Celui-ci donne généralement lieu à des formes d'adaptation aux appareils et directions réformistes, s'ils sont assimilés au mouvement par en bas.

L'antilibéralisme des jeunes et des travailleurs est donc, à mon avis, seulement potentiellement anticapitaliste, et il n'y a pas d'automatisme dans la transformation du mouvement antilibéral en mouvement « anticapitaliste » (qui veut renverser le capitalisme). Penser qu'aujourd'hui les résistances, parce qu'elles s'opposent au libéralisme, vont devenir mécaniquement anticapitalistes est à mon sens assez peu marxiste.

Pour faire faire ce saut au mouvement, il faudrait se donner une politique pour : c'est-à-dire lutter pour garantir son indépendance de classe, non seulement vis-à-vis des sociaux-libéraux mais aussi vis-à-vis de tous les courants réformistes organisés qui prônent des réformes keynésiennes.

Pour déborder les bureaucraties qui avancent ce genre de politique illusoire, et dans le même temps poser les jalons d'un monde qui aura changé de bases, il faut insister sur la place centrale de l'autoorganisation, donc concrètement, défendre des cortèges unitaires contre la volonté bureaucratique de faire des cortèges Unef…

## Stratégie concrète pour auditeurs bien disposés !

Au lieu de cela, les camarades défendent la perspective d'un « regroupement ». Terme qui suppose de s'unifier avec des courants qui, dans les luttes, défendent strictement l'opposé de ce qu'il faut pour qu'elles se massifient et se radicalisent, gagnent et continuent en se généralisant.

À vrai dire, toutes ces belles réflexions nous laissent sur notre faim en ce qui concerne les propositions concrètes. Le plan du texte PF X semble ne pas aborder toutes les questions, il n'analysera sans doute pas la situation politique française dans sa spécificité et replacée dans le contexte mondial, il ne traitera pas de l'ensemble de nos interventions (LGBT, répression…). Rien que pour cela, il sera nécessaire, si on veut armer l'organisation sur tous les terrains, de voter le texte proposé par la plateforme Z.

C'est dommage de se contenter de dissertations stratégiques fort intéressantes mais avec aussi peu d'implications concrètes (en tout cas explicitées). Il faut parfois s'accrocher et être bien disposé pour comprendre ce qu'écrivent (lorsqu'ils le font…) les camarades. Dommage pour

une organisation de jeunesse dont l'une des caractéristiques est d'être tournée vers l'action.

Et pourquoi refuser de voter (à la DN) les parties du texte proposé par la plateforme Z qui font accord alors que probablement le texte de la PF X ne les traitera même pas ?

## Rompre avec les logiques de fraction

Il semblerait que les camarades aient eu du mal à se mettre d'accord. Il y a moins d'une semaine, ils ne savaient pas encore s'ils faisaient une plateforme ensemble.

Ce qui est logique au vu des désaccords, pour le coup très concrets – à quoi sert de se mettre d'accord sur un texte théorique si on n'est pas d'accord dans la pratique ? -, et qui sont importants :

- que faire en ce qui concerne le syndicalisme, déjà dans quelle structure ? se confronte-t-on frontalement à la majorité de l'Unef, non pour se faire plaisir mais parce qu'on juge que c'est une obligation si on veut faire gagner les luttes ? Et dans ce cadre, que pense la PF X du bilan de l'organisation dans son intervention dans le mouvement anti-CPE ?

- quelle orientation porter dans le mouvement antiguerre, fait-on de la lutte contre l'impérialisme français une priorité ? N'est-ce pas nécessaire pour combattre le racisme postcolonial de façon conséquente ?

- quelle perspective organisationnelle pour structurer l'intervention de notre courant politique dans la jeunesse ? Les JCR-RED ? Leur disparition au sein de la LCR ? Un truc entre les deux ?

Au vu des divergences au sein de cette plateforme – et qui sont presque aussi fortes qu'au sein des JCR dans leur globalité - , et de son absence de réponse à des questions cruciales pour l'activité d'une orga de jeunesse, un doute m'assaille : cette plateforme X se justifie-t-elle uniquement par la reconnaissance de ses initiateurs dans une tendance minoritaire de la LCR (la plateforme 4) ou a-t-elle d'autres bases ?

Je souhaite réellement être rassuré, car ce ne serait ni sain ni productif de faire une plateforme dans un congrès des JCR-RED pour faire comme à la Ligue.

J'espère que le futur texte de la PF X dissipera mes doutes en me prouvant que les camarades s'unissent sur la base de réelles convergences politiques, qui ont des conséquences concrètes qui intéressent l'organisation de jeunesse.

Sofiane, [Jussieu], le 8/11

# De vraies campagnes pour peser réellement sur la situation

Dans notre organisation, nous avons parfois le défaut d'appeler « campagne » ce qui est simplement une intervention régulière et/ou longue par sa durée.

Cela occulte un peu le fait qu'une campagne réelle doit être un investissement de toute l'organisation sur une durée déterminée, et ce dans tous les cadres que nous construisons et dans toutes nos interventions.

Il ne s'agit évidemment pas de dire que nous ne faisons rien d'autre que ces campagnes, mais avoir des priorités est une nécessité si on veut peser réellement sur la situation malgré notre taille réduite.

Les JCR-RED ne sont pas une organisation qui applique le centralisme démocratique, et les sections locales (les sections, pas les cercles…) disposent d'une large autonomie dans la politique qu'elles mènent. Ce qui est tout à fait juste : l'écologie est logiquement une priorité dans les régions où ont régulièrement lieu des marées noires, méfaits du capitalisme et de la course à la rentabilité (Bretagne…) ou dans lesquelles la lutte concrète contre les OGM est très développée (grand sud-ouest). De même, une campagne anti-sécuritaire sera plus pertinente à Orléans qu'à Paris, en fonction aussi de la politique de la municipalité.

Toutefois, il est bon également de décider que sur une période donnée, l'ensemble de l'organisation va taper sur le même clou afin de l'enfoncer plus profondément…

Pour prendre un exemple concret, imaginons qu'un jour nous décidions de faire des luttes LGBT une priorité réelle et, dans ce cadre, d'y consacrer une campagne.

Imaginons que le but de cette campagne (oui, car il est inutile de vouloir mener une campagne sans objectif politique) soit de faire apparaître un pôle combatif, de lutte, dans le mouvement LGBT et de le « matérialiser » dans la marche des fiertés LGBT en juin.

Il faudrait alors :

1. Y consacrer une bonne partie de notre matériel habituel (A4 hebdo, bulletins lycéens, JT, etc.).

2. Rendre les questions LGBT plus visibles dans notre apparition quotidienne (tables hebdomadaires…)

3. Œuvrer à l'unité la plus large de toutes les forces qui sont susceptibles de s'investir dans la démarche (orgas de gauche et d'extrême-gauche, syndicats, associations LGBT et mouvements de type « antilibéraux » - ATTAC, collectifs locaux…-).

Par en haut, en étant à l'initiative de réunions nationales, et par en bas bien sûr, localement en allant « démarcher » les partenaires potentiels. Créer des collectifs locaux de réflexion et d'action sur les questions LGBT, avec l'objectif d'une réunion publique unitaire.

4. Consacrer une partie importante à ces questions dans notre investissement syndical (ce qui suppose mener le débat en réunion de tendance avant de l'avoir en collectif d'AGE)

5. Consacrer un dossier complet de RED à l'objet de notre campagne, avec des articles de fond et des échos de l'activité concrète ;

6. Sortir du matériel (4 pages, autocollants, brochure ?) adapté et s'assurer de sa disponibilité dans l'ensemble de l'organisation

7. Faire un cercle ouvert au moins sur la question.

Évidemment donc, si lors de cette campagne d'autres luttes se déclenchent, il ne faut pas s'en couper. Imaginons par exemple qu'une mobilisation antiraciste se développe ; nous y participerons bien sûr,

mais on pourrait également alors rechercher les convergences avec d'autres forces, dans un cadre de front unique plus restreint, pour faire les liens entre ces différentes luttes. Dans le cadre de cet exemple de campagne LGBT et de l'apparition d'une lutte antiraciste, il serait par exemple juste à mon avis d'essayer de trouver des convergences avec les Panthères Roses - qui font elles-mêmes le lien entre discriminations racistes (et particulièrement islamophobes) et les discriminations normatives qu'elles subissent - et d'essayer de rédiger un tract commun signé JCR-Panthères pour faire le lien entre ces luttes (ce qui ne nous interdit nullement de continuer à développer notre point de vue qui ira forcément plus loin dans du matériel propre).

Nous devons progresser et sortir d'un certain amateurisme. Il est nécessaire de se donner des objectifs politiques précis, chiffres à l'appui (en terme de recrutement mais pas seulement).

Bien entendu, cela nécessite de vouloir surmonter les désaccords internes (et pas seulement de les clarifier) afin de mettre l'ensemble de l'orga en ordre de bataille, ne serait-ce (pour les camarades opposants ou sceptiques sur la campagne décidée – j'ai pris là l'exemple LGBT mais cela se pose sur toutes les autres questions susceptibles de faire l'objet de campagne -) que pour tirer des bilans ensuite collectivement et non des bilans impressionnistes selon l'activité réelle qu'on a menée ou refusé de mener.

Sofiane, Jussieu

# [ Pour une intervention écologiste

## 1. La situation aujourd'hui

### a) Pourquoi l'écologie ?

Aujourd'hui, on entend partout que la « planète » est en danger, que l'homme détruit l'environnement, ou que les autres espèces végétales et animales sont menacées. Des campagnes sont menées pour sauver les pandas de Chine, ou pour replanter des petites fleurs en voie de disparition. Ce n'est pas notre combat.

Il ne faut pas confondre l'écologie qui veut améliorer notre confort, et l'écologie qui vise à préserver nos conditions de vie. Des glaciations et des réchauffements ont déjà eu lieu à l'échelle de la Terre. De nombreuses espèces ont disparu, et ont laissé la place à d'autres : les mammifères, par exemple, ont pu se développer suite à l'extinction des dinosaures. Ces changements ne sont pas des fatalités, la planète saura toujours se « sauver » elle-même. Ce que nous devons préserver, ce sont les conditions de température de l'air, de qualité de l'eau, etc. qui nous permettent de vivre, c'est notre « niche écologique ».

### b) Les problèmes qui se posent

Aujourd'hui, le développement industriel pose plusieurs problèmes qui détruisent ces conditions dont nous avons besoin pour respirer, boire, manger. Trois exemples illustrent bien la situation.

L'énergie nucléaire présente des risques au niveau de l'exploitation : l'explosion d'une centrale nucléaire, comme ce qui s'est passé à Tchernobyl en 1986, peut causer la mort de plusieurs milliers de personnes et ravager une région entière pour plusieurs dizaines d'années. De plus, cette technique produit des tonnes de déchets radioactifs très nocifs pour l'être humain, dont on ne sait pas quoi faire. La plupart de ces déchets sont enfouis, mais on ne connaît pas les risques à long terme pour l'environnement.

Un deuxième exemple peut être le cas de pollution de certaines régions par les rejets nocifs des industries dans les rivières ou par l'infiltration des produits chimiques utilisés par l'agriculture (pesticides ou problème des nitrates). Dans ce cas, les nappes profondes peuvent être contaminées, et c'est l'eau de toute une région qui n'est plus potable, et qui entraîne parfois l'empoisonnement des habitants.

Enfin, on peut citer l'exemple des OGM, dont on ne connaît pas, là encore, les effets à long terme. Ce sont des plantes modifiées génétiquement pour être résistantes à un herbicide (type Roundup) qui, habituellement, détruit tout. On sait déja que la culture d'OGM en plein champ est responsable de la contamination des champs voisins : les OGM, plus résistants, s'imposent face aux autres cultures suivant le principe de la sélection naturelle. Par ailleurs, il est démontré que le gène qui rend ces plantes résistantes aux herbicides peut se transmettre aux « mauvaises » herbes, les rendant, elles aussi, plus résistantes.

### c) Le vrai responsable : le capitalisme !

Ces trois exemples montrent que dans la société capitaliste, c'est le fait que la recherche du profit prime sur le reste qui entraîne les problèmes liés à l'écologie. Dans cette optique, les considérations environnementales, la préservation de l'écosystème dans les pays ou les régions pauvres n'ont pas leur place. Il est bien plus coûteux d'utiliser plusieurs herbicides pour chaque mauvaise herbe que d'en utiliser un seul qui élimine tout sauf la plante que l'on a rendue résistante et il est beaucoup plus rentable de créer des semences stériles que l'on revend chaque année aux agriculteurs.

À l'échelle mondiale, on voit bien que la recherche de rentabilité se fait au détriment de l'environnement des plus pauvres : les pays riches peuvent, après le paiement d'un « droit de polluer » enfouir leurs déchets nucléaires au large des pays pauvres ou même à l'intérieur de leurs terres. Et quand une usine chimique explose comme à Bhopal (Inde) et ravage toute une région, personne ne cherche à faire payer les vrais pollueurs. Enfin, avec la privatisation probable d'EDF se pose la question de l'élévation d'éléments vitaux au rang de marchandises. L'eau, et pourquoi pas l'air, pourrait bien devenir, eux aussi, des ressources payantes liées aux fluctuations du Marché…

## 2. L'écologie et le socialisme

### a) Les luttes actuelles et les organisations écologistes

Des luttes ont lieu actuellement autour de thèmes écologistes. Mobilisation contre le projet de réacteur nucléaire EPR, faucheurs d'OGM, pour la protection de notre environnement, etc. Ces luttes, bien que faibles, ont un fort écho médiatique et auprès de la population.

L'argumentation développée par les associations et partis écologistes réformistes ou réactionnaires, ainsi que la propagande de l'état, cherche plus à culpabiliser la population sur ses pratiques quotidiennes (tri des déchets, baisse de la consommation en eau et en énergie, etc.), qu'à s'attaquer aux problèmes de fond : les grandes industries qui polluent beaucoup plus alors qu'elles ont les moyens de ne pas le faire.

Une spécificité du mouvement écologiste est son caractère interclasse. En effet, la protection de l'environnement concerne à une échelle similaire les différentes classes sociales, même si les couches populaires en subissent plus les conséquences. Le rôle des révolutionnaires sera ici de recentrer le débat sur le fond des problèmes.

Aujourd'hui les JCR ont du mal à s'impliquer réellement dans les luttes écologistes. Pourtant, une large partie de la jeunesse se sent très concernée par ces questions écologistes. Il est important pour nous de ne pas laisser le monopole du combat écologiste aux réformistes et de nous impliquer à part entière dans ces luttes.

## b) L'écologie comme revendication transitoire

Dans le mouvement écologiste, comme partout ailleurs, il y a trois orientations qui s'affrontent : les réformistes, les réactionnaires et les révolutionnaires.

Les réformistes, comme dit ci-dessus, ne s'attaquent pas au fond du problème et se contentent de mesurettes environnementales pour sauver « les petits oiseaux et les fleurs » en cherchant à nous culpabiliser.

En croyant s'attaquer au fond du problème (qui pour eux est la croissance), les partisans de la décroissance agissent comme si les torts étaient partagés et que notre société n'était pas en accord avec son environnement à cause de nous. La seule solution serait un retour à un mode de production moins avancé. C'est une politique réactionnaire : c'est bien le mode de production capitaliste qui détruit notre environnement, mais pas notre mode de vie, et revenir à l'âge de pierre n'améliorera pas notre qualité de vie.

Pour nous, le mouvement écologiste représente un terrain favorable à plusieurs points de vue. D'abord car il fait partie des combats qui peuvent radicaliser la jeunesse : les faucheurs d'OGM ou ceux qui arrêtent les convois nucléaires s'exposent à une forte répression. Ensuite, parce qu'il est aisé pour nous d'expliquer que le problème ne vient pas de notre mode de vie individuel mais de la société en général… et que dans cette société-là, pas d'écologie possible. C'est dans ce sens que les luttes pour l'écologie ont une valeur de lutte pour des revendications transitoires.

Dans le mouvement écologiste, entre la politique réformiste qui consiste à aménager le système actuel pour retarder l'heure de l'explosion et la politique révolutionnaire qui vise à faire table rase et construire une société écologiste, nous devons choisir la politique révolutionnaire, et si nous la défendons sérieusement, il est fort possible qu'une large partie du mouvement écologiste nous rejoigne.

## c) L'écologie dans la société socialiste

Aujourd'hui, il existe des alternatives aux techniques polluantes utilisées par les industries et aux méthodes de production d'énergie : géothermie, énergie éolienne, projet Négawatt, etc. Mais ces solutions alternatives sont beaucoup trop coûteuses pour être utilisées dans cette société. Elles imposent donc un changement radical de la société… la révolution.

Les projections sur ce que sera la société socialiste sont toujours plutôt abstraites. Cependant, dans un monde qui ne sera pas basé sur la recherche du profit maximal, on peut imaginer quels seront les caractères de notre société au point de vue de l'écologie.

De la même manière que la gestion de l'organisation de la production sera gérée de manière collective, la gestion de notre environnement devra se faire de manière collective. Ces deux préoccupations ne doivent pas entrer en contradiction.

# Conclusion

La question de la destruction de l'environnement, en tant que niche écologique et non en tant que confort visuel, est un problème dont il faut absolument se préoccuper aujourd'hui. En effet, la gestion de la société telle qu'elle se fait par la classe dominante, en plaçant la rentabilité au premier plan, néglige la préservation de notre environnement et donc de nos conditions de vie.

Pourtant, de nombreuses luttes écologistes sont actuellement menées. Cela montre qu'une partie de la population se sent concernée, et particulièrement la jeunesse qui sera la première à subir les conséquences de cette politique.

Le problème est qu'on observe actuellement un monopole des réformistes et des réactionnaires dans les luttes écologistes. Il en résulte une vision parfois erronée des problèmes et des propositions qui ne sont pas à la hauteur des enjeux. Cette situation existe car les révolutionnaires s'impliquent trop peu dans les luttes écologistes.

Pour que les problèmes soient posés sur une bonne base, et pour ne pas laisser le terrain aux réformistes, il est important que les JCR aient une intervention écologiste plus régulière.

Pour cela, l'écologie doit être une préoccupation de toute l'organisation. Cela passe par la formation collective de tous les militants, la rédaction d'une brochure et la mise en place d'une commission écologie efficace. Ainsi, les JCR pourront être plus actifs dans les luttes écologistes et proposer une orientation alternative à celle des réformistes.

Adrien et Lisa (Jussieu)

# Une nouvelle force, oui ! Mais un « regroupement » ?

## 1) Une orientation claire

Nous sommes une organisation politique. Dans ce cadre, nous ne faisons pas que construire les luttes, même si ce sont elles qui changent réellement le rapport de forces. Un révolutionnaire n'est pas seulement un syndicaliste de lutte doublé d'un militant antiguerre, d'un féministe et d'un antiraciste…

Nous portons un projet de société, nous avons une stratégie : nous voulons que les luttes des jeunes, des travailleurs et des opprimés convergent pour une grève générale, que l'auto-organisation à la base se développe, que le pays soit ingouvernable, que les gouvernements sautent les uns après les autres, et qu'en face, dans notre camp, les AG se massifient et se radicalisent, se coordonnent aussi, deviennent contre-pouvoir puis soviets à même de renverser toute la classe dirigeante et d'établir un gouvernement des travailleurs. C'est avec cette boussole que nous construisons déjà les luttes au quotidien.

Dans les luttes d'aujourd'hui, se dessinent déjà des oppositions qui reflètent ces clivages décisifs, comme dans le mouvement anti-CPE : blocage décidé en AG ou par « référendum », démocratie ouvrière ou démocratie bourgeoise ? La grève oblige à se positionner. Par le blocage ou l'occupation, on prend possession de son lieu d'étude, alors que dans les entreprises, on prend carrément possession de l'appareil de production. C'est là que se développe le mieux la conscience, même si rien n'est simple ni automatique.

La force politique que nous devons construire doit être capable de ne pas hésiter sur des questions qui sont décisives pour les luttes, telles l'unité et l'auto-organisation, ou sur des questions ayant trait à la compréhension de la stratégie de la bourgeoisie et de la réponse à lui apporter. José Bové qui se déclare partisan de la restauration de la police de proximité n'a pas de vision, malgré la répression dont il a fait l'objet, de ce qu'est l'État, de son rôle et de celui de son bras armé. Le PCF qui soutient l'envoi de troupes françaises au Liban dans le cadre de la FINUL fait passer l'ONU pour un organisme neutre, un instrument aux mains des peuples qui peuvent en faire un bon ou un mauvais usage. Là encore, il y a erreur, ou plutôt mensonge, sur la nature de l'État.

## 2) De la révolte à la révolution

Dans les luttes de ces dernières années, et particulièrement dans le mouvement contre le CPE, nous avons réussi à convaincre de nombreux jeunes de l'essentiel de l'orientation que nous y développions : nécessité de la grève et du blocage bien sûr, mais aussi nécessité de la grève générale pour en finir avec ce gouvernement. Dans ce cadre nous avons participé activement à la politisation de larges secteurs de la jeunesse.

Nous y avons vu que la méfiance vis-à-vis de l'État bourgeois, qu'il ait la forme des institutions, de l'administration de la fac ou des CRS qui réprimaient les manifs, était nécessaire pour proposer une politique cohérente dans la riposte à construire face à la classe dirigeante.

Au vu de la situation politique, de la polarisation croissante entre les classes sociales et particulièrement la radicalisation de milliers de jeunes, illustrée par l'écho énorme qu'ont rencontré nos propositions dans les luttes - écho qui est presque « démesuré » au vu de nos effectifs militants -, une nouvelle force est nécessaire dans la jeunesse. Cette nouvelle force serait claire sur l'État et le rôle des luttes et particulièrement de l'auto-organisation. Elle se fixerait clairement l'objectif d'abattre le système capitaliste.

## 3) Différence entre nouvelle force et regroupement

Les camarades de la plateforme X surestiment les dynamiques de polarisation et de radicalisation. Ils pensent donc que, mécaniquement et inéluctablement, tous les jeunes qui s'opposent un tant soit peu au libéralisme sont révolutionnaires sans le savoir et donc qu'il faut s'allier avec eux dans une nouvelle force. « Regroupement » est le terme employé, il n'est pas neutre puisqu'il sous-entend « unification » et non pas « création. » Ce terme suppose donc qu'existent des partenaires, des courants antilibéraux, peut-être des organisations entières, avec qui s'unir.

Quels objectifs politiques pour ce type de regroupement ? Une existence pour porter quel projet de société ? L'opposition au libéralisme n'en est pas un ! Quelle politique dans les luttes, quelles pratiques ? Intenable, ou alors ce n'est pas l'activité centrale de ce « regroupement », ce qui serait tout de même un problème… Il s'agirait donc seulement d'un front unique matérialisé en force politique, alors que des désaccords vitaux sur les tâches quotidiennes persistent…

À ceci les camarades répondent que nous maintiendrons une intervention « indépendante » du courant révolutionnaire. Certes, il est indispensable de maintenir dans une nouvelle force une intervention autonome pour garantir notre viabilité et celle de la nouvelle force. Mais quelles sont les conséquences de cela selon les camarades de la PF X ? À débattre avec eux, nous en voyons au moins deux :

a) cela nous autoriserait à nous unir avec le diable et sa grand-mère dans une construction politique qui n'a pas dans son ensemble d'objectifs politiques, ou pire, où cohabiteraient des projets politiques différents et opposés : aménagement du capitalisme dans un sens non libéral, ou renversement du système entier pour aller vers une société socialiste ;

b) ce ne serait pas une nouvelle force avec les caractéristiques qui vont avec : vraie structure politique qui a une existence propre, indépendamment des tendances qui y subsisteraient, et qui peut répondre à la demande politique qui s'exprime chez un nombre croissant de jeunes. Ce serait une coalition bidon, simple front d'organisations existantes, qui ne répondrait pas aux volontés de vraie nouvelle force. C'est la différence qu'on voit poin-

dre entre « courant révolutionnaire indépendant » et « intervention autonome des révolutionnaires ».

L'idée de regroupement a été appliquée en Grande-Bretagne. On peut comparer deux organisations : RESPECT et le SSP.

RESPECT, en Angleterre et au Pays de Galles (et un peu dans le reste du Royaume-Uni), est une coalition née du mouvement antiguerre. Elle regroupe plusieurs organisations d'extrême-gauche, dont l'ISG, section de la Quatrième Internationale et le SWP, groupe dont la section française est à la LCR et anime la PF X des JCR ; on y trouve aussi des militants antiguerre, anti-impérialistes mais pas socialistes pour autant ; enfin, la dynamique s'est lancée autour de George Galloway, politicien opportuniste exclu du New Labour Party de Blair pour s'être opposé à la guerre. Le contexte britannique est très particulier : après les grandes défaites ouvrières des années 80, le mouvement social est presque anéanti. Et pour cause ! L'idée selon laquelle la grève et la lutte payent a été brisée. Le Labour Party (de Tony Blair) tient d'une main de fer les syndicats qui empêchent toute lutte d'avoir lieu. Le mouvement antiguerre a été le premier mouvement massif à échapper à la tutelle de Blair. Créer une coalition sur cette base n'est pas farfelu. Malgré ses limites floues (l'opposition à la guerre n'est pas un projet de société), RESPECT a évolué positivement. Des militants, dont l'ISG, ont mené des combats pour qu'il prenne position pour l'avortement ou sur des questions économiques de fond, alors que d'autres disaient que cela le ferait exploser. Mais alors qu'il y avait une dynamique et une ébauche de programme, ceux qui freinaient pour que les questions de fond soient posées ont empêché que RESPECT ne devienne un parti à part entière, avec un journal et un programme clair. Aujourd'hui, la structure a perdu la moitié de ses militants et de grandes tensions existent dans sa direction (qui n'est pas élue mais se renouvelle elle-même, sans tenir compte de la base militante).

En Écosse, le SSP (Scottish Socialist Party) est le regroupement de plusieurs forces politiques, principalement d'extrême-gauche, et a été rejoint par de nombreux militants qui n'appartenaient à aucune organisation avant. Les courants qui l'ont lancé ont rapidement compris que la demande politique qui s'exprimait nécessitait de mettre de côté les intérêts de boutique. Et c'est ainsi que la Scottish Socialist Alliance, front de tendances, a rapidement évolué vers la création d'un véritable parti. Alors qu'il a gagné de nombreux militants, commence une percée électorale et s'implante dans le paysage politique écossais, le SSP a connu une scission récemment. Derrière une affaire assez compliquée, les forces qui l'ont quitté, dont le SWP, estiment en fait que le SSP n'était pas assez large et que son caractère indépendantiste le rendait antipathique pour les Britanniques… Ils ont donc créé une nouvelle organisation, Solidarity, derrière Tommy Sheridan, ancien syndicaliste à l'orientation politique très limitée (notamment sur les questions de féminisme…). Et, du reste, malgré le fait que Sheridan soit lui-même un nationaliste. Comme on pouvait malheureusement s'y attendre, cette organisation est plus un « front » qu'une nouvelle force politique, ce qui est un recul par rapport à ce qui existait.

Cela illustre les points précédents : d'un côté on s'allie avec n'importe qui sans base, de l'autre, on ne répond pas aux enjeux de la situation.

La PF X nous reproche de sous-estimer les potentialités, d'avoir une vision pessimiste. Mais son orientation ne répond en fait ni aux besoins, ni aux potentialités. Quelles que soient les manières dont nous caractérisons aujourd'hui la future nouvelle force, nous sommes sur la PF Z car nous pensons que la responsabilité des révolutionnaires dans la période actuelle est de fixer des limites et des objectifs clairs. C'est le seul moyen de construire une organisation qui sera vraiment utile à la construction des luttes, à la reconstruction de la conscience de classe et à l'actualisation du projet d'une autre société.

Sofiane (DN, Jussieu) et JB
(DN, Nanterre)

# [ Bilan cercle Lille 2005 – 2006

## A- le cercle

La date officielle de création du cercle de la métropole lilloise (ML) est le 29 mai 2005. Certains camarades avaient alors pris contact avec le national des JCR. Gabriel (BN) les avait alors rencontrés un par un et le cercle s'était monté de cette manière avec notamment la préparation d'un meeting avec Olivier Besancenot pour le NON. A la rentrée de septembre 2005 le cercle comptait 6 membres. La première réunion eut lieu dans le courant de septembre. Jusqu'à fin Octobre, nous avons maintenu des réunions le plus régulièrement possible le jeudi soir mais peu voir aucune activité. Fin octobre début novembre 2005 un stage de formation eut lieu avec : impérialisme français, réforme ou révolution, discussion sur l'intervention dans la jeunesse et l'orga de jeunesse et comment mener une activité sur la ML. 4 camarades étaient présents. À partir de ce moment il y a eu un début d'activité du cercle avec notamment la diffusion du Zone Rouge (tract cosigné avec la ligue) à une voire deux stations de métro et la participation aux manifs en tant qu'orga et plus en tant que personne lambda. Les « effectifs » du cercle étaient toujours à peu près les mêmes. Le cercle a vraiment commencé à fonctionner avec les émeutes de novembre décembre. Le premier tract que nous avons tiré localement (avec les moyens du bord !) a été celui du national sur les émeutes (celui qui s'appelait : « le casseur c'est Sarkozy » !). Dès lors nous avons régulièrement participé aux actions contre l'état d'urgence etc. Les réunions de cercle se sont agrandies puisqu'à chaque fois nous faisions des cercles ouverts et au moins deux sympathisants venaient régulièrement. Vers cette période, des camarades nous ont quittés et d'autres nous ont rejoints ce qui rendait les effectifs à peu près constants avec un noyau dur de 4 personnes environ. À partir de ce moment nous avons tenu un cercle par semaine le mercredi soir.

Durant le mouvement CPE nous avons maintenu un cercle par semaine ce qui a en réalité été vraiment utile. Cela permettait de faire le bilan de l'ensemble des lieux où nous intervenions et en même temps de tracer des perspectives pour la mobilisation. Nous avons fonctionné en cercle ouvert pendant tout le mouvement

dans l'idée d'associer les sympathisants aux discussions.

À la rentrée 2006, le cercle a connu un saut aussi bien au niveau quantitatif que qualitatif. Plus de camarades sont présents et plus régulièrement et les discussions sont beaucoup plus riches. Nous avons décidé de prendre le rythme d'un topo toutes les deux semaines ce qui pour l'instant est réalisé !

# B - l'activité du cercle

L'activité politique (c'est-à-dire en tant que JCR) s'est concentrée essentiellement sur deux espaces : les facs et les lycées de Lille même.

## Lycées

Pour les lycées ce sont des diffs de tracts presque toutes signées JCR et provenant du national ou pour beaucoup des diffs du Zone Rouge (tract cosigné ligue JCR local). Nous avons une intervention plutôt régulière (une fois toutes les 2-3 semaines) sur plusieurs lycées : Montebello, Baggio, Pasteur, Fénelon, Faidherbe. Avec une activité plus concentrée sur Baggio (car c'est un lycée pro) et Montebello et Pasteur (parce qu'il y a un écho de ouf sur ces deux bahuts). Nous avons par contre très peu de contacts lycéens en dehors des militants organisés.

Les forces en présence sur les lycées sont essentiellement les anarchistes avec la CNT-FAL sur Montebello, Baggio et la FA sur Faidherbe.

L'objectif de cette année est d'éviter la dispersion en croyant que l'on peut differ sur tous les bahuts de la métropole alors que c'est faux et de se concentrer sur Baggio, Pasteur, Montebello et les lycées de Roubaix. De plus, l'intervention en direction de la jeunesse de Roubaix devra être mieux prise en compte car elle recoupe directement l'intervention en direction de la « jeunesse des quartiers » scolarisée dans les lycées car Roubaix constitue d'une certaine manière la banlieue prolo de Lille. Depuis les émeutes de novembre décembre 2005, cette intervention doit être une préoccupation constante de l'organisation et du cercle de la ML.

## Facs

Sur les facs, notre intervention s'est faite sur Lille1 et Lille3 (lille1 = fac de sciences, lille3 = fac de sciences humaines) avec des diffs plutôt régulières notamment sur lille3 (une fois toutes les unes à deux semaines) ; avec des collages d'affiches aussi régulièrement le soir : « révolution, solidarité avec les lycéens du mouvement Fillon, affiches Sarkozy, affiches Villepin Sarko par la grève virons les ».

De la même manière, notre objectif est d'éviter la dispersion en se concentrant sur des tâches à notre portée. Intervention dans le maximum de cadre de masse (syndicat, RUSF…) et apparition propre (vente de journaux notamment à Lille1 etc.).

## AFAR

Une activité AFAR (antifascisme antiracisme) dans laquelle nous avons été investis suite à la création du « comité de vigilance antifasciste de Lille » après le mouvement. Participation à trois actions : contre-manifestation face à une manifs contre le racisme anti-blanc, contre rassemblement à un meeting privé de Le Pen à Hénin-beaumont. Contre rassemblement à une conférence de presse du toutou de De Villiers. Le comité étant encore jeune, il y a possibilité d'y occuper une place importante. Il a été formé à l'initiative du SCALP.

## RUSF

Le RUSF s'est monté le 14 septembre sur la fac de lille3. Il regroupe entre autre SUD, CNT, UNEF, CSP (collectif des Sans-papiers) UEC, JCR, CGT, FSE… Nous avons commencé à y être présent au début et à participer un peu à l'activité mais nous n'avons pour l'instant pas pu suivre le rythme. L'objectif étant de s'y réinvestir complètement dans peu de temps. Notre faible participation a cependant permis de tisser des liens avec les militants de ce milieu. Le réseau fonctionne par ailleurs de mieux en mieux et a une activité régulière sur la fac de lille3 et lille1.

## RED

La vente de RED a eu lieu surtout pendant le mouvement ou lors de réunion publique. De temps en temps nous tentons de faire un marché mais pour l'instant ça n'a pas très bien fonctionné. Cependant, la plupart du temps nous arrivons à écrire des articles régulièrement pour le journal ce qui permet par ailleurs d'apporter une plus grande visibilité pour l'extérieur du cercle. Depuis le début de l'année 2006 nous vendons beaucoup plus de journaux ce qui est extrêmement positif. Nous avons décidé de faire du journal un point de fixation centrale dans notre intervention et dans la relation avec notre milieu.

## Réunion publique

Nous avons organisé plusieurs réunions publiques. La première était au début de l'année sur la situation globale (4 points : situation générale avec une remonté des luttes, répression contre mouvement lycéen Fillon, répression contre les mouvements sociaux en général, présentation des JCR) une seule personne est venue donc on a fait que le dernier point ! Nous avons fonctionné ensuite avec des cercles ouverts à chaque fois jusqu'à qu'on se rende compte que c'était impossible de fonctionner comme ça !

Deux autres réunions publiques ont été organisées : une sur la fin du mouvement avec bilan et perspective qui n'a pas eu lieu car organisé à l'arrache n'importe comment et une autre sur l'histoire du mouvement ouvrier et de la quatrième internationale qui a eu lieu aussi sur le milieu fin du mouvement.

En fait cette réunion a été décidée à la demande de contact et nous avons décidé de la transformer en réunion publique mais comme du coup c'était un peu compliquer de ne pas faire de point sur le mouvement en cours alors qu'on avait réussi à mobiliser à fond pour cette réunion (19 personnes) on a zappé l'histoire du mouvement ouvrier pour remplacer par bilan et perspective sur le mouvement CPE.

Une autre réunion a été organisée à la fin du mouvement par la ligue où un camarade JCR a fait l'introduction sur bilan et perspective du mouvement CPE sur la question des lycées.

## Syndicalisme

Au début de l'année dernière (début 2005) étant donné l'émergence du cercle et les différentes réalités, il avait été décidé de se syndiquer à SUD et à l'UNEF. Seulement deux camarades se sont donc syndiqués, un à SUD et un à l'UNEF.

## UNEF (TTE)

L'activité syndicale pour la TTE a été inexistante cette année étant donné que le camarade syndiqué est dans un BTS et donc en lycée durant toute la semaine ce qui empêche d'être présent au collectif

d'AGE et de mener une activité syndicale sur la fac. Des rapports ont cependant été tissés avec la majo durant le mouvement.

## SUD – étudiant

Le camarade syndiqué à sud a mené une activité syndicale sur la fac de Lille3. Cela a permis une bonne implantation dans Sud et la reconnaissance au moins au début de l'année de la présence des JCR sur la fac.

Un des enjeux de cette nouvelle année est notamment de syndiquer plus massivement les camarades du cercle afin d'avoir une activité la plus régulière possible. Une discussion sur ce sujet a déjà eu lieu (dans laquelle nous avons également discuté de la question des exclusions). Des désaccords existent et donc la discussion doit encore se poursuivre. La situation est donc inchangée pour l'instant (un camarade à SUD et un à l'UNEF) à part que le camarade à l'UNEF est maintenant aussi au Collectif pour un UNEF Unie et Démocratique.

## Mouvement CPE

Nous avons bien évidemment participé aux multiples manifestations, actions, blocages et autres qui étaient organisés pendant le mouvement nous avons aussi animé presque l'ensemble des AG et/ou des occupations où nous étions présents. Mais sur trois points essentiels, nous avons été dans un rôle moteur et tenu une des places dirigeantes de la mobilisation (mais sans en avoir été la direction claire).

**1) Le blocage de la fac de lille3 (l'un des centres de gravité de la mobilisation sur Lille) :**

Pour la première coordination à Rennes, la fac de lille3 était toujours en vacances ce qui a empêché l'envoi d'une délégation. Cependant un camarade des JCR s'est rendu sur place en tant qu'observateur. Cela a permis de faire un compte rendu précis aux forces militantes de la fac de lille3 et de pousser à relayer l'appel à la journée de blocage national du jeudi qui suivait la coordination.

Pour cela et toujours sous notre impulsion, il a été décidé d'appeler à une AG le mercredi midi. Lundi, Mardi et mercredi matin, nous avons été une force importante (politiquement et malheureusement pas numériquement) dans l'activité (diffs, collages, intervention en amphi etc.).

L'AG du mercredi a regroupé 250 personnes. Cela a permis de partir débrayer les amphis de la fac ce qui s'est clairement fait sous notre impulsion et sous notre animation (en gros c'est nous qui tenions le mégaphone !). Le blocage n'a pas été voté le soir même mais le vendredi, cependant c'est clairement la dynamique qui a été issue de cette AG qui a permis à la mobilisation de lille3 de franchir un seuil quantitatif et qualitatif.

**2) les coordinations nationales :**

Même si nous n'avons été mandatés qu'une seule fois à une coordination nationale (celle de Jussieu), c'est de notre fait si l'AG de lille3 s'en est préoccupé et y a envoyé des gens. Nous avons impulsé la mise en place d'une commission de travail sur les coordinations nationales pendant les occupations nocturnes, nous avons poussé à ce que le point soit inscrit à l'ordre du jour etc.

Ainsi si lille3 a envoyé des délégués à la coordination de Jussieu et pas à une autre plus tard c'est sous notre impulsion.

**3) Roubaix (ville de la banlieue de Lille) :**

La phrase que l'on se dit entre nous est : « on a mis Roubaix en grève ». Ce n'est pas tout à fait vrai (!) mais ce n'est pas tout à fait faux non plus. La réalité de notre intervention est que nous avons été central dans la mobilisation roubaisienne, que sur un lycée en particulier nous avons été la direction politique du mouvement, que nous avons réussi à nouer des liens avec 3-4 voire 5 lycées ce qui a permis d'organiser des départs collectifs etc. Dans la jeunesse sur Roubaix, nous sommes la seule force organisée ce qui a été à la fois positif (rôle central, pas de gauchiste ni de bureaucrate) mais à la fois difficile puisque nous ne pouvions évidemment pas assurer seuls l'ensemble des tâches à réaliser et le mouvement s'est vite essoufflé et n'a pas réussi à prendre une ampleur vraiment de masse.

## Formation

L'année dernière, nous avons eu du mal à tenir des formations régulières ce qui a rendu le cercle très hétérogène. Cette année, la formation va occuper une place centrale dans notre militantisme. Cela se ressent déjà par la tenue du rythme d'un topo toutes les deux semaines en cercle sur des sujets diversifiés (Oppression des femmes, syndicalisme étudiant, Palestine, AFAR…). Un stage de formation régional a également été organisé qui a été une réussite. Il s'est tenu sur un week-end avec : Oppression des femmes et mouvement autonome, Révolution Russe, Impérialisme, la question de l'état. L'idée de ce stage était de reprendre sur tout un week-end des formations de base pour homogénéiser l'ensemble du cercle sur ces questions. Malgré une participation en dessous de ce qui était prévu, le stage s'est bien déroulé et a été un pas en avant pour ceux qui étaient présents.

## Trésorerie

Nous n'avons pas pu tenir l'année dernière une trésorerie sérieuse et régulière ce qui a été réellement problématique. Notre objectif est donc pour cette année la reprise en main de la trésorerie sous ses aspects politiques et techniques. Un bilan détaillé sera disponible chaque mois et la remontée vers le national devrait s'opérer désormais tous les mois.

## Lien régional

Le stage de formation a été l'occasion de se voir physiquement avec des camarades de Boulogne, de St Quentin et de Valencienne. L'objectif est donc à l'avenir de renforcer ce lien avec notamment la préparation du congrès local.

# Contribution sur la situation internationale et le mouvement antiguerre

## L'impérialisme aujourd'hui

Le capitalisme traverse une crise structurelle depuis la fin des années 1960. Cette crise contribue à l'accentuation de la compétition entre grands blocs de capitaux, compétition qui s'appuie sur et qui se mène par le biais des états nationaux ou groupes d'états nationaux formés autour de ces grands blocs de capitaux. La crise a aussi comme conséquence l'offensive des bourgeoisies nationales contre les acquis arrachés par le mouvement ouvrier après la seconde guerre mondiale. Cette offensive est d'autant plus nécessaire pour chaque bourgeoisie nationale qu'il s'agit pour elles d'accroître leur propre compétitivité et ainsi gagner du terrain dans la bataille interimpérialiste.

Dans le monde multipolaire ayant émergé depuis le début des années 1990, l'impérialisme étasunien détient le leadership, tant économique que militaire et politique. Cependant, sa suprématie économique est de plus en plus contestée par des puissances économiques telles que l'Union Européenne1 et le Japon et par des blocs émergeants, surtout la Chine2 mais aussi dans le moyen terme l'Inde. En revanche, les US continuent à détenir une suprématie militaire incontestable, renforcée depuis le début des années 1980. C'est ce décalage entre la suprématie économique et militaire des US qui domine la situation internationale aujourd'hui. C'est donc le facteur qui explique la mise en place de la stratégie de la guerre sans limite, stratégie qui vise à utiliser la puissance militaire des US pour prévenir l'émergence d'impérialismes rivaux capables de lui contester sa position de leader mondial. Cette stratégie se déploie principalement sur deux terrains : 1) le terrain énergétique et 2) le terrain géopolitique. D'où la centralité du Moyen-Orient. Principale région de production de pétrole, l'enjeu est bel et bien le contrôle de cette production ainsi que la distribution du pétrole. Il s'agit aussi de mettre en place une série de régimes pro américains qui accepteraient le stationnement permanent des troupes américaines et qui feraient de leurs relations commerciales avec les US l'axe principal de leur développement, privant ainsi les rivaux des US d'un ensemble de marchés émergeants. Étant donné qu'il s'agit des pays limitrophes de la Russie et de la Chine, les bases militaires américaines existantes ou potentielles jouent un rôle clef dans l'effort des US de maintenir le rapport de force actuel avec ces pays.

L'accentuation des tensions interimpérialistes a des conséquences sur des fronts qui ne sont pas directement liés à la guerre. Les principaux sont celui du racisme, avec la montée de l'islamophobie et celui de la sécurité intérieure. La question sécuritaire a certes une autonomie, liée au développement du chômage de masse et la polarisation sociale accrue, mais la tendance au renforcement des formes plus autoritaires de pouvoir (exs : Bush, Sarko) est liée à la mutation du système impérialiste et elle se renforcera de plus en plus.

## Après cinq ans, ou en est leur projet ?

Un rapport donne le chiffre de 665000 victimes en Irak et 3000 soldats. Les US n'ont jamais été dans une crise aussi profonde depuis 5 ans. Crise car ils n'arrivent pas à mater les résistances dans les pays qu'ils occupent et crise face à la contestation de leur guerre au niveau international.

Le mouvement de masse à travers le monde (considéré comme le mouvement le plus massif de l'histoire de l'humanité) combiné à la résistance dans les pays agressés est le facteur principal de la crise actuelle de l'impérialisme étasunien. La défaite des gouvernements Aznar en Espagne et Berlusconi en Italie, la crise de légitimité générale de Blair et du parti travailliste en Grande Bretagne et le récent désaveu de Bush aux élections de mi-mandat aux US en témoignent.

Cependant, malgré les obstacles qu'elle rencontre, la stratégie de guerre sans limite va continuer tant que le prix à payer n'est pas supérieur aux gains escomptés pour les US ou aux conséquences d'un recul. Une défaite militaire définitive des US dans la région augmenterait qualitativement le niveau d'instabilité du système impérialiste actuel. Ceci signifierait non seulement une victoire sans précédent mais aussi permettrait à tous les mouvements de résistance anti-impérialiste partout dans le monde (surtout dans la région mais aussi en Amérique Latine) de se développer. C'est pourquoi ils ne peuvent en aucun cas envisager un recul à l'heure actuelle. Mais déjà une très forte instabilité règne dans la région. La résurgence des résistances dans tous les pays occupés est à mettre au compte de la victoire arrachée cet été par la résistance libanaise, victoire qui a accentué les difficultés de l'impérialisme US et a renforcé par là la confiance des peuples qui luttent contre celui-ci. L'armée américaine et ses alliés maîtrisent de moins en moins la situation. Ce processus fait évoluer un petit peu plus la balance interimpérialiste en faveur des concurrents des US. Le rôle des Européens, des chinois et des Russes dans la région devient de plus en plus important, d'où l'impossibilité pour les US d'imposer leur volonté sur la question du nucléaire iranien, sur la composition de la force internationale au Liban et l'autorité sous laquelle celle-ci s'y déploie (les Européens ont imposé que ce ne soit pas sous autorité de l'Otan). Ce développement explique la forte implication des armées européennes dans différents pays de la région et surtout au Liban. Mais surtout, il nous permet d'établir que l'entrée en jeu de ces armées (et notamment pour ce qui nous concerne en France de l'armée française) n'est pas conjoncturelle et que leur présence deviendra de plus en plus importante dans les années à venir à mesure que les blocs impérialistes représentés par elles profitent de la perte de vitesse de l'impérialisme américain.

Ce constat nous permet de comprendre donc que l'implication accrue des armées européennes exigera de nous de construire avec encore plus de détermination le mouvement antiguerre. De plus, l'absence d'un front de masse sur la question de la guerre favorise et favorisera de plus en plus les dérives racistes et nationalistes.

## Nécessité de construire le mouvement antiguerre en France

Le mouvement antiguerre est faible en France. Non seulement numériquement mais aussi en termes de structuration. Ce qui existe aujourd'hui est : 1 une série de structures (surtout associatives) sur la question spécifique de la Palestine. 2 des cartels d'organisations : aux moments où la question de la guerre est replacée au cœur de l'actualité, comme cet été par exemple, une série d'organisations forment des cartels pour appeler à des mobilisations ponctuelles mais sans que des perspectives s'inscrivant dans la durée s'en dégagent.

Il ne s'agit dans aucun des deux cas de la structuration permanente capable de relever les défis de la situation. Nos tâches dans le mouvement antiguerre doivent donc permettre le renforcement numérique de ce mouvement mais aussi du degré de structuration de celui-ci. Nous devons repartir de la base et reconstruire le mouvement localement. Nous devons envisager de toucher en premier lieu les secteurs suivants :

1) La jeunesse car elle se mobilise beaucoup plus rapidement que les autres secteurs. C'est la jeunesse qui a joué un rôle central dans les mobilisations de 2003. le caractère des manifs, les slogans dans les différents mouvements de ces dernières années est directement inspiré du mouvement antiguerre.

2) Les populations issues de l'immigration et en particulier les musulmans. Non seulement c'est la partie de la population qui peut, par le biais de ses origines, se sentir immédiatement solidaire des populations attaquées au Moyen-Orient, mais en plus, la classe dirigeante et ses relais (médias…) assimile les musulmans de plus en plus à des « terroristes » et donc à une sorte d' « ennemi intérieur ». Pour ces raisons, il est fondamental de se tourner vers eux.

3) La gauche réformiste et les syndicats. Malgré une tradition chauvine dans ces milieux, leur participation est essentielle parce qu'ils peuvent mobiliser de larges couches de la population, condition nécessaire pour développer à une échelle de masse le débat sur l'impérialisme et combattre le chauvinisme.

Pour être capable de rallier tous ces secteurs au mouvement, nous avons besoin de mots d'ordre larges et minimaux : Retrait des troupes d'Irak, Pas d'attaques sur l'Iran et la Syrie, Justice en Palestine et Pas de participation française sont de bons points de départ qui peuvent rassembler. Pour développer cela, ACG peut être un outil. ACG a montré par le passé sa capacité de mobiliser largement sur les bases de l'opposition à un projet global. Il ne s'agit pas d'être fétichiste par rapport à ACG, le but étant de dépasser les forces qui la composent actuellement pour aller vers une coalition antiguerre large qui intervienne de manière régulière sur la durée. Mais ACG peut être le point de départ pour interpeller (surtout dans les facs) les autres forces organisées, soit pour qu'elles interviennent en son sein, soit à ses côtés mais de manière permanente.

Il y a nécessité pour les révolutionnaires d'approfondir l'analyse de l'Impérialisme car c'est ce qui nous permet de mieux comprendre les développements liés à la guerre au Moyen Orient et par conséquent d'irriguer le mouvement antiguerre de nos analyses.

Nous proposons que le congrès décide de sortir une brochure sur ce sujet dans les plus brefs délais. Nous travaillons actuellement sur un projet de brochure à cette fin. Nous soumettrons un plan détaillé lors du congrès national.

Christakis (Censier), Marie (Censier).

Notes :

1. L'UE est le premier exportateur mondial de marchandises, détenant une part de 17 %.

2. (depuis les 25 dernières années l'économie de la Chine augmente entre 9 % et 10 % par an soit 3 fois plus vite que les US, la Chine est le 2e pays ou il y a le plus d'investissements direct de pays étrangers après les US. Selon les critères de la Banque Mondiale, le nombre de chinois vivant dans la pauvreté est passé de 270 millions en 1978 à 90 millions en 1996)

3. On sait aujourd'hui que le budget militaire des US est supérieur à celui de tous les autres états.

# En avant vers une Conférence Nationale Jeune (CNJ) !

## Proposition de motion

### a Pourquoi une CNJ ?

Le rôle la jeunesse dans les mobilisations de ces dernières années nous met face à une responsabilité urgente si nous voulons nous donner les moyens d'être à la hauteur des enjeux de la situation : la réunification de l'intervention de notre courant dans la jeunesse.

Nous devons constater que l'intervention de notre courant dans la jeunesse est aujourd'hui très éclaté et perd, de fait, en efficacité car, en fonction des villes, les expériences (notamment sur les facs et les lycées) peuvent être faites soient par des membres des JCR, soient par des membres jeunes de la LCR. Le manque d'échanges organisés et systématiques entre tous ces jeunes révolutionnaires ne permet ni aux uns ni aux autres d'avoir une vision exhaustive des expériences faites… Cela ampute alors l'ensemble des jeunes de notre courant de la possibilité d'élaborer l'orientation politique la plus juste en direction d'un secteur pourtant décisif dans le développement des mobilisations.

L'objectif de cette CNJ est de répondre à cette défaillance. Cette échéance est donc une perspective nécessaire et incontournable pour les JCR dans l'année qui s'ouvre.

Nous souhaitons la mise en place d'un processus d'homogénéisation de notre intervention entre JCR et groupes jeunes de la LCR tout en continuant à élargir notre intervention et en conservant, dans ce processus, le cadre d'intervention autonome que sont les JCR.

Nous proposons, dans le même temps, d'organiser dès maintenant, l'intervention et les débats de, et par, la jeunesse systématiquement en lien avec les structures ou individus jeunes de la LCR : ni dans des rapports de 'concurrence', ni en termes de subordination, mais comme un travail collectif et commun notamment pendant la campagne électorale et dans la préparation des RIJ. Pendant toute la durée du

processus, nous proposons également que tout le matériel jeune (tract, affiches, 4 pages, etc.…) ainsi que RED soit siglé JCR et LCR, dans chaque ville et nationalement.

## b) Le processus concret.

Le processus de la CNJ dans la LCR a pris du retard. Celui-ci est principalement lié à la situation de débats difficiles et importants au sein de la LCR cristalisés autour des échéances électorales. Concrètement, la LCR a décidé de ne pas organiser de réunion nationale jusqu'à janvier 2007, qui marquera en même temps probablement l'entrée dans la phase la plus active de la campagne électorale.

**• La date**

Nous proposons donc à la LCR d'organiser la CNJ à la rentrée 2007 (septembre-octobre 2007).

**• Les outils : Commission JCR-LCR, AG et bulletins de discussion**

Nous proposons que des réunions de la commission jeune JCR-LCR aient lieu régulièrement, pour organiser la CNJ. Sa composition devra refléter et impliquer les différentes composantes de notre intervention dans la jeunesse : membres de la DN des JCR, de tous les cercles, cellules ou secteur jeunes de la LCR qui le souhaitent ainsi que les lycéens ou étudiants membres de la LCR mais ne participant à aucun cadre jeune spécifique souhaitant préparer la CNJ.

Sa tache principale sera de faire en sorte que tous les débats puissent avoir lieu, pour cela il faut des bulletins de débats, dans lesquels puissent s'exprimer un maximum de membres jeunes de la LCR ainsi que des JCR. Ces bulletins devront également être ouverts à tous les membres de notre courant qui souhaiteraient s'exprimer sur les questions de la jeunesse, avec un effort prioritaire pour susciter des contributions des camarades jeunes.

Le rythme de ces bulletins devra être plus ou moins défini par des moments d'échanges politiques de type AG (rassemblant les jeunes le plus largement possible et permettant la mixité des composantes politiques présentes sachant que les sections JCR organiseront, naturellement aussi, des AG). Les bulletins serviront donc de préparation aux débats en AG.

Les thèmes de débats devront s'articuler autour de notre pratique politique, des questions d'orientation qu'elle soulève ainsi que des questions organisationnelles : Situation politique et orientation générale pour la jeunesse, Rôle de la jeunesse dans les mobilisations, Syndicalisme étudiant et lycéen (?), construction du mouvement antiguerre, construction des différents cadres de front unique, l'alternative politique dans la jeunesse, quelle intervention pour les révolutionnaires dans la jeunesse aujourd'hui et comment ? Quelle autonomie pour la jeunesse pourquoi et comment ?, etc…

Nous proposons comme échéances :

- Le premier bulletin vers fin janvier-début février 2007
- Le second bulletin vers juin-juillet 2007
- Le troisième début septembre 2007, avant la CNJ.

On pourrait donc imaginer une première vague d'AG dans le courant du premier trimestre 2007 (février-mars, en profitant des vacances de février) et une seconde en septembre, afin de désigner les représentants pour la CN. Entre ces deux échéances, des moments de débat pourront être organisées sur ces questions lors des deux échéances estivales : le camp international des jeunes de la IV et l'université d'été de la LCR.

**• L'objectif concret**

L'objectif est d'aller aussi vite que possible après la CNJ vers une structure qui permette la production véritablement commune d'une orientation politique et pratique, et d'outils spécifiques en direction de la jeunesse.

Sarah (St Denis)

# [ Pour une campagne politique des révolutionnaires en direction de la jeunesse !

## 1. Ce nouvel acteur des luttes sociales et politiques

Inaugurant son entrée sur la scène sociale et politique autour de la mobilisation contre la loi Fillon ; se radicalisant lors de sa révolte en banlieue pour entraîner à sa suite le mouvement unitaire du printemps dernier contre le CPE ; c'est incontestablement la jeunesse qui, dans son ensemble, joue le rôle déterminant de cette période de renouveau des luttes et de la contestation ouverte en 95.

Par trois mobilisations d'ampleur en moins de deux ans, la jeunesse de ce pays témoigne d'une radicalité sans pareille en même temps qu'elle signale sa disponibilité pour de nouvelles luttes, aux idées révolutionnaires. Dernier en date, le mouvement contre le CPE avec ses cadres de lutte auto organisés, sa démarche d'un bout à l'autre extraparlementaire, sa défiance envers les institutions, souligne l'audace de cette nouvelle génération, sa radicalité, neuve et sans complexe.

L'exemple de ces lycéens enthousiastes en lutte contre le gouvernement de Villepin, alors qu'un an seulement auparavant ils perdaient leur bataille face à Fillon, est une illustration vivante de ce que la jeunesse, dégagée des renoncements sociaux-démocrates et des ravages du stalinisme, n'éprouve pas le poids des défaites passées, que ce soit celles des générations qui la précèdent, ou que ce soit à en croire cet exemple, les siennes propres.

De la même façon, les mobilisations des jeunes travailleurs/euses sont elles aussi un des éléments fondamentaux de la situation. Ces dernières années ont été marquées pour plusieurs secteurs précaires clefs par l'apparition de nouvelles formes d'organisation (coordinations, etc.), ainsi que par une plus grande visibilité de leurs luttes victorieuses (McDo, etc.). Élé-

ments témoignant que la remontée des luttes dans la jeunesse, dont nous sommes unanimes à en reconnaître le constat, ne saurait être circonscrite à sa fraction scolarisée.

De sorte qu'il est plus que jamais nécessaire d'œuvrer à la création d'une nouvelle force politique qui soit aussi celle de cette nouvelle génération. C'est bien dans cette optique qu'il nous faut travailler.

## 2. La jeunesse, et les Collectifs pour des candidatures unitaires antilibérales

À l'occasion du mouvement contre le CPE notamment, que ce soit sur la question de l'extension des mots d'ordre, de la grève générale, des exigences comme des formes que prenait la lutte – que celle-ci menace la propriété privée ou qu'elle s'en prenne à ses institutions – le social libéralisme du PS et l'antilibéralisme du PC se sont retrouvés ensemble pour s'y tenir à l'écart, s'efforçant de temporiser la radicalité qui s'exprimait, d'y trouver des solutions institutionnelles et parlementaires, de convertir une jeunesse en lutte en citoyens dociles.

De sorte qu'aujourd'hui, c'est parce que les collectifs ne peuvent se résoudre à clarifier leurs rapports avec un PS dont la jeunesse a fait l'expérience de sa politique, et parce qu'ils réhabilitent la chimère des solutions institutionnelles que celle-ci a, dès avant, passée par-dessus bord, que la politique menée par les collectifs ne peut la capter. Et en effet, dans une large mesure, force est de constater que les perspectives tracées par les collectifs pour une candidature unitaire antilibérale lui sont inaudibles.

Aussi, comment envisager la construction d'un nouveau parti sans l'apport de ce matériau militant ? Comment croire à la « dynamique » d'un projet politique soutenu par les collectifs pour une candidature antilibérale alors que le principal artisan de la dynamique des luttes sociales et politiques s'en écarte, indifférent ?

## 3. CPE : Bilan d'un rôle politique

Il s'agit de souligner le rôle positif des JCR dans la mobilisation contre le CPE : en effet, qu'il s'agisse de l'élaboration des mots d'ordre, des rythmes à imprimer dans le cours de la lutte, de l'appréhension de l'échéancier ou de la place prise au sein de la Coordination Nationale (notamment les « Appels »), en bref par sa capacité à formuler des perspectives à même d'être reprises par l'ensemble du mouvement, les JCR ont indéniablement eu un impact capital dans la mobilisation.

Ainsi, l'attitude que nous avons eu pendant le mouvement - cette capacité à s'ouvrir, à discuter largement autour de nous, à organiser amplement sur nos idées - parce qu'elle a permis à l'organisation de se dégager de ses débats internes par trop souvent pesants et destructeurs, est elle aussi qui a donné la possibilité d'un essor de notre influence. En somme, c'est cette attitude qu'il s'agit d'adopter en permanence, de faire nôtre.

Pour autant la situation des révolutionnaires est à cet égard contrastée. Si nous avons réussi à dégager des perspectives de mobilisations qui furent largement reprises par le mouvement de la jeunesse, à disputer l'hégémonie des réformistes et à s'offrir, dans une mesure non négligeable, comme direction politique de ses luttes, le décalage est somme toute toujours important entre les sympathies que nous suscitons et notre surface militante réelle.

## 4. La situation et nos responsabilités

Toutefois, le fait dominant demeure : la perméabilité de cette nouvelle génération aux idées communistes et révolutionnaires impose la nécessité de combler l'écart et souligne nos responsabilités. À cet égard, le temps fort que constitue la campagne autour des élections présidentielles doit nous servir de tremplin à une popularisation sur une vaste échelle du plan d'urgence social et démocratique, de tribune pour les luttes, aux idées de révolution.

En effet la période qui s'ouvre, celle des élections, parce qu'elle invite largement au débat, est une période propice à la propagande pour nos idées : cette société est vieillie, il s'agit, par nos luttes, de la renverser.

Dans cette situation marquée par un renouveau des mobilisations – où le mouvement CPE en aidant à la convergence des luttes, a réhabilité le sens de l'engagement collectif, donné confiance dans sa capacité à inverser le rapport de force – l'activité de notre organisation doit être tout entière tendue sur un profil résolument anticapitaliste à même d'être en phase avec cette génération qui se tourne aux idées révolutionnaires.

## 5 Syndicalisme étudiant

Vis-à-vis du syndicalisme étudiant, la question n'est pas tellement ici d'apprécier, en soi, la justesse politique de son animation, mais bien plutôt la part de notre activité qu'on soumet à cet effet, en fonction de quelle situation, et dans quel but.

Autant il est incontestable que le travail de masse qu'est le syndicalisme soit un outil nécessaire à la construction des mobilisations et de ce fait, un « vecteur » du développement de la conscience, autant ce raisonnement paraît mal s'adapter à la réalité de la jeunesse. En premier lieu, l'Unef n'est pas à proprement parler un « cadre de masse », et le raisonnement selon lequel le syndicalisme serait le biais, classique mais nécessaire, par où s'aiguisent la conscience et la compréhension globale du système capitaliste est par trop étapiste. Le syndicalisme étudiant n'est pas un décalque du syndicalisme en entreprise, tout comme les réalités étudiantes diffèrent des réalités salariées.

Les dernières mobilisations de la jeunesse soulignent une capacité à débrayer et à lutter tout aussi ample que le poids des appareils sur elle est faible ; en somme, des rythmes de consciences et de compréhension beaucoup plus rapides et beaucoup plus vifs. Il n'est pas ici question d'abandonner le travail syndical en milieu étudiant ni de laisser entendre qu'il est sans intérêt aucun, mais il s'agit d'entendre que la réalité de la jeunesse au sortir de ses mobilisations, sensible aux perspectives anticapitalistes, souligne surtout la responsabilité des révolutionnaires en tant que courant politique et non pas

comme animateurs d'un courant syndical, fût-il radical.

Sans revenir sur l'ensemble des problèmes soulevés par l'exclusion de nos camarades, auxquels par ailleurs nous exprimons toute notre solidarité, et encore moins sur la légitimité de la bataille engagée, n'est-il pas nécessaire de s'interroger sur la pertinence des batailles au sein du micro-appareil syndical qu'est l'UNEF?

N'y a t il pas là une perte d'énergie, de temps, voire une mauvaise école dans la mesure où ses luttes se déroulent dans l'indifférence de l'immense majorité des étudiants. Ne serait-il pas préférable de consacrer nos forces au travail d'agitation, de recrutement et d'organisation politique sur les bases de nos idées et de notre programme? Et cela d'autant plus que la période de campagne politique dans laquelle nous entrons nous en offre largement la possibilité.

## 6. En conclusion...

….il importe en effet de s'aider de la campagne qui vient pour développer une politique révolutionnaire auprès de cette jeunesse sensible à l'idée de changer le monde, une apparition politique, autonome et indépendante, autour d'objectifs clairs d'agitation, de construction et de recrutement.

-) Il s'agit d'articuler cette campagne en lien étroit avec la Ligue. Si nous comprenons la période qui s'ouvre comme une étape importante de la construction d'un nouveau parti de la jeunesse et des travailleurs, alors la campagne doit être le cadre d'une élaboration partagée, d'une intervention commune JCR/LCR (par exemple la mise en place d'instances pour la préparation d'échéances communes, etc.)

-) De même que nous faisions le constat que le renouveau des luttes n'était pas le seul fait de la jeunesse étudiante, de même il nous faut envisager le déploiement de notre activité au-delà de cette seule sphère. La campagne doit être quelque peu l'occasion de rompre avec l'habitude prise du recrutement « à notre image » et développer une intervention large en direction des jeunes travailleurs et des lycées.

En somme il s'agit pour nous de s'ouvrir largement à toutes les composantes de la jeunesse et de se doter de moyens « organisationnels » conséquents: par la mises en place d'AG, par la priorité donnée aux cercles de discussions et de formations, en lien avec les luttes, aux idées du marxisme, etc.

La sympathie que suscitent notre organisation et notre porte-parole est palpable dans la jeunesse et s'illustre à point nommé quant à notre crédit dans ses luttes. Il s'agit pour nous dès à présent de se servir de la campagne pour capitaliser et traduire en engagement militant le vaste écho de nos idées.

La campagne peut et doit devenir un cadre d'organisation pour une fraction de la jeunesse tout comme un cadre ample de recrutement aux idées du marxisme, bases nécessaire à la construction d'un nouveau parti.

Julien (Paris), Fango (Rouen)

# [ Bilan du cercle Nanterre

Ce texte n'a pas été relu en cercle, par manque de temps. Certaines parties mériteraient d'être plus développées, néanmoins, nous le publions tel quel. Une version plus complète sera disponible pour le congrès.

Cela était déjà vrai au dernier congrès, mais cela s'est amplifié depuis: les JCR sont la première force politique et militante sur la fac de Nanterre. Nous avons aussi une importance majeure dans la jeunesse dans le 92. Le cercle compte près de 35 cotisants, dont la moitié au moins n'était pas là au dernier congrès. À l'époque, nous étions Il ne s'agit pas ici de se gargariser, mais de tirer un bilan de notre progression à travers nos secteurs et périodes d'activité. Le but est de partager cette expérience positive, mais aussi d'exposer à l'organisation les difficultés que nous rencontrons, afin de les surmonter collectivement.

## Régularité sur la fac

Dans notre activité, le syndicalisme est central. À l'UNEF, puis avec le Collectif pour une UNEF Unie et Démocratique, nous avons un rôle d'impulsion des luttes. Le syndicalisme nous permet de proposer des activités militantes et un engagement à beaucoup de monde, en partant de préoccupations concrètes (problèmes d'inscriptions, d'examens…). Les luttes des sans-facs au début de l'année nous permettent de mettre en mouvement des jeunes issus des milieux populaires et souvent immigrés. Cette lutte nécessite une véritable confrontation avec l'État, les lois racistes et sélectives, l'administration… Nous essayons de construire une direction alternative à la majorité de l'Unef. Cela signifie avoir une orientation plus conséquente qu'elle sur l'ensemble des questions, sur les réformes libérales bien sûr mais aussi sur les élections universitaires ou les problèmes de bourse. Tout en proposant une politique unitaire à la majorité du l'UNEF et aux autres organisations de la fac, nous essayons d'avoir une orientation offensive qui pousse à l'action en proposant l'organisation d'AG, de réunions publiques, des interventions dans les amphis… Cela nous a permis d'être reconnus comme ceux qui proposent une autre orientation au premier syndicat. Cela signifie concrètement la possibilité pour des jeunes déjà opposés à la bureaucratie de se syndiquer, mais aussi, dans les mobilisations, la possibilité de disputer la direction.

À travers cette activité, nous avons mis en place autour de nous des équipes militantes. Il s'agit des militants de la TTE, des sans-facs et anciens sans-facs, des Sans-papiers… Les mouvements de 2005 et 2006 y ont ajouté d'une part les anciens lycéens que nous connaissons, d'autre part les anciens grévistes de la fac. En tant que force d'initiative, nous sommes à même de mettre ces militants potentiels en mouvement; il en va de même, dans une certaine mesure, pour les militants organisés qui nous sont le moins hostiles, notamment ceux de SUD-Etudiant.

Au début de l'année, nous avons été à l'initiative de RUSF Nanterre et nous y avons joué un rôle pour y proposer des activités, mais aussi pour empêcher l'explosion entre gauchistes et droitiers. Cette

capacité à entraîner largement s'est vue concrètement le 30 octobre dernier. Dans le cadre de la lutte pour les inscriptions, nous avons proposé aux sans-facs une action de blocage de l'administration. Celle-ci a rassemblé une bonne centaine d'étudiants, du jamais vu pour une lutte de sans-facs. Le mouvement est passé par là. Les gauchistes se sont trouvés incapables de nous prendre sur la gauche et la majo de l'UNEF, sans participer, a été obligée de nous soutenir face à la répression des vigiles.

Cela tient aussi de notre capacité à prendre des initiatives, au risque d'être seuls s'il le faut. Le mouvement de novembre est un bon exemple. Alors qu'une manif avait lieu à Paris le soir, à l'initiative du collectif national impulsé par les JCR, nous avons mobilisé seuls sur la fac, les lycées et le CFA où nous intervenons. Les tours d'interventions en TD que nous avons fait toute une journée avec nos tracts ont permis de mobiliser un peu pour cette échéance et de rencontrer des jeunes des quartiers, que nous avons emmenés en manif.

## Le mouvement lycéen

La banlieue nord-ouest a été un bastion du mouvement lycéen de 2005, au plan quantitatif (nombre de personnes en manif…) et qualitatif (blocages, AG…). Le bilan de l'intervention du cercle dans le mouvement ne peut en aucun cas être déconnecté de l'activité qui a été celle du cercle vis-à-vis des lycées avant le mouvement.

Avant le mouvement, l'intervention lycéenne du cercle Nanterre était répartie sur 5 lycées avec diffs JCR et tables régulières Cette intervention avait permis d'établir un certain nombre de contacts et d'offrir au cercle une bonne connaissance du milieu et des préoccupations immédiates lycéennes.

Au paroxysme du mouvement, le cercle intervient directement ou par ricochets (discussions, transmission de tracts, diffusion d'idées, notamment celle de bloquer…) sur près de 25 lycées. L'immense majorité des lycées en question a été bloquée générant une véritable dynamique pour le mouvement aux échelles régionale et nationale. Cela ne revient pas à dire que sans les JCR il n'y aurait pas eu de mouvement mais simplement que face à un mouvement, les JCR ont eu à jouer un rôle non seulement d'information mais aussi de soutien et d'accompagnement. En effet, les lycéens ont eu à surmonter d'une part un manque évident d'information sur le plan Fillon, une faible expérience des luttes et une absence totale de moyens logistiques pour mener leur lutte. C'est là que les JCR prennent toute leur importance. C'est sous l'impulsion des JCR que les lycéens ont pu se réunir en coordination lycéenne et ainsi renforcer les liens entre lycéens mobilisés mais aussi favoriser la démocratie et développer l'auto-organisation dans le mouvement.

Si seulement cinq lycéens ont rejoint les JCR Nanterre dans le mouvement, le cercle a conservé plus d'une trentaine de contacts politiques lycéens susceptibles d'intégrer l'organisation à court ou moyen terme ainsi que plusieurs centaines de contacts lycéens concernant le mouvement.

Ces réseaux, l'expérience de direction des camarades lycéens et l'investissement des autres nous ont largement préparés au mouvement anti-CPE.

## Bilan du CPE (partie manquante)

## Lycées : une intervention régulière et un suivi minutieux

Nous avons eu une intervention spécifique sur les lycées pendant les périodes de reflux et les mobilisations à travers un bulletin lycéen, la Rougeole 92Nord et celle de la RP à raison d'une fois par mois et d'une à deux fois par semaine durant les mouvements.

L'élaboration de ce bulletin s'est faite au sein de la commission lycéenne 92Nord qui fut, pendant ces deux mouvements, un espace de discussions, de mise en place de l'activité lycéenne avec nos contacts et un cadre de formation politique. Ce cadre nous a permis de rencontrer les éléments les plus combatifs et certains ont intégré le cercle. Au niveau de l'organisation des diffs, nous avons mis en place des équipes par lycée ce qui nous a permis d'effectuer un suivi, de construire des liens avec les lycéens et de réagir en cas de problèmes locaux (ex. Joliot-Curie à Nanterre : installation de caméras).

Ponctuellement, nous avons tenu des tables JCR devant les lycées avec ventes de journaux, de brochures et signatures de pétitions. Enfin, nous avons organisé des réunions publiques sur des sujets d'actualité et spécifiques au lycée qui ont pu nous permettre de rencontrer les lycéens proches de nos idées. En fait, ce fonctionnement donne une meilleure connaissance de notre milieu lycéen. Ainsi, nous avons acquis une légitimité et nous avons pu prendre des initiatives, impulser des luttes et jouer un rôle clef dans les mobilisations (blocages, auto-organisation…).

## Une expérience accumulée pour dépasser les difficultés

Cependant, au sortir de ces deux mouvements de nombreux contacts sont devenus étudiants et nous avons peu de contacts aujourd'hui. Ce constat n'est pas si étonnant, car il est inhérent à la particularité du milieu lycéen qui se renouvelle vite, les lycéens restant au maximum trois ou quatre ans au lycée. C'est pourquoi le travail lycéen doit être permanent, volontaire, minutieux et régulier même si les résultats ne se voient pas immédiatement.

Depuis deux ans, grâce à notre implication dans le mouvement lycéen, nous avons doublé le nombre de lycées (de cinq à dix) sur lesquels nous intervenons régulièrement et nous avons une expérience importante qui nous permet, dès le moindre frisson sur un lycée (expulsion d'une lycéenne sans papiers à la rentrée 2006), de remettre en place la coordination lycéenne et de débrayer certains lycées où nous avons acquis une réelle légitimité.

## Travail JT : maillon plus faible

Au dernier congrès, le cercle s'était fixé l'objectif d'avoir une activité sur le même CFA que les années précédentes (celui d'Asnières), mais aussi de s'étendre sur un foyer de jeunes travailleurs ou sur un autre CFA, afin de poursuivre la dynamique qui avait été amorcée.

Du congrès jusqu'au début du mouvement contre le CPE, nous avons tenu le rythme d'une diff du bulletin JT de la RP,

même pendant le mouvement lycéen. Nous avons eu un excellent écho lors de la révolte des banlieues, avec de bonnes discussions : le matériel (tracts, affiches, autocollants) correspondait à ce qu'attendaient les jeunes du CFA. Nous avions projeté de faire une réunion publique, mais nous ne l'avons pas faite.

Au début du mouvement contre le CPE, les choses se sont gâtées : pris dans l'activité sur la fac et dans les lycées, le CFA a été totalement abandonné, et aucune diff n'a eu lieu jusqu'à la fin de l'année.

L'activité JT est le maillon manquant du cercle Nanterre, car nous ne parvenons toujours pas à augmenter ni même à régulariser notre activité. Pourtant, cela nous permettrait d'avoir une vision réelle de la jeunesse dans le 92, mais aussi certainement de donner une impulsion à cette activité dans l'ensemble de la région. Il n'y a eu aucun progrès depuis le dernier congrès, malgré un grossissement important du cercle.

Ce bilan négatif s'explique sur plusieurs axes : manque de discussions sur ce sujet, et donc manque de convictions et d'investissement des camarades. Cette activité est toujours vue comme l'activité que l'on fait « en plus », et qui repose sur le « volontarisme », et non comme une activité centrale, faisant partie intégrante de notre orientation.

Il faudra s'efforcer d'avoir des discussions sur le salariat, l'aliénation, l'exploitation et toutes les questions relatives au monde du travail. Il faudra en parallèle convaincre le cercle de l'importance de ce travail, et aussi faire en sorte que ce ne soit pas simplement une poignée de camarades qui diff sur le CFA, mais l'ensemble du cercle qui puisse avoir cette expérience.

## Les liens avec la LCR

Les liens entre JCR et LCR du 92 Nord sont des rapports de coopération et de solidarité réellement intéressants. Depuis cinq ou six ans, le cercle et la fédération, notamment la cellule Nanterre fac, grandissent en s'aidant mutuellement.

Les mouvements de 2005 et 2006 ont permis un renforcement des liens avec les camarades de la LCR. Ceux-ci nous ont donné des coups de main essentiels que ce soit pour des diffs sur les lycées des collages aux alentours des lycées… Dans des AG interprofessionnelles, on a pu voir des lycéens et étudiants non organisés, des JCR et des camarades, notamment profs, de la LCR avancer dans le même sens. Pour plusieurs manifs, un départ collectif était organisé, surtout entre profs et lycéens, mais même avec d'autres salariés et les étudiants. Cela essentiellement grâce aux camarades de la LCR. Ces départs collectifs permettaient de commencer à structurer le cortège, de renforcer les liens et d'entretenir les discussions des jeunes avec des révolutionnaires autres que les étudiants des JCR. Au printemps, les étudiants ont fait des interventions dans les bureaux de Poste du 92, en lien avec les camarades de la Cellule Poste de la LCR 92 Nord.

En dehors des mouvements, plusieurs cellules prennent en charge la diff sur des lycées et une commission lycéenne 92 Nord est animée par des camarades du cercle et de la Ligue. Un collectif s'est monté récemment sur la question des concours de l'enseignement et de l'IUFM. Celui-ci a été impulsé par un camarade de la Ligue, mandaté par le SNES. À la première réunion étaient présents en outre l'UNEF, SUD à travers une camarade de la Ligue et nous en tant que Collectif pour une UNEF Unie et Démocratique.

Mais ces liens sont aussi des liens d'auto-construction de notre courant. Des stages de formation communs ouverts à nos sympathisants ont eu lieu. Ils restent malheureusement trop rares. Enfin, la Ligue est régulièrement irriguée par l'intégration de camarades des JCR à la cellule Fac.

## L'apparition propre

L'apparition propre est pour nous essentielle, c'est-à-dire que quoi qu'il arrive, nous tenons des échéances politiques. Cela passe par différentes choses : en premier lieu, la table politique hebdomadaire sur la fac. Elle nous permet tout d'abord d'entretenir des liens avec notre milieu c'est-à-dire que les gens qui militent avec nous au quotidien savent que l'on tient cette table à heure fixe (entre 12h et 14h) et viennent donc discuter avec nous du dernier RED, de nos affiches et des campagnes concrètes sur la fac.

Par ailleurs, cette table nous permet aussi de toucher des étudiants qui ne nous connaissent pas et de discuter avec eux des campagnes que l'on mène, de notre projet de société et de leur vendre RED : on arrive du coup à vendre environ cinq RED et plusieurs Rouge (donc environ 10 journaux) lors de cette table.

D'autre part, on organise de manière régulière (tous les mois environ) des cercles ouverts sur des questions définies à l'avance, sur des sujets d'actualité ou des formations plus diverses que l'on propose à l'ensemble de nos contacts. Nous arrivons ainsi à être entre 20 et 25 en cercles ouverts.

On organise aussi des réunions publiques sur les lycées dans lesquels on intervient tout au long de l'année. Cette réunion est une échéance importante sur les bahuts et nous l'organisons à l'échelle de tout le lycée : c'est-à-dire que nous faisons des diffs de tracts deux à trois jours avant la réunion, sur lesquels sont annoncés la date et le rendez-vous de la réunion. Ainsi, en janvier 2006, juste avant le mouvement, quatre réunions publiques ont été organisées avec entre deux et dix contacts, ce qui nous a permis de préparer le mouvement puisque les discussions abordées pendant ces réunions portaient sur le mouvement des banlieues, Sarkozy et le CPE. On a su également en organiser dans « l'urgence » et sur des questions spécifiques, comme à Joliot – Curie sur la mise en place d'un dispositif de vidéosurveillance dans le bahut à la fin de l'année.

La dernière échéance politique et réellement de masse que l'on organise sont les meetings politiques sur la fac, avec ou sans Olivier Besancenot. Ces meetings sont organisés à travers plusieurs choses : plusieurs diffs qui y appellent avant, collage massif dans toute la fac et aux alentours des bahuts et interventions dans les cours (amphis et TD). Tout cela pour faire en sorte que tous les étudiants et les lycéens sachent qu'il y a un meeting de la LCR et des JCR sur la fac. Cela nous a permis d'avoir des meetings de plus de 700 personnes comme en 2004 lors d'un meeting organisé avec LO ou encore après le mouvement de 2006 avec plusieurs centaines de personnes et une bonne liste de contacts ; lors du dernier meeting, des gauchistes habillés en « clowns » ont fait irruption dans la salle, dans le but de bordéliser le débat, ce qui a plombé la réussite de l'échéance. Malgré cela, ces meetings deviennent donc un événement politique majeur sur la fac et nous songeons à en organiser deux par an.

Tout ce travail nous a permis d'être reconnus comme courant politique sur la fac c'est-à-dire que lorsque l'on fait quelque chose sur la fac, les gens savent que ce sont les JCR.

## L'homogénéisation du cercle

Une de nos forces est la volonté d'homogénéiser le cercle, faire en sorte que tout le monde soit au même niveau et que tout le monde puisse prendre part à l'activité. Les moments phares pour concrétiser cela sont les cercles qui sont hebdomadaires. Ils comprennent une discussion générale et des points concrets d'organisation de l'activité : la discussion générale est introduite par une ou un camarade et est préparée à l'avance ; on essaie de faire que ça tourne et que ce ne soient pas que les camarades les plus formé-es qui introduisent.

Les points d'activité sont importants et sont aussi introduits : ces points sont faits pour organiser l'activité sur les lycées, le CFA, la face et discuter du journal ou encore de la trésorerie du cercle, on essaie encore une fois qu'ils ne soient pas introduits par les mêmes, même si c'est difficile… Ces points permettent d'organiser de manière pratique l'activité et de pouvoir savoir qui est disponible et qui fait quoi : c'est pourquoi nous faisons tourner une feuille de planning où est écrite toute l'activité et où tous les camarades s'inscrivent selon leurs dispos et nous faisons aussi tous les dimanches des rappels du cercle et des contacts proches pour organiser notre semaine et les échéances particulières.

Mais les mouvements nous changent un peu de notre train-train quotidien… Qu'à cela ne tienne, les points collectifs sont importants pour organiser notre activité et notre intervention ! Aussi, en période de mouvement comme ce printemps, nous organisons des points quotidiens, voire certaines fois plusieurs par jour, avec les gens qui se sentent proches ou qui le désirent, le soir et/ou avant une AG par exemple, pour définir notre action et se répartir les interventions qui nous semblent essentielles. De plus, durant le mouvement, nous avons organisé-es un cercle ouvert sur un autre sujet que le mouvement afin de discuter de ce que nous pensons en tant que révolutionnaires.

Il est important durant un mouvement de faire des points quotidiens pour organiser ensemble l'activité de la grève et y associer des contacts, mais aussi de continuer à faire des cercles de manière régulière, par exemple le dimanche. Au moment d'une grève ou d'un contexte de mobilisation, les réunions politiques sont très importantes. Un mouvement ne veut pas dire moins de réunion, au contraire.

## Diversification sociale

Actuellement, cinq camarades sont issu-e-s de la colonisation : certains sont issus de ce que l'on appelle la « deuxième génération », d'autres sont eux-mêmes immigrés et deux sons Sans-papiers.

Il y a eu une évolution dans les origines et milieux sociaux dont sont originaires les camarades : cela est dû à notre orientation générale, mais aussi à celle que nous défendons que l'impérialisme français et sur le néocolonialisme. Ainsi, nous avons organisé des cercles ouverts sur la Françafrique avec bon nombre de nos contacts issus de la colonisation, que nous avons rencontrés dans les luttes des sans-facs, des Sans-papiers, sur des lycées populaires…

Cela est principalement dû à notre activité tout au long de l'année, en commençant dès la rentrée par la lutte des sans-facs. Ceux-ci sont principalement étrangers, voire Sans-papiers ; à travers cette lutte que nous menons à leurs côtés, ils se confrontent directement à l'État et à l'administration de la fac, avec parfois une répression violente. Cela les radicalise et leur permet de comprendre en partie l'oppression et le racisme qu'ils subissent.

Les lycées où nous intervenons sont principalement des établissements dans lesquels sont concentrées des populations issues des quartiers populaires et de la colonisation.

## Dépasser les difficultés

L'expérience de ses deux dernières années et le renouvellement du cercle nous amènent à nous poser de nouvelles questions sur nos tâches et notre mode de fonctionnement. Nous avons désormais un rôle moteur dans l'animation politique de la fac, donc nos tâches se multiplient notamment autour de l'animation de plusieurs collectifs (RUSF, collectif répression, CUUD, etc.), ce qui est une difficulté pour associer les jeunes camarades et tirer l'ensemble du cercle à mener de l'activité. Souvent, le travail est fait dans l'urgence et nous pouvons avoir une gestion désorganisée des tâches. Ainsi, nous avons rencontré des difficultés pour homogénéiser le cercle et les niveaux de formation ainsi que l'implication de chacun dans toutes les activités et la prise en charge des tâches. Cela a entraîné des rapports de concurrence et de défiance et l'éloignement de certains camarades. Pendant ces deux derniers mouvements, les rapports pouvaient être plus solidaires et plus en confiance entre les camarades (tous ensemble contre le gouvernement à élaborer des stratégies communes), cependant on remarque que durant les périodes de reflux, on a pu avoir le sentiment que les rapports se dégradaient. Néanmoins, la conscience de ces problèmes est un premier pas important pour les dépasser. En effet, nous avons systématisé les discussions individuelles et collectives en cas de problèmes. Nous avons réélaboré une répartition des tâches du cercle plus collectivement, notamment en constituant des équipes mixtes d'anciens et jeunes camarades avec le soucis de la formation et de l'homogénéisation.

## Franchir un nouveau cap

Aujourd'hui, alors que les révolutionnaires ont un écho plus important, il y a une vraie urgence à franchir un cap qualitatif et quantitatif. Tout d'abord, il s'agit d'élaborer une activité qui prenne en compte l'ensemble des préoccupations des camarades du cercle (JT, lycéens et étudiants). Tous les militants doivent pouvoir s'impliquer dans la dynamique du cercle. Pour cela, nous avons réparti un ensemble de responsabilités, par secteurs ou par sujet (par exemple, lycées, syndicalisme, internationalisme…) et un certain nombre de tâches techniques sont élaborées par un bureau de cercle (quatre membres actuellement, mais nous avons le projet de l'élargir) qui prépare, par exemple, l'ordre du jour du cercle, le planning de discussions, le suivi des contacts, des discussions individuelles, etc.

De plus, nous devons absolument nous redéployer sur les lycées, continuer à être une force de frappe décisive sur la fac et enfin intervenir régulièrement auprès de la jeunesse travailleuse. Un suivi sérieux et régulier de tous les secteurs est nécessaire. Franchir un cap c'est aussi avoir le souci permanent de former les jeunes ca-

marades à devenir des cadres de l'organisation.

Nous devons avoir une meilleure connaissance de notre milieu hétérogène pour récolter les graines semées ces dernières années et être plus volontariste sur le plan de la construction de l'organisation. L'intégration des contacts doit être centrale. Pour cela, il s'agit de faire régulièrement des cercles ouverts sur des sujets variés, de multiplier les discussions individuelles et d'associer nos contacts à notre activité de manière systématique.

Le bureau de cercle de Nanterre

# Pourquoi et comment se construire dans les quartiers populaires ?

Pour une organisation communiste et révolutionnaire, s'implanter dans les quartiers populaires, parmi les jeunes les plus exploités et les plus opprimés paraît être une priorité évidente. Mais l'urgence de s'atteler à cette tâche aujourd'hui vient de deux choses : 1- la révolte des quartiers populaires de 2005 a montré que l'explosion sociale peut venir des jeunes des quartiers populaires, 2- il existe un décalage important entre la composition sociale de l'organisation et celle de la jeunesse : l'énorme majorité des JCR sont des blancs de nationalité française et ne sont pas issus des couches sociales les plus défavorisées. Nous sommes peu nombreux à être issus de l'immigration post-coloniale. On peut se rassurer en se disant qu'au début, les bolcheviks n'étaient quasiment qu'une poignée d'intellectuels. Mais cela ne doit pas nous empêcher de nous demander : comment s'y prendre pour s'implanter plus profondément parmi la jeunesse des quartiers populaires ?

## 1- Banlieues, cités, quartiers : l'oppression et la révolte

Une bonne partie des travailleurs habite dans les quartiers qualifiés de « sensibles ». Mais la situation dans les quartiers est particulière : il y une vraie différence entre un prof blanc travaillant dans un lycée de centre-ville et une jeune de cité qui travaille à la Poste fille d'immigrés algériens. La différence, ce n'est pas seulement que ceux qui vivent dans les cités sont les travailleurs les plus pauvres. La situation particulière des jeunes et des travailleurs des quartiers s'explique par une combinaison de discriminations qui se conjuguent avec les effets de la crise et des attaques de la bourgeoisie contre l'ensemble du monde du travail. Le racisme qui frappe les populations issues de l'immigration post-coloniale (Noirs, arabes et musulmans) est un élément central dans la stigmatisation des quartiers, même si on est déjà désavantagé par le simple fait d'avoir à écrire sur son CV qu'on vient de La Courneuve.

Le jeune de quartier est la personnification des « nouvelles classes dangereuses », le type même du barbare moderne, responsable aux yeux de la classe dirigeante de tous les maux, de la montée de la violence dans la société : pendant les émeutes de 2005, les théories de la manipulation des émeutes par les islamistes forcément liés à l'étranger allaient bon train… Pas complètement étranger, mais pas vraiment français, le « jeune de quartier » est la menace qui permet à la bourgeoisie française de faire l'union sacrée autour d'elle et de sa politique répressive et antisociale. Cette menace sert à justifier la gestion policière des quartiers mais aussi le quadrillage sécuritaire de toute la société.

C'est pour cela que la remise en cause de ces discriminations est explosive à l'échelle de toute la société. Rappelons-nous qu'au début des émeutes, Sarkozy était sur la sellette. Si la révolte de 2005 a pu être matée et exploitée par le gouvernement pour avancer dans sa logique répressive (état d'urgence), c'est parce que le mouvement ouvrier n'a pas su se solidariser des jeunes et s'adresser à la population pour fédérer jeunes et travailleurs contre l'ennemi commun (le gouvernement). Du coup, la droite a pu proposer ses solutions sans être réellement contredite (tout le monde ou presque était d'accord pour dire que l'objectif était le retour à l'ordre) et faire basculer une bonne partie de l'opinion publique de son côté et d'isoler les jeunes qui se sont épuisés seuls face à la police.

Ce que prouve la révolte de 2005 c'est que les discriminations à l'encontre des populations des quartiers ont installé une bombe à retardement en plein cœur de la société française. Une situation insurrectionnelle en France pourrait ressembler à une combinaison entre une grève générale et un soulèvement des quartiers.

En attendant, il est important pour nous de développer une orientation qui prenne en compte la spécificité de la situation des quartiers populaires (notamment des populations issues de la colonisation). Et nous devrions aussi être plus attentifs aux formes de résistance quotidiennes et aux formes de conscience suscitée par ces discriminations : il existe une culture d'opposition aux valeurs de la société dominante qui passe notamment par le Hip-Hop. Évidemment, il ne faut pas idéaliser cette culture, qui comme toute culture populaire comporte sa dose d'aliénation et de préjugés… Mais il est de ne pas y déceler le bouillonnement et la rage.

## 2- Une stratégie concrète et progressive de construction

Cependant, toute forme de « tournant » brusque vers les quartiers est à exclure. Si tous les étudiants de l'organisation abandonnaient le travail dans les facs pour se transformer en missionnaires du communisme en allant tenir des tables dans les cités pendant tout leur temps libre, nous serions perçus comme des donneurs de leçons (en bonne partie à juste titre). Nous n'aurions pas la possibilité de prouver par la pratique nos idées.

### Vers les lycées de prolos

La première chose à faire, c'est de mener une activité lycéenne tournée prioritairement vers les lycées populaires, notamment les lycées pro. Dès qu'un cercle ou une section dispose d'un minimum de forces, l'intervention lycéenne doit exister, et les lycées à prioriser sont les lycées de prolos. C'est la première chose à faire car il suffit de peu de forces pour le faire, que les résultats sont possibles à moyen terme avec un minimum de régularité. De plus cette intervention peut être facilement mise au service des mobilisations et peut

jouer sur leur enracinement populaire : à Nanterre pendant le mouvement de 2006, comme nous avions une intervention depuis plusieurs années sur une dizaine de lycées populaires, nous avons pu rapidement organiser des départs communs en manifs et des actions communes avec un grand nombre de jeunes des quartiers des alentours de la fac, grâce à la structuration d'un travail des étudiants mobilisés vers les lycéens puis par l'auto-organisation en coordination locale des lycéens.

## Dans les facs : se tourner vers les milieux les plus défavorisés

Dans les universités, l'intervention sur des questions proprement syndicales nous force à toucher des étudiants qui ont des problèmes très concrets et qui sont souvent les plus défavorisés : problèmes d'inscription, de bourse, de logement, l'intervention sur les étudiants Sans-papiers… Ce qui compte, c'est de se donner la peine de réellement recenser les problèmes et de les suivre, tout en cherchant à mobiliser la grande masse des étudiants. Notre politique doit chercher à susciter l'apparition de cadres d'auto-organisation à partir de luttes concrètes : dans les luttes de sans-facs ou de Sans-papiers, ne pas se contenter de réunions entre organisations au sein du RUSF, mais favoriser les réunions où les sans-facs ou les Sans-papiers décident par eux-mêmes de l'orientation de leur lutte. Et nous devons en deuxième lieu montrer en quoi les luttes contre les discriminations, sur telle question spécifique est liée aux intérêts de la grande masse des étudiants et des travailleurs. Par exemple, lier la question des refus d'inscriptions à la fac avec les propositions actuelles de la commission-université/emploi sur la sélection à l'entrée de l'université et du master. Organiser des commissions Étudiants étrangers dans les syndicats étudiants sur la durée est également un objectif important.

## Poser la question des discriminations au sein des luttes d'ensemble

À l'inverse, dans les grandes luttes sur des questions touchant d'emblée tous les étudiants/jeunes ou travailleurs, à nous de soulever la question des discriminations. C'est une condition pour construire une lutte qui pouvoir entraîner tous le monde y compris les catégories les plus défavorisées. Par exemple, dans le mouvement contre le CPE et la LEC, un pas a été fait dans ce sens avec la revendication d'amnistie de tous les mouvements sociaux, y compris de la révolte de Novembre, ou avec les discussions sur la loi Sarkozy sur les étrangers qui montraient comment le gouvernement s'attaquait aux étrangers pour mieux généraliser la précarité. Il aurait fallu certainement plus insister sur le caractère raciste et discriminatoire de la politique du gouvernement (notamment par le biais de la LEC) envers les quartiers, mais un progrès a été réalisé chez les jeunes les plus mobilisés dans ce sens. Un autre exemple : dans les luttes contre les réformes universitaires et pour une éducation de qualité pour tous, si des AG votent la grève contre le LMD ou contre la prochaine loi de sélection/professionnalisation, il faudra argumenter pour que le mouvement prenne position pour l'égalité en droits entre Français et Étrangers, la régularisation de tous les Sans-papiers, l'abrogation des lois racistes, car l'égalité dans l'accès aux études n'existe pas sans cela.

## Développer le travail en direction de la jeunesse précaire/ouvrière

C'est une évidence mais mieux vaut la rappeler : pour toucher les jeunes travailleurs, il faut aller là où ils sont concentrés, dans les CFA, les FJT, et intervenir auprès des luttes de précaires. Pour être capable de développer une intervention régulière et systématique (diffs et réunions publiques) dans un CFA (ou un FJT), la condition pour une section ou un cercle est de dépasser une « masse critique » minimum à partir de nos bases arrières (notamment les facs) pour pouvoir dégager suffisamment de forces, car l'implantation est plus difficile. Mais se fixer l'objectif d'intervenir dans un CFA ou autres par section/cercle d'ici le prochain congrès n'est pas forcément une fantaisie.

# 3- L'exemple du cercle Nanterre

Sur 31 membres du cercle, 7 sont issus de l'immigration post-coloniale, 5 sont étrangers et 3 Sans-papiers. Environ un tiers du cercle peut être considéré comme d'origine sociale populaire. Ce qui nous a permis de recruter ces camarades, c'est principalement l'intervention sur les luttes de sans-facs (5 camarades ex-sans-facs) et l'intervention sur les lycées populaires (2 à 3 camarades concernés). Une bonne partie (environ la moitié) du milieu que nous touchons dans un cadre « syndical » (environ une centaine de personnes) est d'origine est d'origine africaine.

Par ailleurs 5 camarades sont AE dans le même département que la fac (le 92), et cela permet de renforcer l'intervention lycéenne dans les lycées populaires.

Trois camarades sont jeunes travailleurs, et un camarade est en CFA : il existe dans le cercle un vrai « pôle » de travailleurs. Cependant nous devons consolider notre intervention sur le CFA d'Asnières, qui a connu un recul en début d'année et qui n'est plus régulière. Nous devons également avoir plus de discussions sur la réalité que connaissent les jeunes travailleurs du cercle et sur leur intervention en posant des points à chaque cercle, aussi systématiquement qu'il y a des points fac ou lycée, ce qui veut dire placer l'intervention vers les jeunes travailleurs au cœur de l'activité du cercle, ce qui n'est pas encore le cas.

L'exemple du cercle Nanterre prouve qu'il est possible de faire évoluer la composition sociale de notre organisation, même s'il faudra un certain volontarisme pour faire changer le visage de l'organisation.

Xavier (Nanterre)

# Proposition de bilan sur le mouvement contre le CPE

Le mouvement contre le CPE a été d'une grande ampleur et l'une des crises politiques majeure depuis la révolte des banlieues. La singularité et les avancées de ce mouvement en ont été une des forces principales, il est donc essentiel de les analyser ainsi que ses limites.

## La singularité du mouvement

### Auto organisation et blocages

Le mouvement contre le CPE a été particulier en de nombreux points dont le plus important a été la politisation d'une frange importante de la jeunesse, ayant participé aux assemblées générales, ainsi que des méthodes de luttes et d'organisation issues des acquis des derniers mouvements dans la jeunesse (mouvement lycéen, mouvement de novembre-décembre 2003). Ce mouvement a en effet permis aux jeunes d'acquérir des expériences de luttes exceptionnelles. Les AG ont rassemblé un nombre important d'étudiants mobilisés et leur ont permis l'expérimentation de l'auto organisation. Toutes les universités mobilisées se sont organisées sous forme d'assemblées générales dont des délégués se sont retrouvés tous les week-ends en coordinations nationales et ce, dès les premières semaines du mouvement. Cela a permis de donner une cohérence nationale et une force aux actions et aux revendications adoptées au sein de ces coordinations, tout en formant un grand nombre d'étudiants au sein de celles-ci. L'autre acquis important a été la conscience rapide que seuls les blocages pourraient permettre à tous les étudiants et lycéens qui le souhaitaient de participer au mouvement sans craindre de représailles pour manque d'assiduité et sans avoir à manquer des cours. De plus, les piquets bloquant le fonctionnement entier de l'université, c'était un moyen de donner un exemple de radicalisation de la lutte. Enfin, les occupations ont permis à la fois de mieux s'organiser en rassemblant toutes les activités en un seul lieu, et de permettre l'organisation de coordinations nationales.

### Politisation et mots d'ordre

Les étudiants réunis en AG ne se sont pas contentés de mettre en place les activités concrètes liées au mouvement, ils ont très vite dû élaborer un argumentaire et lier le problème du CPE à la situation politique générale. Des débats ont eu lieu sur la précarité, le chômage, l'exploitation… Ce qui a rapidement mené à mettre en avant des mots d'ordre allant plus loin que le seul retrait du CPE, mais contre la loi sur l'égalité des chances et contre le CNE et de manière plus large, remettant en cause les réformes de casse de l'éducation et du service public en général ou les lois racistes ; ces mots d'ordre étant portés par une grande partie des étudiants mobilisés.

### Le lien avec les travailleurs

De plus, grâce à ces débats, les étudiants ont rapidement compris l'importance de réunir dans la lutte les lycéens et les travailleurs et de nombreuses initiatives ont été menées afin de créer des liens avec ceux-ci, en dehors des journées ponctuelles de grève et de manifestation, ainsi qu'une volonté de mettre en place des cadres d'auto organisation au sein des lycées et des entreprises. En ce qui concerne les lycées, des actions communes ont été menées comme notamment de l'aide pour les blocages, pour l'organisation d'assemblées générales ou la mise en place d'une coordination nationale lycéenne.

## Notre rôle au sein du mouvement face aux différentes forces

### Le rôle des réformistes

Les cadres unitaires ont été fondamentaux au début du mouvement, en lançant les premières manifestations, en popularisant l'argumentaire anti-CPE, et en permettant les premières assemblées générales. Cependant, les réformistes ont très vite essayé de contrebalancer l'ampleur et la radicalisation du mouvement pour ne pas risquer une extension qui ne serait plus maîtrisable, notamment par les confédérations syndicales. Ils ont tenté de freiner sur la question du blocage, comme sur la question des coordinations nationales, tout en tentant d'imposer un rythme de manifestations et de grèves ponctuelles leur permettant d'instaurer un rapport de forces qui leur permettrait par la suite de négocier le retrait du CPE avec le gouvernement. En outre, ils ont tenté de limiter les mots d'ordre au seul retrait du CPE, toujours dans le but d'éviter une extension et une radicalisation du mouvement. Pourtant, tout en menant ces batailles, ils n'ont pas eu de politique propre, se bornant à « limiter la casse » par rapport à des propositions qui leur semblaient trop radicales et c'est pour cela qu'ils n'ont pas réussi à se poser seuls à la direction du mouvement, leurs interventions manquant de cohérence. Les réformistes se sont alliés ponctuellement avec les gauchistes en empêchant par exemple la création d'un véritable comité de grève national pouvant réagir entre chaque coordination et le limitant à un rôle de porte-parolat au mandat impératif. Les gauchistes n'ont pas eu non plus de politique propre, tant les opinions pouvaient être diverses, mais ils étaient cependant nourris par un fort sentiment anti-organisation dans ou tout au moins de méfiance à l'égard de celles-ci dans les groupes les plus mobilisés.

Et celui des révolutionnaires

Face à cela, nous avons défendu un projet politique cohérent au sein du mouvement, visant à entraîner les masses vers une grève générale. C'est ainsi que nous avons pu peser pour que se posent les questions de la grève générale et de virer le gouvernement, et faire en sorte que ces slogans soient repris par l'ensemble des jeunes mobilisés.

Notre rôle dans ce mouvement face à celui des réformistes et des gauchistes a déterminé en partie son évolution et la nature des acquisitions et des expériences des étudiants en lutte. En effet, même si le mouvement s'est arrêté après le retrait du CPE nous avons réussi à nous poser com-

me une force de proposition importante et l'audience des révolutionnaires a été durant tout le mouvement bien supérieure à nos forces militantes.

Nous avons joué un rôle décisif dans l'organisation d'une coordination nationale dès les premières semaines et à convaincre sur la nécessité du rythme hebdomadaire de celles-ci, même en périodes de vacances. Au sein des coordinations nationales, nous avons eu une politique de propositions débouchant sur un rythme de mobilisation beaucoup plus soutenu que ce que visaient les réformistes, une plate-forme de revendication plus large que celle proposées par ceux-ci et qui se bornaient à vouloir mobiliser uniquement sur le retrait du CPE, et nous avons été les seuls à proposer des appels, systématiquement adoptés après amendements, à chaque coordination. Nous avons réussi avec d'autres militants d'extrême gauche à convaincre de la nécessité des liens avec les travailleurs et à organiser ceux-ci dans certaines entreprises. Notre politique a été majoritaire parmi les jeunes mobilisés, en faisant constamment des propositions crédibles pour les jeunes les plus radicalisés comme pour ceux qui n'étaient que peu mobilisés. Cela ne veut pas dire que nous dirigions de A à Z tout ce qui se passait, mais notre poids était déterminant parmi les jeunes, qui ont eux-mêmes été la force décisive pour entraîner les travailleurs vers un affrontement avec le gouvernement.

En somme, nous avons réussi à pousser le mouvement plus loin que ce que ne l'auraient permis les réformistes si nous n'avions pas eu une politique juste et cohérente ; nous avons réussi à accentuer la crise et à poser la question de notre projet de société et nous avons contribué à favoriser la reconstruction de la conscience.

Les limites du mouvement et de notre intervention

L'organisation de coordinations nationales ainsi que leur rythme ont certes constitué un acquis au mouvement, lui permettant d'acquérir une cohérence nationale. Cependant, les revendications portées en coordination étant souvent le fruit des délégués, plus investis dans le mouvement et donc ayant l'occasion d'avoir plus de débats, l'écart s'est creusé entre la masse des étudiants et une minorité. Dans les AG où les débats n'étaient pas ou partiellement posés, les étudiants ont quelquefois eu du mal à reprendre à leur compte des revendications censées être portées par le mouvement dans son ensemble. Cela peut en partie expliquer la difficulté que nous avons eue de convaincre la masse des étudiants de continuer le mouvement après le retrait du CPE. De plus, les porte-paroles nationaux ayant été élus tardivement dans le mouvement et étant mandatés impérativement, ils n'ont pas réussi à s'imposer comme la voix légitime du mouvement face à Bruno Julliard.

Là où nous avons pu, nous avons essayé d'approfondir les liens avec les travailleurs et de favoriser les potentialités de reconduction de grèves. Cependant, ces efforts n'étant pas forcément repris par l'ensemble des étudiants mobilisés, et le rôle des directions syndicales ont empêché le développement des grèves qui étaient plus perçues par les travailleurs comme des grèves de solidarité vis-à-vis de la jeunesse et non comme des grèves offensives visant à conquérir de nouveaux droits.

De plus, un véritable fossé s'est creusé entre la jeunesse des quartiers et le reste de la population, notamment en région parisienne d'où la nécessité de cortège structurés et d'établir des liens entre jeunes étudiants et jeunes lycéens de quartiers d'une même ville ou région. Cependant, même si l'aspect raciste de la loi sur l'égalité des chances n'a pas toujours été perçu, la conscience d'avoir des intérêts communs était largement partagée et un lien réel a commencé à être tissé entre jeunes des facs et jeunes des quartiers populaires par l'organisation d'action et de cortèges communs entre universités et lycées populaires comme à Saint-Denis ou Nanterre.

Nous n'avons donc pas réussi à convaincre des franges importantes de la jeunesse et des travailleurs de la nécessité d'aller jusqu'au bout, d'approfondir la crise et d'aller vers un mouvement d'ensemble et vers la grève générale.

Cependant nous pouvons tirer un bilan positif de notre intervention au sein de ce mouvement. Nous nous sommes posés comme une alternative viable face aux propositions des réformistes ou des gauchistes et nous avons réussi à tirer le mouvement vers l'avant, ce qui peut offrir un regain de confiance dans l'idée que la lutte paie et favoriser de nouvelles luttes afin d'aller jusqu'au bout de l'affrontement avec les classes dominantes.

# La construction du parti révolutionnaire aujourd'hui

La question stratégique a toujours été une question cruciale pour les révolutionnaires. En effet, militants pour le socialisme, l'ensemble de nos campagnes doit être lié stratégiquement avec notre projet politique comme boussole. Les communistes révolutionnaires ne sont pas une simple addition de syndicalistes, de militants antiguerre, de militants contre les oppressions spécifiques…, développant outre mesure des analyses marxistes. Chacune de nos luttes sert à la prise de conscience de la nécessité de s'organiser, d'analyser les intérêts de classes, bref de passer de la conscience de classe en soi à la conscience de classe pour soi.

1. L'analyse marxiste montre que les contradictions de classes inhérentes au système de production capitaliste mènent inévitablement à des crises profondes, violentes, de luttes pour des intérêts de classe.

Le parti révolutionnaire est nécessaire pour accentuer ces crises jusqu'à la révolution et pousser le processus jusqu'au socialisme et à l'abolition des classes.

Cette perspective nécessite le développement de 2 enjeux semblant contradictoires mais liés entre eux :

- le parti doit avoir un lien organique avec la classe ouvrière pour faire vivre le marxisme à travers la lutte des travailleurs en lutte pour leur émancipation,
- le parti doit être organisé en extériorité de la classe pour écarter l'idéologie dominante (préjugés, confiance dans les institutions bourgeoises, réformisme intrinsèque…) et développer l'analyse marxiste et les stratégies pour le socialisme.

En bref, le parti doit devenir une avant-garde légitime pour la masse des travailleurs.

2. Le rôle concret d'une organisation ré-

volutionnaire tient donc en 2 points :

- organiser la classe (syndicat, collectif ou autre forme d'organisation) pour qu'elle expérimente, se confronte avec la classe dirigeante et ses outils (État, police, institutions, médias, idéologie…) et prenne conscience de son rôle décisif,

- conscientiser la classe (diffuser l'analyse marxiste dans les cadres de masse, forger des outils théoriques en phase avec les problématiques des mouvements, journal, forums, meeting…)

De fait, le travail de masse et notre « apparition propre » ne sont donc en aucun cas déconnectés mais liés intimement faisant partis d'une même stratégie.

Les révolutionnaires sont donc obligés de tirer des bilans, d'actualiser leur stratégie en fonction de la période, des évolutions des organisations ouvrières, du niveau de conscience et du rapport de force entre les classes.

3. Ces dernières décennies ont vu une offensive grandissante de la classe dirigeante en opposition au consensus social d' «intérêt général » mené par les politiques keynésiennes de l'après-guerre. De plus, l'évolution du système de production a fait naître une nouvelle forme de classe ouvrière dans les pays occidentalisés tout en déplaçant la classe ouvrière industrielle vers les pays émergents.

Encore aujourd'hui, la classe dirigeante base sa stratégie sur plusieurs fronts :

- en construisant un système étatique d'alternance bipolaire entre une droite néolibérale et une gauche social-libérale. Ce système permet de mener avec continuité les politiques de restructuration du code du travail dans l'intérêt du patronat,

- en solidifiant la bureaucratisation des directions syndicales à travers les négociations entre les « partenaires sociaux » (dont fait parti le MEDEF),

- en déplaçant le centre de gravité politique sur la « classe moyenne ». Ces intérêts n'auraient rien en commun avec ceux de la classe ouvrière. L'idéologie dominante répand l'idée que ses revendications n'iraient pas au-delà de la baisse des impôts ou de la hausse du pouvoir d'achat.

- En marginalisant la classe ouvrière de toute apparition et représentation politique.

4. On vit donc une période de confrontations entre des offensives dures et des mouvements de résistance de plus en plus radicaux (95, altermondialiste, anti – FN, antiguerre, retraites, CPE…). Ces résistances se passent dans un contexte défensif face aux différentes attaques et les éléments structurels de la période ne donnent pas aux travailleurs les outils efficaces pour leurs luttes sociales et politiques. Pour l'instant, tous les outils peuvent être utilisés par la classe : des élections jusqu'aux occupations. La culture de lutte en train de renaître met aussi en évidence le manque de traditions et de références qui empêche le développement d'une stratégie globale pour ces résistances. De plus, le tournant de la social-démocratie vers une orientation libérale en faveur de la classe dirigeante n'a fait qu'alimenter la désagrégation de la tradition marxiste au sein de la classe.

Il s'agit donc aujourd'hui de réintroduire la grille de lecture marxiste (confrontation de classe, matérialisme…) comme le meilleur outil pour les travailleurs et les futurs travailleurs.

Cette stratégie a des appuis nouveaux :

- le débat réforme/révolution est présent dans chaque étape des luttes actuelles. Le marxisme peut résonner à une échelle de masse dans ce débat,

- la différenciation au sein de la gauche et la délégitimation de l'élite politique et médiatique (bilan du référendum) créent un espace pour l'influence des révolutionnaires sur les formes d'organisations et de conscientisations.

5. En dépit de sa nature structurelle, l'évolution des rapports de forces n'est pas linéaire. Mais par leur participation à chacun des tests nécessaires de la classe, les révolutionnaires gagnent une légitimité et permettent une accumulation de l'expérience.

Cette accumulation ne se ressent pas encore de façon organisée. Mais, loin d'un reflux évident, nous avons tous expérimenté à travers les cercles ouverts et les meetings après le mouvement un accroissement important de la politisation. L'enjeu aujourd'hui est de s'adresser à ces centaines d'étudiants qui cherchent à s'enrichir politiquement. Nous devons montrer qu'au-delà de la légitimité acquise durant les mouvements, les révolutionnaires sont utiles et nécessaires à l'organisation de cette politisation.

Un front unique social et politique doit être le cadre où des milliers jeunes et de travailleurs capitalisent les expériences de luttes qu'ils viennent de construire et ainsi être moteur dans l'élaboration des stratégies à venir.

C'est à travers cette stratégie de regroupement des forces militantes, déjà organisées et individuelles, que les révolutionnaires font vivre le marxisme. Parce que le marxisme est l'opposé du dogmatisme, il s'agit de faire résonner nos analyses et notre tradition marxistes dans un cadre de politisation de masse pour les enrichir et ainsi développer quantitativement et qualitativement notre organisation.

Rodolphe (Jussieu)

# [ Rôle du journal révolutionnaire : Ce que doit être RED

Le journal a toujours été un outil fondamental pour les révolutionnaires afin de développer leur parti et se lier à leur milieu. Ainsi, Lénine théorisa le rôle du journal comme étant « le fil à plomb » du parti. En revenant sur des aspects théoriques, ce petit texte tentera de développer ce que notre journal, RED, devrait être.

## La Russie, Lénine et la Pravda

Pendant la période comprise entre 1910 et 1917, lors de la montée du mouvement en Russie, des événements annonçant la Révolution Russe, et de la répression massive du tsarisme sur les travailleurs en mouvement, Lénine, en exil, écrivait jour après jour, des articles pour la Pravda. Le journal des Bolcheviks était conçu comme un élément central du mouvement, de telle sorte que lorsque la révolution éclata en 1917, ce sont ceux qui lisaient la Pravda en 1912 et 1913 qui devinrent les dirigeants de base du mouvement révolutionnaire dans les conseils ouvriers et les usines.

La Pravda répondait à deux exigences : élaborer des analyses marxistes approfondies sur des sujets variés, de manière à ce qu'elles soient comprises de tous sans pour

autant en abaisser le niveau politique ou littéraire, ET relier les travailleurs entre eux et avec les révolutionnaires. On sait que Lénine écrivait sur tous les sujets : l'esclavage, la mort d'un socialiste britannique, les syndicats, les élections, et sur les problèmes se produisant dans la vie quotidienne des travailleurs, les grèves, la situation… Mais en plus, la moitié du journal était constituée de lettres d'ouvriers des usines faisant part de leur expérience.

Ainsi, la circulation du journal dans les usines constituait un véritable événement. Les travailleurs étaient en attente des analyses développées dans la Pravda et venaient y chercher des perspectives pour savoir ce qu'il fallait faire. De fait, le journal créait une connexion entre les révolutionnaires qui le vendaient, pas toujours ouvriers, ET les ouvriers travaillant dans l'usine. Il était le centre d'un réseau reliant des groupes de travailleurs entre eux, les reliant en même temps aux intellectuels qui s'étaient engagés dans la cause des travailleurs et étaient impliqués dans le processus de libération.

## Pourquoi un journal révolutionnaire aujourd'hui

L'idée n'est pas de plaquer l'exemple de la Pravda et de la Russie prérévolutionnaire sur notre situation, notre journal et notre organisation, mais de tirer des enseignements pratiques à la lumière de la tradition marxiste révolutionnaire.

Nous sommes dans une période de lutte, de politisation et de généralisation massive, où le message révolutionnaire porté par un petit nombre d'individus rencontre un écho de plus en plus large. C'est à travers ce prisme que nous devons voir le rôle de notre journal.

Nous avons construit et développé les plus grands mouvements de notre génération. Si nous prenons l'exemple du mouvement CPE, nous avons fait de l'agitation en expliquant pourquoi le CPE était une attaque, pourquoi la grève était importante… Nous avons été dans les plus gros cortèges, au milieu de trois millions de personnes en manifestation.

Ainsi, nous avons rencontré des gens qui, tout en se battant contre le CPE, se disaient également que les salaires étaient trop bas, que les patrons faisaient trop de profit… Mais nous avons également entendu que le CPE était une mauvaise chose mais qu'il était impossible que tout le monde ait du travail, qu'il était bien normal qu'un cadre gagne plus qu'un ouvrier, que le lien avec les travailleurs, avec la réforme LMD ou avec celle des retraites, n'était pas évident, qu'il ne fallait pas tout mélanger…

Tous ces gens, révoltés par toutes sortes de choses qu'ils ne perçoivent pas toujours de manière globale, surtout hors mouvement, ont besoin d'un lien entre toutes ces questions, une façon de voir leur expérience non pas seulement comme une lutte contre le CPE mais comme une lutte reliée à toute une série de questions. Car entre les luttes, la colère ne s'évapore pas, ce qui tend à disparaître c'est l'idée du lien entre les différents sujets. C'est donc le rôle des révolutionnaires de faire apparaître ce lien à travers leur journal. C'est ce réseau que nous devons construire, un journal liant toutes les luttes entre elles, nourri d'analyses marxistes mais également d'informations provenant de la base : de ceux qui vivent et construisent les luttes.

## Élaborer RED

Ainsi, notre journal doit être un outil pour tous ceux qui participent aux différents mouvements. Il doit donner des clés d'argumentation aux questions posées par le mouvement, à la fois théoriques (pourquoi nous sommes contre les guerres impérialistes), mais aussi pratiques (s'appuyer sur un exemple d'évènement organisé à Lyon pour le reproduire à Paris). Nous devons alors solliciter des correspondants (révolutionnaires ou sympathisants) partout où nous militons pour faire écho de leur lutte et laisser une large part du journal à cela.

Notre journal doit être vivant, il doit être un lieu de débat reliant les révolutionnaires entre eux et avec leur milieu, d'où l'importance de développer une page courrier. Réactions mais également nouvelles réflexions seront alors une partie importante du journal, donnant aux révolutionnaires et à leur milieu envie de lire, d'écrire et aussi de vendre le journal. RED doit être le journal de toute l'organisation (JCR et LCR jeune). Bien plus, il doit être l'outil indispensable de quiconque construit les luttes dans la jeunesse. Pour ce faire, toutes les propositions d'articles doivent être bienvenues et débattues en comité de rédaction.

Par ailleurs, il faut que des référents journal se mettent réellement en place sur chaque cercle afin que les propositions de sommaires soient débattues et que des articles soient proposés en amont du comité de rédaction. Le rôle de ce dernier serait alors de centraliser les propositions et les préoccupations de tous afin d'élaborer un sommaire cohérent qui réponde au plus près aux besoins de notre intervention où que nous soyons. Ce serait le moyen le plus efficace pour que l'ensemble de notre organisation s'approprie RED et que les articles attribués par le comité de rédaction ne semblent pas tombés du ciel.

De plus, RED ne doit pas être un journal d'information traitant de la même manière que les grands quotidiens de toutes les questions : nous devons développer des axes politiques pour tous les journaux, où une question centrale pour le mouvement serait traitée sous différents aspects. Un des meilleurs exemples pour cela fut le journal de décembre dernier qui contenait un dossier sur les émeutes et la banlieue, une formation sur les Black-Panthers et la question de l'autodéfense des opprimés chez les Noirs-américains et, en première page, une interview d'un membre du groupe de rap « La Rumeur ». Nous avons sûrement manqué de parler de certaines choses ce mois-là, mais la question cruciale du moment a été traitée de manière actuelle et historique, théorique et pratique, en donnant des arguments, des chiffres, des citations et des manières de construire sur cette question.

Cela doit alors forcément impliquer un décloisonnement des pages (Hexagone, actualité, monde…), pour pouvoir laisser à certains moments plus de place à une question cruciale. D'autant que le rôle du journal révolutionnaire est bien de lier les différentes luttes entre elles, qu'elles se déroulent en France ou à l'autre bout du monde. La division systématique de « l'actualité » en rubrique ne répond absolument pas à cette nécessité. Au contraire elle limite les possibilités d'établir des connexions entre des événements ayant eu lieu dans divers endroits du globe ou à des époques différentes qui, analysés et liés entre eux, permettraient d'éclairer de manière beaucoup plus pertinente les questions posées au mouvement. En ce rajoutant à cela, l'article de formation devrait pouvoir servir à confronter le marxisme et l'histoire à une question d'actualité.

## Diffuser RED

Le changement et surtout l'amélioration de RED passeront obligatoirement par sa diffusion. En effet, plus les camarades de l'organisation vendront RED, plus ils auront envie de l'améliorer et écriront des articles de qualité (il est souvent plus facile de vendre un journal lorsqu'on a participé à son élaboration). Plus ils le vendront, plus nous aurons de lecteurs, plus nous aurons de courriers et de remontées d'expériences potentielles. Enfin, plus ils le vendront, plus ils remonteront leurs articles à temps pour avoir un journal qui sort régulièrement (les galères des weekends de rédaction à courir derrière les articles des camarades ou à écrire des articles en une heure pour combler un trou sont de notoriété publique).

Nous avons aujourd'hui un vrai problème de vente du journal. Ce qui devrait être notre vitrine et notre outil principal pour construire les luttes et notre organisation reste souvent dans nos sacs ou dans nos locaux. Nous ne pouvons même pas nous appuyer sur des chiffres précis puisque les ventes de journaux ne sont pas remontées sérieusement et régulièrement.

Afin d'organiser la diffusion du journal, nous proposons la mise en place d'une équipe de diffusion. En effet, nous avions relégué cette tache au comité de rédaction au dernier congrès. Mais dans la pratique, nous nous sommes rendus compte que celle-ci était beaucoup trop lourde pour pouvoir être assurée par les mêmes personnes.

Cette nouvelle équipe aura la tache politique de proposer des axes de vente du journal, d'en discuter avec les cercles, de centraliser et de diffuser les bonnes expériences de ventes, le nombre de journaux vendus, et de recueillir les réactions positives ou négatives que suscite chaque journal de la part des camarades ou de leur milieu. L'équipe de diffusion devra rendre compte des bilans qu'elle tire de ces discussions au comité de rédaction afin qu'il puisse apporter les corrections nécessaires à l'amélioration du journal. Cela ne pourra se faire qu'en lien avec les référents locaux de chaque cercle (interlocuteurs principaux des comités de diffusion et de rédaction) qui devront remonter les expériences et le nombre de vente, organiser les tables et les ventes de journaux, poser et rendre compte des discussions autour du journal (sur le sommaire, les articles qu'il faudrait écrire, l'axe du journal, la Une, etc.) et repartir en partie les articles à écrire sur leur cercle.

Marie (Jussieu, DN et comité de rédaction) et Ambre (Censier et comité de rédaction).

# Pourquoi voter pour la plate-forme Z

La situation politique est marquée par deux contradictions. La première est le décalage entre le niveau des luttes et le niveau d'organisation de la jeunesse : même après un mouvement comme celui sur le CPE, peu de jeunes se sont organisés, même dans une organisation comme l'Unef. La deuxième est le décalage entre l'écho de notre organisation (plus généralement, de notre courant politique) et notre faiblesse numérique : lorsque nous intervenons dans les mobilisations, beaucoup de jeunes se reconnaissent dans ce que nous défendons pour les luttes. Même en dehors des luttes, nos idées ont un bon écho, mais nous ne nous construisons que faiblement.

La situation est aussi marquée par un autre élément, le rôle des révolutionnaires. Dans les luttes, nous nous retrouvons souvent à l'initiative, comme cela a été le cas pendant le mouvement lycéen, le mouvement contre la guerre et celui contre le CPE. De nos initiatives, de nos propositions, il peut se produire beaucoup.

## Éléments généraux de l'orientation

Pour faire avancer la bataille pour la révolution et pour faire avancer l'organisation, nous devons axer l'orientation de l'organisation autour de trois éléments : reconstruire la conscience de classe, nous adresser largement et se donner les moyens de construire une organisation solide.

**1. Reconstruire la conscience de classe,** redonner des capacités d'action aux jeunes, cela passe fortement par le développement des organisations de masse dans la jeunesse, en particulier les syndicats pour ce qui concerne les étudiants. C'est lorsque ces organisations sont puissantes que les jeunes ont des capacités d'action, de réaction, de mobilisation pour défendre leurs intérêts. De plus, nous devons en permanence proposer l'unité d'action la plus large, parce que c'est lorsqu'elle est réalisée que les gens trouvent judicieux et crédible de se battre.

**2. S'adresser largement.** Nous n'apparaissons plus comme des martiens lorsque nous expliquons que nous sommes communistes et révolutionnaires. Mais, puisque de nombreux jeunes regardent vers nous, nous devons nous donner les moyens d'être compréhensibles par des dizaines de milliers de jeunes. Cela signifie qu'il faut être capables, petit à petit, d'expliciter pourquoi nous pensons qu'il faut renverser le capitalisme, par des revendications et des explications qui montrent la nécessité de renverser l'État et d'en finir avec la propriété privée des moyens de production. Ces revendications transitoires, ou anticapitalistes, nous devons les élaborer et les préciser. De plus, s'adresser largement, cela signifie organiser des réunions publiques, des meetings, des cercles ouverts, des diffusions de tracts dans différents lieux, pour nous adresser réellement à des dizaines de milliers de jeunes.

**3. Consolider l'organisation.** Si nous voulons « changer d'échelle », nous adresser plus largement, nous construire fortement, nous devons résoudre de nombreux problèmes. Le premier est de sortir de la crise de direction que nous connaissons depuis le dernier congrès : nous devons nous doter d'une direction capable de sortir des analyses, du matériel, de faire tourner des commissions et secrétariats thématiques qui permettent de donner de la matière pour militer, faire des suivis et aider les villes… Nous devons être capables de prendre du recul sur le militantisme, en nous formant (topos, lectures, discussions…), en prenant le temps de débattre tranquillement de l'activité. Dans l'ensemble, il faut donner plus les moyens politiques et techniques à tous les camarades pour militer.

Consolider l'organisation, c'est aussi se donner les moyens, petit à petit, de la développer une intervention, à partir des facs, dans les lycées, puis chez les jeunes travailleurs et dans les quartiers populaires.

## Campagnes

Ces éléments doivent être mis en place selon une orientation plus spécifique. Nous devons avoir en permanence à l'esprit une chose : ce qui se passe dépend en partie de nous. Nous ne devons pas hésiter à faire des propositions. Nous devons par ailleurs toujours défendre NOTRE orientation : pas question de laisser les directions réformistes décider pour nous. Pas question de leur laisser le terrain libre.

**1. L'éducation et le travail.** Nous avons vu ces dernières années que ce sont les questions qui mobilisent le plus largement les jeunes. Ce n'est pas par hasard, mais parce que ce sont des questions concrètes et qui touchent tous les jeunes. C'est donc une intervention prioritaire, politiquement et syndicalement, et nous devons mettre en lumière la logique des attaques actuelles de volonté de diminution du coût du travail, par différents biais : professionnalisation, casse des garanties nationales, sélection pour réduire l'accès aux diplômes, contrats pourris, stages… Nous devons aussi mettre en avant des revendications anticapitalistes.

**2. Les luttes qui mobilisent plus régulièrement la jeunesse.** Contre la guerre et contre le racisme, il existe chaque année des mobilisations. Nous devons maintenir des réseaux de lutte sur ces questions et prendre des initiatives pour que ces combats ne soient pas réduits à des combats de solidarité quasiment humanitaires, mais soient de réelles mobilisations.

**3. Les questions sur lesquelles il y a peu de luttes mais qui sont capitales pour nous.** Le féminisme, la lutte contre les normes et en particulier l'homophobie, l'antifascisme, l'écologie, la lutte contre la répression policière font partie intégrante de notre projet politique. Malgré la faiblesse des luttes sur ces questions, nous devons absolument maintenir une formation politique et une activité sur ces questions, ainsi que des réseaux de militants.

**4. Les élections.** Qu'on le veuille ou non, elles occuperont (elles occupent déjà) une part prioritaire dans notre activité au premier semestre 2007. Autant le prendre comme une chance : l'État va financer une campagne dans laquelle nous pourrons dire ce que nous pensons. Il y a la nécessité de construire les luttes, les revendications que nous voulons mettre en avant. Il y a notre projet de société et toutes les revendications transitoires qui y amènent en partant des revendications immédiates reprises dans les luttes.

## Pour conclure

Il ne faut ni surestimer ni sous-estimer les possibilités de la situation politique : il existe des points d'appui (notamment l'ampleur des luttes dans la jeunesse), mais il reste de nombreuses difficultés pour que notre combat avance. Pour franchir ces difficultés, nous pensons qu'il faut une orientation et une organisation solide et sérieuse. Ce n'est pas en rêvant une nouvelle force, un hypothétique regroupement et une dynamique exceptionnelle que nous répondrons à la situation. Nous devons proposer notre orientation à tous les jeunes, et nous verrons dans l'action s'il est possible de se regrouper beaucoup plus largement que ne peuvent le faire les JCR aujourd'hui (avec, comme première étape, qui devrait être évidente, l'organisation de la CN jeunes avec la LCR).

Depuis le dernier congrès, nous pouvons constater que cette orientation a permis d'avoir une position correcte pendant les deux plus grands mouvements de la jeunesse depuis 10 ans, le mouvement lycéen et celui contre le CPE. Pour continuer dans cette voie et pour se donner les moyens que l'organisation récolte les fruits de ce travail, il faut maintenant que cette orientation, trop faible au dernier congrès (la plate-forme B n'a fait que 40 % des voix), soit renforcée et que nous la mettions en place.

Antoine (BN, Jussieu), Gabriel (BN, Nanterre), Laure (BN, Nanterre), Xavier (BN, Nanterre)

# Sur le décalage entre niveau de combativité et niveau d'organisation dans la jeunesse

## 1) le problème posé

Depuis quelques années, nous pouvons constater, au travers différents évènements politiques (au sens large), que nos propositions et même notre orientation ont une audience importante chez de nombreux jeunes, sans que cela se traduise par une augmentation linéaire ni mécanique des effectifs de l'organisation.

Popularité d'Olivier Besancenot dans la campagne présidentielle de 2002, mobilisations anti-Le Pen d'entre-deux tours ; mouvement antiguerre et succès d'ACG début 2003 : dans des contextes différents, les campagnes que nous avons menées ont connu une audience importante ; et le rôle que nous avons joué dans les mouvements étudiant 2003, lycéen 2005, anti-CPE 2006, a été d'importance croissante.

Parallèlement, nous n'avons pas su organiser sur la durée de nombreux jeunes qui nous avaient rejoints en 2002 ; et dans les luttes que nous avons animées, nous recrutons mais de façon limitée au regard du rôle décisif que nous y tenons.

Les camarades de la plate-forme X avancent pour principale explication à ce décalage le fait que le cadre même des JCR-RED est obsolète dans la période et, comme solution, qu'il faut tout simplement construire une organisation antilibérale non délimitée programmatiquement pour que ce décalage disparaisse de façon automatique.

Il nous semble que le problème mérite qu'on s'y arrête un petit peu, pour y réfléchir de façon un peu plus approfondie.

## 2) loin des réponses toutes prêtes, plusieurs facteurs

Nous pensons que la construction d'une organisation (d'un « regroupement » plus exactement) qui aurait comme seule base l'opposition au libéralisme ne répond pas aux enjeux de la situation (voir texte Sofiane-JB sur regroupement et nouvelle force) ; mais au-delà de ce fait, nous pensons

également que la faible organisation de la jeunesse est d'abord due à son niveau de conscience et non au profil des organisations existantes. La preuve étant la faiblesse de l'Unef, principale structure de jeunes en dehors des mouvements catholiques, qu'on ne peut taxer de « gauchisme » !

Pour plusieurs raisons, la nécessité de s'organiser, quel que soit le cadre, est assez peu répandue.

## a) La situation de la classe ouvrière :

**- Des années de défaites**

Lorsque des luttes massives perdent, la nécessité même de lutter recule dans la conscience de notre camp social. C'est compréhensible : à quoi bon lutter, et perdre une partie de son salaire en jours de grève si on n'y gagne rien ? Se produit alors un reflux, comme par exemple chez les salariés après le mouvement sur les retraites défait en 2003. L'année 2004 a donc été relativement « calme » malgré une nouvelle attaque majeure sur la sécu, car pour beaucoup l'impression que le gouvernement Raffarin était trop fort primait sur l'envie d'une revanche.

**- des repères idéologiques brisés**

La chute de l'URSS et du « bloc communiste » a également affecté la conscience de la classe ouvrière, en participant de façon importante au brouillage des repères de classe. Malgré le caractère mensonger du « socialisme réellement existant », son existence était pour beaucoup la preuve matérielle de la possibilité de rompre avec le capitalisme, son existence était assimilée à un modèle d'un monde possible sans propriété privée. Sa disparition, ainsi que l'incapacité du courant trotskiste à incarner une alternative à une échelle de masse, a été suivie de la quasi-disparition de la conscience socialiste. Pendant des années (1990-1995), la conscience de classe a été très réduite.

Depuis 1995 cette conscience de classe remonte mais il faut comprendre qu'on revient de loin, et que rien n'est acquis. En particulier, après des défaites importantes, les illusions sur le vote (plus à même de faire évoluer les choses que la lutte sociale) sont renforcées. Et ce d'autant plus que, dans un contexte de grande faiblesse de la conscience socialiste, on assiste à l'apparition d'une « nouvelle » idéologie, qui propose une réforme de l'État pour humaniser le capitalisme, via des propositions de relance keynésienne. Malheureusement cette idéologie trouve un écho certain chez les travailleurs qui reprennent la voie de la lutte et les jeunes qui la découvrent, du fait de l'absence de conscience socialiste et du brouillage du clivage de classe.

**- éclatement des statuts**

Conséquence des défaites de certaines luttes (sur le droit du travail), voire de batailles non menées, l'éclatement de la classe ouvrière en de multiples statuts, souvent précaires, est un obstacle majeur au développement de luttes, tant il est difficile de faire grève ou de tenir tête à son patron quand on travaille avec un CDD.

Mais au-delà des difficultés qu'il fait peser sur le déclenchement des luttes, et qui peuvent être surmontées, l'éclatement des travailleurs en de nombreux statuts différents est également un frein au renouveau d'une conscience de classe solide. C'est ainsi que sont opposés travailleurs du public et du privé, titulaires et intérimaires…

C'est donc une arme patronale à double niveau.

**- des organisations qui ne font pas la preuve de leur efficacité**

En France, le retour de la gauche au pouvoir avec Mitterrand en 1981, après une longue période d'absence, était particulièrement attendu, notamment pour ses 110 propositions censées ouvrir la voie à un « socialisme démocratique à la française ». Les promesses non tenues ont contribué à brouiller repères. C'est là, sous ce gouvernement de gauche, que le Front National est véritablement né, qu'il a percé sur le désespoir d'une partie de la classe ouvrière qui voyait ses repères de classe disparaître.

Depuis, le PS n'a cessé d'évoluer vers la droite, proposant de moins en moins de réformes sociales et défendant de plus en plus le libéralisme et l'idéologie sécuritaire.

Le PCF a participé, entre 1981 et 1984, puis entre 1997 et 2002, à la casse sociale. Il y participe encore aux échelles locales et régionales. Il a opéré un tournant autour de 2004, rompant partiellement avec le social-libéralisme et reprenant à son compte l'idéologie antilibérale. Idéologie qui lui permet de chevaucher les luttes tout en les envoyant dans le mur avec, entre autres et outre les illusions distillées ou entretenues sur l'État, les politiques keynésiennes ou le rôle fondamentalement réactionnaire du PS, sa défense des « citoyens » (et non des travailleurs), terme qui gomme volontairement la place de chacun dans l'appareil de production.

Les bureaucraties syndicales, qu'elles défendent comme la CFDT la « nécessité » des contre-réformes au nom de la « modernisation » ou du « moindre mal », ou qu'elles s'y opposent formellement, comme la CGT, la FSU ou (généralement) l'Unef, conduisent les luttes à l'échec par leur volonté de maintenir l'ordre existant, en refusant d'œuvrer à la grève générale. Puisqu'elles font exprès de perdre, elles ne risquent pas de prouver leur efficacité. De plus, quand les mouvements gagnent, en général, les directions syndicales ont tiré en arrière et sont donc peu crédibles pour l'avant-garde, qui devrait s'organiser tout de suite après le mouvement parce que c'est elle qui a le mieux compris l'importance de l'organisation collective.

Ce bilan explique en grande partie la méfiance de la classe ouvrière et de la jeunesse envers des organisations qui prétendent améliorer leur situation. Cette méfiance est encore plus forte dans la jeunesse qui a peu d'expérience de lutte et donc peu conscience de la nécessité de s'organiser. Pour beaucoup de jeunes, s'organiser signifie se faire lobotomiser.

Nous-mêmes, nous avons du mal à prouver concrètement en quoi il est utile d'être organisé politiquement aux JCR aujourd'hui. Nous sommes très forts dans les AG, où beaucoup sont d'accord avec nous, que ce soit sur le fonctionnement qu'elles doivent avoir ou sur les propositions immédiates que nous y faisons ; nous sommes très forts sur le communisme que nous voulons, bien que les jeunes que nous convainquons soient bien moins nombreux que ceux que nous polarisons en AG. Même s'il y a des progrès, la majorité des jeunes ne sait pas encore quel « autre monde » il faut construire. On a du mal à formuler une politique transitoire, ces ponts manquants entre les AG d'aujourd'hui et le communisme de demain, ponts qui prouveraient concrètement (et pas qu'en théorie) l'utilité de s'organiser aux JCR-RED.

## b) Des éléments positifs :

**- Un renouveau des luttes :**

retour des luttes massives, luttes qui durent et se radicalisent, en particulier dans la jeunesse, comme ce que nous avons vécu dans le mouvement contre le CPE.

Avec le retour de luttes victorieuses, la conscience collective augmente : tous ensemble nous sommes une force, et lutter est utile.

L'unité de la classe réalisée dans ce mouvement anti-CPE avec les travailleurs fait que la conscience de classe remonte, mais cette conscience reste à solidifier.

**- Accumulation d'expériences.**

Dans ces luttes, jeunesse et classe

ouvrière apprennent beaucoup : confrontations avec l'État et son appareil répressif, avec les bureaucraties ; apprentissage de la démocratie ouvrière, des AG aux coordinations…

Le niveau de conscience politique s'élève : nécessité de la grève générale, de renverser un gouvernement au service du MEDEF ; les institutions actuelles sont au service de la classe dirigeante, les médias ne sont pas nos amis ; nécessité de lutter dans l'unité…

### c) Les éléments positifs ne compensent pas encore les éléments négatifs

Notre rôle est aussi d'en faire la preuve, mais ça prendra du temps, il faut de nouvelles expériences. Et nous devons développer notre démarche transitoire. La propagande pour la révolution et le socialisme est importante, mais il est aussi nécessaire de se doter d'une politique pour l'ensemble de la jeunesse, qui part de son niveau de conscience actuel pour l'élever. D'où le positionnement que nous devons avoir : toujours un pas en avant du mouvement. En avant : pour élever le niveau de conscience ; un pas (et pas plus) : parce que nous voulons tirer l'ensemble du mouvement, pas en décanter des franges radicales comme ce que font, quitte à le faire exploser, nombre de courants et sectes gauchistes.

On ne se contente pas de son niveau actuel, car nous voulons le faire progresser et que nous ne pensons pas, à l'inverse des camarades de la PF X, que le mouvement va régler seul par sa « dynamique » ses contradictions de façon automatique.

Il ne sert à rien d'essayer de chercher des raccourcis, comme diluer le profil politique général d'une nouvelle force pour s'adapter au niveau de conscience majoritaire dans la jeunesse, car ce ne serait pas rendre service aux luttes qui se développent et se développeront.

Il faut contribuer à améliorer les choses, dans notre investissement syndical et dans notre façon de faire de la politique.

**- S'adresser largement.**

C'est une nécessité pour répondre aux enjeux de la situation : toucher les différents secteurs de la jeunesse (lycéens, étudiants, jeunes travailleurs) et essayer de tracer une orientation de lutte à une échelle de masse.

**- Reconstruire le mouvement ouvrier sur des bases de classe**

Cela nécessite une lutte sans concession contre les bureaucraties et leurs idéologies d'adaptation-conciliation-négociation. En pratique cela passe également par la défense de l'autoorganisation, seule à même de déborder les bureaucrates, et qui augmente le plus la conscience de ceux qui luttent puisqu'ils prennent eux-mêmes leur lutte en charge. Nous devons construire les syndicats comme outils au service du mouvement et nous opposer à la mise en avant d'intérêts boutiquiers ; c'est pourquoi lors d'un mouvement nous nous opposerons toujours à des cortèges syndicaux et leur préféreront des cortèges unitaires autoorganisés.

**- Intervention politique**

Nous devons avancer sur le caractère inconciliable du conflit d'intérêts entre jeunes et travailleurs d'un côté, et patrons de l'autre. Cela signifie démasquer les illusions de politiques antilibérales respectueuses des profits, de la propriété et du pouvoir patronal.

Nous devons construire une organisation qui défend un projet de société : la prise du pouvoir par la classe laborieuse. Nous le faisons aujourd'hui aux JCR, nous le ferons demain dans une nouvelle force, mais en tout cas pas dans un « regroupement » qui n'aurait pas d'objectif et de perspective clairs, qui ne trancherait pas entre la volonté de renverser le système actuel, qui est la dictature de la bourgeoisie, et la volonté de simplement l'humaniser.

Antoine [Jussieu], Sofiane [Jussieu]

# [ S'adresser aux lycéens

Ce texte est un appel à ouvrir le débat qui concerne notre stratégie dans les lycées. Moi-même en Terminale ES, je pense que ce débat concerne principalement les lycéens de l'organisation mais aussi les plus vieux, qui ont été lycéens avant.

Nous défendons par le principe même de l'organisation de jeunesse qu'un mouvement de masse révolutionnaire futur se construit par l'intervention politique dans la jeunesse. Peu de textes des derniers bulletins mettent l'accent sur l'importance de notre intervention dans les lycées. C'est pourquoi je tiens à relancer ce débat capital car notre organisation ne se construira pas sans un regain de notre implication sur les lycées ( qu'ils soient professionnels ou généraux )

## A - Un intérêt capital à toucher les lycéens

Ces dernières années, les mouvements anti-Fillon et anti-CPE nous ont montrés la capacité de mobilisation dans les lycées. Les élèves sont à un stade de pseudo-liberté, sans l'épée de damocles du salaires ou des partielles. C'est à ce moment que nous pouvons mobiliser le plus facilement, développer une conscience de classe, faire connaitre nos idées, notre projet de société et ainsi former les militants de demain.

Bien sur, le niveau de conscience de masse est très faible chez les lycéens mais cela doit être perçu comme un atout et non pas comme un obstacle.

C'est à cette pèriode que les individus commencent à s'intéresser à la politique. C'est là où ils sont les plus réceptifs car ils ne sont pas encore entrés dans l'idée reçue que seuls le PS et l'UMP sont capables de gouverner. À nous de nous servir de cette «fraicheur» pour les convaincre que ce sont les citoyens, les travailleurs qui doivent gouverner, prendre le pouvoir, que l'idée que le capitalisme est un fait inaltérable est fausse.

## B - Quelles stratégies pour toucher les lycéens ?

Ce travail est à faire de deux façons

### 1- Assurer la présence de notre organisation

Nous devons assurer une réelle présence devant les lycées, une présence bien plus régulière que dans les FACs, un travail bien plus fort car cette présence est sans cesse à renouveler , du fait même qu'un lycéens reste environ 3 ans seulement dans son

établissement. Le travail « propagandaire « doit être assuré par des tractages, des affichage, la présence lors d'actions locales en tant que JCR. Ceci doit être fait par des lycéens JCR eux-mêmes là où il y en a mais aussi par des étudiants ou des camarades jeunes de la Ligue là où il n'y en a pas ou trop peu, c'est ce qu'à Nice nous faisons.

### 2 - Construire un syndicalisme lycéen

Nous devons aussi construire un réel syndicalisme lycéen reconnu et fort. Et oui camarades, il existe d'autres syndicats de jeunesse que les syndicats étudiants ! Le débat sur la politique syndicale que nous devons mener ne porte pas que sur l'UNEF, la TTE, SUD étudiants etc.

Je suis moi-même syndiqué à l'UNL, et même si ce syndicat connait beaucoup de travers ( je les détaillerai dans un prochain article dans RED ) , comprenez qu'il est un outil pour diffuser notre projet pour l'éducation, à condition de l'investir et de s'y impliquer ( que ce soit l'UNL ou un autre syndicat ). Il faut désormais acquérir comme dans les FACs, une réelle reconnaissance du syndicat dans les lycées.

J'ai voulu dans ce texte nous amener au débat qui porte sur les lycées, non de défendre ma position personnelles sur quelle politique syndicale défendre mais déjà mettre en lumière l'importance de cette question. Il serait bon qu'un moment soit réservé lors du congrès pour discuter de tout cela.

Kevin [Nice]

# Construire l'organisation : pourquoi et comment ?

Il existe une difficulté dans la période pour se construire : Une conscience de classe est à reconstruire dans la jeunesse, et même après le mouvement contre le CPE, peu de jeunes sont prêts à s'engager. Aucune organisation de jeunesse ne s'est construite largement ces derniers mois. Nous avons un écho énorme dans la jeunesse. Depuis 2002, notre organisation est plus connue qu'avant, nos propositions ont été suivies par des milliers de jeunes pendant le mouvement contre le CPE. Les potentialités qui s'offrent à nous sont donc énormes. Nous nous sommes tout de même construit depuis le dernier congrès, même si cela n'est pas à la hauteur des enjeux : nous sommes maintenant 240 camarades aux JCR, dont pas mal qui nous ont rejoint pendant ou après le mouvement contre le CPE. De nouvelles sections se sont créées : Nice, Haute Savoie, Boulogne sur mer, Lille et nous sommes présents dans plus de villes (Béthune, Saint Quentin, Chartres, …). Nous sommes en ce moment en discussion avec des centaines de contacts, et les possibilités de grossir de manière significative là où on existe et de construire de nouvelles sections est réelle. Pour cela, nous ne devons pas être frileux pour recruter. Après le mouvement contre le CPE, nous avions une opportunité énorme de faire des meetings sur les facs, de s'adresser à des milliers de jeunes, de tirer avec eux les bilans du mouvement et leur proposer de continuer à militer, de s'organiser. Seulement bon nombre de camarades n'étaient pas convaincus, et ce type de meeting a été organisé dans très peu de villes (Lille, Metz, Toulouse, Nanterre, Jussieu). Parler du décalage entre niveau de conscience et niveau d'organisation, c'est bien, être capable de prendre des initiatives à certains moments clefs, c'est encore mieux.

## 1-Pourquoi construire les JCR ?

Nous devons être capables d'expliquer autour de nous à quoi servent les JCR, quelle est l'utilité de nous rejoindre.

### a) Le rôle des révolutionnaires dans la période actuelle

Notre tâche est de construire les mobilisations pour qu'elles aillent jusqu'au bout. Nous essayons de construire une direction pour les mobilisations, sur la base de l'unité la plus large, la démocratie, l'auto-organisation, et des mots d'ordre qui font progresser l'ensemble du mouvement. Rejoindre les JCR, c'est aussi se battre pour une autre société, convaincre que ça ne passera que par une rupture radicale avec le capitalisme, c'est-à-dire une révolution. Les organisations révolutionnaires permettent aussi d'expliquer à une échelle de masse ce qu'est l'état, la police, la propriété privée. On est aussi les seuls à dire certaines choses ou à prendre des initiatives, que ce soit dans la construction du mouvement anti-guerre, ou par rapport aux banlieues : peu de forces organisées ont pris l'initiative d'organiser des manifestations pour braver le couvre feu, s'opposer à l'état d'urgence et soutenir les jeunes face à la répression.

**b)** Nous sommes la seule organisation à avoir une analyse conséquente de la période et des tâches qui en découlent à être présente au niveau national, ce qui est capital, notamment en période de mouvement.

**c)** Nous devons expliquer à nos contacts que c'est donc utile d'être organisés. Les jeunes qui entrent aux JCR sont plus efficaces dans les luttes que ceux qui n'y sont pas. Être aux JCR permet d'allier la théorie à la pratique, de mener de l'activité : diff de tracts, organisation d'AG, de manifs… Notre organisation, c'est aussi un journal, des tracts, qui permettent de diffuser notre analyse politique, nos propositions d'actions… C'est aussi se former : se servir des bilans des expériences passées avec des formations de base sur le marxisme, sur différents épisodes de l'histoire, ainsi qu'avec des formations sur l'actualité, être en capacité d'analyser la situation politique afin de savoir sur quel clou taper. Cela permet surtout d'avoir la possibilité de débattre à une échelle nationale d'une politique à défendre : mise en place d'une coordination nationale pendant le mouvement lycéen et le mouvement contre le CPE, l'importance du blocage, et du lien avec les salariés…

## 2- Comment se construire ?

S'appuyer sur l'écho énorme que nous avons, et être à l'offensive.

a) Nous devons être offensifs dans l'intervention de masse et dans les luttes. Nous devons être à l'initiative tout en défendant notre orientation. Cela polarise les débats, regroupe autour de nous à partir de choix concrets pour la lutte.

b) Recruter des militants à l'organisation ne se fait pas d'un claquement de doigts. Il nous faut convaincre et cela prend du temps. Il nous faut dégager ce temps (rdv café, meetings, cercles ouverts, tables, accroche…) que nous avons trop tendance à négliger, aspiré par les différentes luttes.

c) Pour cela, la mise en place d'une ac-

tivité régulière (cercle ouvert tel jour telle heure de la semaine, tractage sur les lycées une fois par mois ou tous les 15 jours) est indispensable car cela permet de fixer notre présence sur nos lieux d'intervention, que nos sympathisants sachent où et quand nous trouver. Nous devons réussir à individualiser le suivi des contacts : il est parfois difficile de s'intégrer à l'organisation, des jeunes qui nous rejoignent peuvent avoir un sentiment d'inutilité, manquer de perspectives (quoi faire, comment ?). Donc il y a une nécessité à prendre le temps d'expliquer, à tous les jeunes intéressés par les JCR, comment on fonctionne et quelles tâches sont à faire.

d) Nous devons avancer largement nos idées, notre projet politique et s'adresser à l'ensemble de notre milieu (tracts, affiches, tables, journal, cercles ouverts…). La mise en place de formations ouvertes (sur l'actualité mais aussi plus théoriques ou historiques) en cercle permet d'intéresser et de convaincre les sympathisants (ex : Françafrique, Amérique Latine, marxisme, révolution russe…). Les meetings et réunions publiques nous permettent de s'adresser plus largement qu'à notre réseau de sympathisants et de proposer notre politique à plusieurs centaines de jeunes à chaque meeting.

## 3- S'adapter structurellement aux possibilités de la période

a) Face aux enjeux de la période, nous devons réussir à changer l'échelle de notre organisation. Pour cela, nous devons accélérer la formation des jeunes cadres de l'organisation. Cela permettra d'intégrer les nouveaux camarades aux différentes directions (de cercle, locales et nationales). Pour changer d'échelle, il faut augmenter le nombre de cadres dans l'organisation car c'est la condition pour pouvoir intégrer les sympathisants à l'organisation de façon importante.

b) Former et solidifier l'orga : formations, régularité dans l'intervention (en particulier lycées), importance des discussions collectives à tous les niveaux (local, directions, national…) pour être plus forts politiquement pour répondre aux différents événements. Fixer des objectifs construits sur les questions sur lesquelles on intervient (activités de masse, activités politiques régulières…). Nous devons faire des formations plus régulières et refaire des stages de formation nationaux et régionaux qui ont tous été des succès.

c) L'activité sur les facs nous permet de structurer l'organisation car c'est là que nous sommes le mieux implantés et le plus solide. Notre structuration sur les facs doit être un point d'appui afin de se déployer sur d'autres lieux : lycées, puis CFA, jeunes travailleurs et quartiers populaires.

d) La construction nationale doit être une priorité. Nous devons prendre le temps de discuter de nos activités pour élaborer une orientation nationale et avoir des capacités d'action. Nous essayons de construire de nouvelles sections. C'est quelque chose de difficile, mais il existe de vraies potentialités : dans toute une série de villes, nous avons des contacts qui veulent militer avec nous. Nous devons faire en sorte que les pôles où il est possible de construire des sections soient rattachés à une section où un cercle qui prenne en charge sa construction et qui permette de tisser des liens, et facilite le fait que des nouveaux se mettent à militer et se sentent intégrés et aidés par l'organisation. Lorsque cela n'est pas possible, il faut renforcer le suivi du Bureau national. À court terme, il est possible de créer ou de renforcer de nouvelles sections.

## 4- Renforcer notre apparition propre et le travail de masse

a) Nos tracts (notamment le A4 hebdomadaire) et RED sont des outils pour permettre de développer notre analyse et de la diffuser. Ils doivent être plus en charge plus sérieusement, et mieux diffusés. Nous devons aussi sortir ou ressortir plus de brochures qui permettent d'approfondir un thème. La campagne sera l'occasion de sortir du matériel sur toute une série de questions et d'apparaître largement. Pour tout cela, l'argent doit être une préoccupation de l'ensemble des camarades. Sortir du matériel coûte cher, mais ça nous permet de nous adresser à des milliers de jeunes, alors donnons nous en les moyens.

b) L'activité lycéenne doit rester une priorité de l'organisation. Notre présence dans les lycées représente un atout considérable lors des mouvements. Nous mettons en place des équipes de diff régulières sur les lycées, en essayant aussi de tenir des tables et de mettre en place des réunions publiques.

c) Le syndicalisme étudiant reste une priorité pour l'organisation, c'est ce qui nous permet de structurer largement le milieu étudiant. Nous devons formuler une politique syndicale alternative à celle des directions, et ce quotidiennement, pas uniquement lors des mouvements.

## 5- S'appuyer sur la LCR et unifier notre intervention dans la jeunesse

a) La LCR, et son porte-parole Olivier Besancenot, a un écho important dans la jeunesse. Nous devons faire fructifier cet écho. Pour cela, il faut que largement notre milieu fasse le lien entre les JCR et la LCR. Cela passe par un matériel qui comprend les deux logos, par des meetings communs avec la ligue,…

b) Nous devons renforcer les liens avec la LCR. Dans les villes, il est intéressant de mettre en place une participation croisée aux directions (des membres des JCR aux directions locales de la ligue invités systématiquement et inversement). De plus, l'expérience des camarades de la ligue en termes de formation politique doit être mise à profit pour l'organisation de jeunesse. Cela passe par des formations en commun, ou par des AG communes en fonction de l'actualité (pendant le CPE par exemple). De plus, les JCR et la ligue appartiennent au même courant. Deux structures existent. Elles ne doivent pas fonctionner de manière séparée mais de façon concertée. Au final, les camarades des JCR seront amenés à intégrer la LCR. Pour les camarades les plus intéressés, nous devons poser la question de la double appartenance.

c) Enfin, il y a une urgence à unifier l'activité jeune de notre courant (JCR, secteurs jeunes de la LCR, jeunes « isolés » dans la LCR)). Cela passe par l'organisation de la CNJ dans un avenir proche, à la rentrée scolaire 2007. Mais gagner la réunification de notre intervention passe par un travail en amont et ce n'est pas la CNJ seule qui le permettra. Nous devons régionalement organiser des rencontres avec les secteurs jeunes de la LCR (formations régionales par exemple) et ceci au moins une fois par semestre. La mise en place de campagnes communes semble également être une priorité.

Laure (Nanterre), Sylvain (Toulouse)